REVUE #2 MAI 2024

L'Arrosoir

SiTO
Students in Transition Office

Politique et transition socio-écologique, quels enjeux en année électorale ?

Chèr·x·e·s lecteur·x·rices,

Cette deuxième édition de l'Arrosoir explore les liens entre le monde politique et la transition socio-écologique dans un contexte d'année électorale. En effet, le 9 juin 2024, nous serons amené·x·e·s à nous rendre aux urnes pour élire nos représentant·x·e·s belges et européen·x·e·s.

Les différents discours politiques sont sous le feu des projecteurs, chacun nous promettant un futur meilleur si nous leur donnons notre voix, notre confiance. Avec l'urgence climatique actuelle et la complexité de nos systèmes, les enjeux sont multiples et bien souvent difficiles à appréhender. Ainsi, quels sont les obstacles politiques à une transition socio-écologique réussie en Belgique et en Europe ? Comment les politiques environnementales sont-elles intégrées dans les agendas politiques nationaux et européens ? Quel rôle jouons-nous dans le processus de transition socio-écologique et comment peut-on influencer les décisions politiques ? En tant que jeunes, comment nous emparer de l'écologie politique et la retranscrire en actions concrètes ? Quelle place donner au collectif et quelles sont les réflexions à mener pour permettre à notre société d'agir ?

Par la réalisation de cet Arrosoir, nous souhaitons apporter des clefs de compréhension et d'analyse du système politique belge et européen actuel et cerner les enjeux qui s'y jouent en matière de transition socio-écologique.

Cette édition est divisée en quatre chapitres complémentaires. Le premier s'attarde sur quelques éléments de contexte essentiels afin de faciliter la lecture des articles des chapitres suivants. Ensuite, le second chapitre traite de la question des accords européens et de leurs conséquences à l'échelle belge et européenne. Par après, le troisième chapitre offre une triple lecture sur six sujets précis liés à la transition socio-écologique et à l'écologie politique. Ces sujets sont traités sous trois angles différents et complémentaires par des représentant·x·e·s de partis politiques, des académicien·x·ne·s et des militant·x·e·s. Enfin, le quatrième et dernier chapitre évoque le traitement médiatique de la transition socio-écologique en concluant sur la place de la jeunesse dans ce contexte électoral.

Notre tentative d'aborder ces thématiques se voulait en toute parité, ce qui malheureusement n'a pu être accompli, montrant encore une fois ***une sous-représentation féminine au sein des différents pans de notre société.*** Aussi, conscients d'un questionnement très conceptuel et théorique, il est certain que certains sujets mériteraient d'être abordés en profondeur et à travers le spectre d'actions concrètes. Pour autant, nous espérons que cet Arrosoir vous offrira des perspectives éclairantes sur les enjeux politiques et écologiques cruciaux de notre époque.

Bonne lecture !

Caroline Alvarez, Jane Cortvriend & Pierre Schepens,
rédacteur·ices en chef·fe

La question de la transition socio-écologique demeure présente dans de nombreux endroits, que ce soit dans des lieux de pouvoir ou directement en manifestation dans la rue. Elle concerne tout le monde et vient unir une population en action pour une même cause. L'action citoyenne permet ce glissement vers une société meilleure qui est ici visible en image avec une distorsion. Cette altération de la réalité incarne cette envie de changement qui se meut à travers des haut-parleurs, des micros, des caméras et des banderoles. J'ai cherché à rendre perceptible cet élan de solidarité dont font preuve les citoyen·x·ne·s pour un avenir plus écologique.

Elena Godefroy,
photographe de cette édition

SOMMAIRE

ÉDITO P.8

CHAPITRE 1
CONTEXTUALISATION

Structure du système politique belge
Caroline Close P.12

L'écologie est-elle finalement bien installée en politique ?
Jonathan Piron P.14

Introduction à l'économie sociale
Marthe Nyssens P.17

L'importance de l'écologie sociale à une échelle locale
Kato Van Speybroeck P.20

CHAPITRE 2
LES ACCORDS EUROPÉENS ET LEURS CONSÉQUENCES

Les accords européens : quels impacts sur la transition socio-écologique ?
Chloé Brière P.24

Exemples phares d'accords européens sur la transition socio-écologique
Chloé Brière P.28

Le lobbyisme : frein ou accélérateur de décisions en matière d'écologie ?
Amandine Orsini & Arnaud Gane P.32

CHAPITRE 3
UNE TRIPLE VISION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES EN POLITIQUE

LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES POLITIQUES

Écolo : L'écologie politique et sa tâche périlleuse de représentation de la population
John Pitseys P.43
PS : L'écosocialisme
Martin Casier P.50
PTB : L'état se doit-il d'être radical ?
Octave Daube P.57
MR : Technosolutionnisme et greenwashing
Rémy Leboutte P.63
DéFI : "Une croissance qualitative", solution qualitative à la crise climatique ?
Jonathan De Patoul P.69
Les Engagés : L'importance de l'Europe dans la transition socio-écologique
Ismaël Nuino P.74

LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES ACADÉMIQUES

L'écologie bourgeoise remise en perspective
Théodore Tallent P.82
Les principes fondamentaux de l'écosocialisme
Thomas Huygens P.86
Radicalité et planification écologique, quel champ des possibles ?
Claire Lejeune P.88
Le Mirage du techno-évangélisme
Jonathan Vandescotte P.92
La décroissance : une transition nécessaire ?
Tom Bauler & Julien Vastenaekels P.95
Critique des politiques socio-écologiques de l'UE
Annelies Broekman P.100

LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES MILITANT.X.E.S

L'écologie bourgeoise et son discours
Sebastian Franco P.106
Écosocialisme, réponse aux inégalités à la fois causes et conséquences du dérèglement climatique ?
Arnaud Zacharie P.109
De la nécessité d'une approche plurale de la radicalité dans la transition socio-écologique
Hélène Debaisieux P.113
Technosolutionisme et greenwashing selon une approche militante
Nadia Cornejo P.117
En finir avec le mythe de la croissance verte
Romain Gelin P.122
Critique des politiques socio-écologiques de l'UE P.125

CHAPITRE 4
ET LES MÉDIAS DANS TOUT ÇA ?

Analyse du discours écologiste des politiques dans la sphère médiatique
Gilles Toussaint P.128

Quelle est la responsabilité des médias ?
Pierre Jasogne P.132

Jeunesse et élections : des initiatives par et pour les jeunes
Adam Assaoui P.135

RECOMMANDATION DE RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES P.140
REMERCIEMENTS P.141

Nour Verkindere

Présidente du SiTO

Écologie, nom féminin.

1. Sciences. Étude des milieux où vivent les êtres vivants, ainsi que des rapports de ces êtres avec le milieu

2. Courant. Doctrine visant à un meilleur équilibre entre l'humain et son environnement naturel ainsi qu'à la protection de ce dernier.

La question vaut peut-être la peine d'être posée. Pourquoi lier politique et écologie ? Certes, nous sommes en année élective et peut-être sommes-nous à la recherche de buzz. Peut-être cherchons-nous à nous approprier ce sujet ô combien d'actualité pour marteler une fois de plus nos slogans. Parce que, pas de mention de politique dans les définitions du Robert, pas de mention aux bulletins électoraux, au système de démocratie parlementaire ou même à l'implantation généralisée des poubelles de tri sélectif à Bruxelles. Pourtant, on y retrouve des termes qui commencent à nous montrer la voie, le lien possible. ***Rapport, équilibre.*** Des termes qui rappellent la définition première de celui de « politique », l'organisation du groupe. Parce que l'écologie, avant tout, nous appelle à revoir cette organisation : Avec qui ? Avec quoi ? Quelle valeur plaçons-nous dans ces partenaires d'interaction ? Comment voulons-nous les traiter ? Quel statut attribuons-nous à cette organisation ? Ce sont ces questions, entre autres, que l'écologie pose. Elle nous appelle à reconsidérer, avec intentionnalité, ces liens que nous entretenons avec le vivant, le non-vivant, avec nos adelphes humain·e·s, selon une perspective systémique qui montre à quel point les uns ont une influence sur les autres. L'écologie nous urge de revoir notre système de valeur, d'organisation, pour nous replacer dans un écosystème qui nous dépasse, pour retrouver l'équilibre perdu.

Et c'est pour cette raison que cet ouvrage, nous aurions pu le publier cette année comme celle d'avant, celle d'après. Parce que l'écologie, en ce sens, est fondamentalement politique.

Mais parlons peut-être plus concrètement et épargnons-nous ces digressions qui, bien que fondamentales, peuvent s'illustrer de bien d'autres manières. Ce que l'histoire des dégradations environnementales nous apprend, c'est qu'elles sont intimement liées à des choix politiques, et ce, depuis la colonisation comme ticket d'entrée vers l'industrialisation des pays du Nord, jusqu'à la Politique Agricole Commune et ses mutations actuelles, qui ont poussé les agriculteur·rice·s dans les rues de notre Capitale ces derniers mois. Au milieu, une série de stratégies politiques dont celles d'aujourd'hui sont souvent les héritières. De ces stratégies naissent des courants – eux aussi politiques - : écoféminisme, écologie décoloniale, écologie populaire et j'en passe. Ce n'est pas un hasard si tant de penseur·se·s et d'activistes se sont approprié·e·s ce terme. Car cette approche écologiste, elle permet de saisir une logique d'organisation globale à la cohérence délétère, qui a permis l'exploitation de notre environnement comme celle des humain·e·s et du vivant, qui a établi des priorités entre qui pourrait vivre et qui devrait souffrir, mourir. C'est cette réalité-là, à l'intersection des vécus, des subis, des agis, que doit incarner l'écologie. C'est dans cette réalité qu'elle devient éminemment politique et qu'elle permet une réelle transition émancipatrice.

C'est également dans la conscience du vaste monde sur lequel nous agissons que la tentative d'agir seul·e semble bien veine, et bien compliquée pour quiconque voulant s'atteler à cette tâche plutôt ingrate. Difficile de se projeter un monde à partir de l'imaginaire souvent austère de l'écologie, en pensant aux quelques économies d'énergie faites frigorifié·e dans son appartement mal isolé. C'est bien cette difficulté d'échelle qui rend urgent le fait de reconnaître que, si l'écologie est politique, la politique doit être écologiste. C'est dans la force du groupe, puisque c'est du groupe que naissent ces problématiques, que l'on doit surement chercher la réponse. Nous sommes seul·e·s ? Soyons ensemble, et revoyons ce que cet « ensemble » signifie pour nous. Organisons-nous ! Le « plus grand défi de l'humanité » ne se relèvera pas seul, alors apprenons en tant qu'individu, en tant qu'organisation, en tant que représentant·e·s politiques, comment le relever, et mettons ces apprentissages en application.

Et là, la question tombe. Comment faire ? Comment réapprendre à considérer, à s'émerveiller devant les lucioles, les renards, les arbres, les oiseaux et nos partenaires humain·e·s ? Comment réinventer ces relations ? Comment incarner cette dimension dans nos choix politiques aujourd'hui. C'est cette question que nous posons, étudiant·e·s, confronté·e·s parfois à notre premier voyage vers l'urne, toujours à la question fondamentale de la trace que nous souhaitons laisser, symptomatique du monde dans lequel nous voulons vivre. Cet Arrosoir, construit pour abreuver ces réflexions, tente de nous aider à comprendre les freins qui verrouillent ces transformations mais également les clefs pour les débloquer. Il représente notre essai de compréhension de la façon dont l'écologie est politique aujourd'hui, et la façon dont elle pourrait l'être demain. C'est notre façon de dire que ce lien, nous devons le cultiver, qu'une utopie écologiste est possible et qu'elle sera politique.

Merci à Apolline et André d'avoir si bien illustré cet ouvrage et de lui avoir donné une dimension si pleine de beauté et de sens. Merci à Elena pour les photographies accompagnant les différents chapitres. Merci à Caroline, Jane et Pierre de s'être tant investi·e·s dans sa création et d'avoir mené ce travail avec tant d'intelligence et d'attention. Sans leur détermination, cet Arrosoir n'existerait pas ou n'aurait pas autant de profondeur. Merci à Mila, Daphné et Lucien pour leur soutien et leurs conseils toujours avisés, à toutes les personnes du SiTO qui ont pris le temps de retranscrire, de corriger et de relire ces nombreux articles, au SiTO de rendre ce genre de projet ne serait-ce qu'envisageable. Et pour finir, merci aux intervenant·e·s de cet Arrosoir pour leur générosité et la richesse de leurs partages.

CHAPITRE 1

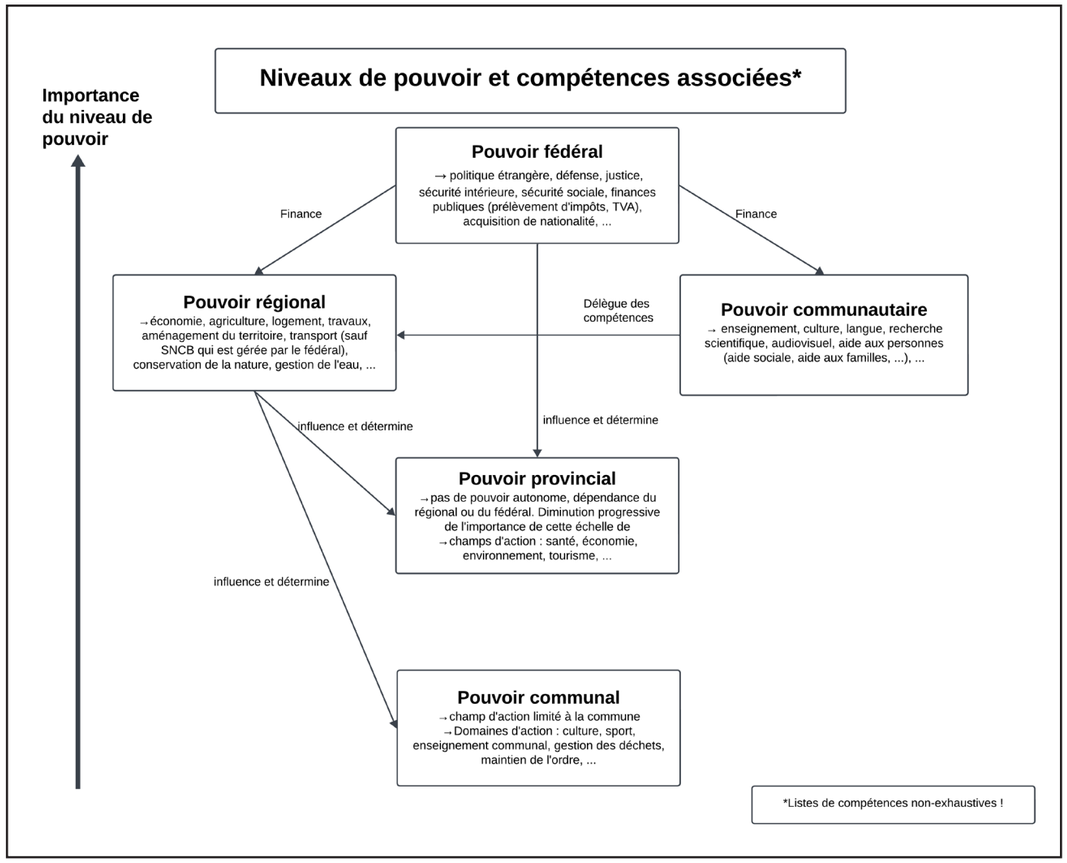
CONTEXTUALISATION

STRUCTURE DU SYSTÈME POLITIQUE BELGE

Caroline Close

Professeure en science politique et chercheuse
au sein du Centre d'étude de la vie politique
(Cevipol) à l'ULB.

Schémas à partir d'une interview par
Jane Cortvriend & Pierre Schepens



Différence majeure Flandre / Wallonie

- Contexte : système libéral → les régions sont en compétition
- En Flandre, la Communauté et la Région sont fusionnées en 1 seul parlement cohérent avec 1 seul budget : meilleure gestion des compétences et du budget en Flandre
- En Wallonie, 2 parlements : 1 pour la Fédération Wallonie Bruxelles & 1 pour la Région

Importance de l'UE :

- Parlement : 705 député·x·e·s dont 21 belges
- 60% des réglementations belges dûes aux règles de l'UE
- Importance de la Belgique dans la gestion de postes à responsabilité à l'UE : porte-paroles, leaders de groupes politiques, de GT, ... Les élu·x·e·s belges ont dont un poids et le vote des citoyen·x·ne·s aussi !
- L'UE dicte en grande partie les mesures économiques pour les États membres

Réformes de l'Etat

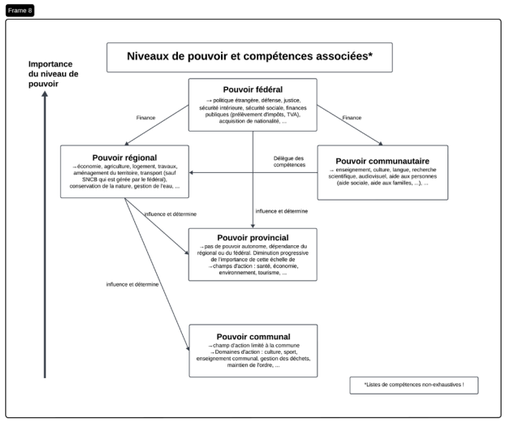
Tendance à donner davantage d'autonomie et de compétences aux régions au fil des décennies.

Phénomène accentué par la délégation de compétences des communautés vers les régions

Différences majeures Région/Communauté:

- Les Régions exercent les compétences qui relèvent de leur territoire (voir encart central). Elles peuvent prélever un impôt sur les personnes qui y vivent et ont davantage de poids décisionnel que les communautés actuellement.
- Les Communautés sont basées sur la langue parlée, à savoir le français, le néerlandais ou l'allemand. Ses compétences relèvent davantage des personnes parlant une de ces 3 langues (voir encart central)
- On ne vote pas pour les représentant·x·e·s des communautés. Ces dernier·x·ère·s sont élu·x·e·s par les député·x·e·s des parlements régionaux.

Frame 8



Budget de l'Etat

Le gouvernement fédéral a un budget qu'il attribue sous forme de dotations aux communautés et aux régions selon :

- le territoire couvert
- la taille de la population
- la production de richesse de l'entité considérée

À partir des années 1990/2000, les régions gagnent en autonomie fiscale et peuvent désormais prélever des impôts → cela renforce leur poids dans le paysage institutionnel

Vote obligatoire ? Qui vote ?

Le vote est obligatoire pour tous·x·te·s les citoyen·x·ne·s à partir de 18 ans pour les élections belges (sauf pour les élections communales en Flandre) et à partir de 16 ans pour les élections européennes

Où vote-t-on et pour qui peut-on voter ?

On vote selon sa domiciliation :

- par circonscription **au fédéral** (chambre des représentants) **et au régional** (à Bruxelles, il y a une seule grand circonscription)
- parmi une liste pour les francophones OU une liste pour les néerlandophones **au niveau européen**
- par commune aux communales d'octobre

En Belgique, les partis et leur programme sont centraux : on peut voter pour une liste entière de représentant·x·e·s d'un parti OU donner sa voix de préférence à un·e représentant·x·e en particulier.
Un principe de tirette est appliqué pour valoriser la parité homme/femme (alternance de représentant et représentante sur les listes)

Quand vote-t-on ?

Le 9 juin 2024 pour les élections régionales, fédérales et européenne

Le 13 octobre 2024 pour les élections communales et provinciales

Enfin, vient la fameuse complexité de former un gouvernement au fédéral...

Après l'élection des parlementaires, ces derniers doivent former une coalition pour diriger le gouvernement fédéral. Pour ce faire, les partis doivent s'arranger pour obtenir une majorité de 76 sièges sur les 150 de la chambre des représentants, ce qui ralentit le processus de constitution d'un gouvernement. Les partis restant constituent ce qui est communément appelé "l'opposition".
Le roi des Belges intervient en mandatant une personnalité politique de former un gouvernement. S'iel y parvient, iel sera nommé Premier Ministre par la suite et chef·fe du gouvernement. À ce premier ministre, s'ajoutent 14 ministres et une série de secrétaires d'état.

L'ÉCOLOGIE EST-ELLE FINALEMENT BIEN INSTALLÉE EN POLITIQUE ?

Article par

Jonathan Piron

Chercheur, coordinateur chez Etopia, centre d'animation et de recherche en écologie politique

Les enjeux écologiques semblent désormais être devenus centraux en politique. Les élections de 2018 et 2019 en Belgique ont été marquées pour la première fois par une place importante de ceux-ci dans les préoccupations de la population. Les diverses « Marches climat » qui ont émaillé ces campagnes en étaient des signes éclatants. La victoire des partis écologistes flamand et francophone en est un autre. Le zeitgeist (l'air du temps) était forcément écologique, en ce sens que les débats sur les dérèglements climatiques étaient omniprésents et imposaient des mesures transformatrices au regard de l'urgence à venir.

Cinq ans plus tard, le constat est moins clair. En mars 2024, Bloom Association publiait un rapport analysant les votes des groupes politiques et délégations nationales sur les enjeux écologiques au Parlement européen. Il distinguait trois blocs polarisés et très distincts : les bâtisseur·x·euse·s, les hypocrites et les casseur·x·euse·s. Parmi les bâtisseur·x·euse·s : les groupes de gauche européenne et les écologistes, veillant à la construction d'une ambition écologique pour l'UE. Naviguant entre deux rives, sans constance ni fiabilité sur l'écologie, les libéraux de centre-droit constituent le groupe des hypocrites. Enfin, du côté des casseur·x·euse·s se trouvent les élu·x·e·s issu·e· de la droite traditionnelle et ultra conservatrice ainsi que de l'extrême-droite, luttant contre toute forme d'avancées écologique ou sociale. Le détail par délégation nationale permet de voir qu'au niveau belge, dans le groupe des bâtisseur·x·euse·s, se trouvent les élu·x·e·s verts, en tête, suivis du seul député PTB et du groupe socialiste. Loin derrière se positionnent les autres élu·e·s belges européen·ne·s[1].

L'écologie est-elle finalement vraiment entrée en politique ?

Il est nécessaire, tout d'abord, de revenir sur les spécificités de l'écologie politique. Elle peut se définir de la manière suivante. Dans un sens premier, il s'agit de la « (...) la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire la science des conditions d'existence ». Le terme « écologie » provient du grec Oïkos logos, c'est-à-dire la science de l'habitat. Elle se propose donc comme science de la globalité et reformule dès lors la question du savoir et du pouvoir. Là se trouve déjà une première tension : entre expertocratie et autonomie. L'autre caractéristique fondamentale de l'écologie politique est son caractère multiforme. Plutôt que de parler d'écologie, insistons sur l'existence des écologies. Les réponses politiques à apporter aux questions soulevées sont diverses, avec des objectifs et des moyens adaptables. Mais toutes s'unissent autour d'un même souci : non pas celui de la nature mais de rendre à l'homme les rênes de « l'agir collectif dans la nature ». On y retrouve ainsi une idée proche de celle défendue par Hannah Arendt autour de son concept d'action. L'écologie politique est ainsi porteuse, dès sa création, d'un projet politique généraliste ancré dans la défense de la justice sociale et environnementale. De plus, la volonté des premiers écologistes s'inscrit également dans la promotion d'un renouveau démocratique, replaçant les citoyen·x·ne·s – et le reste des vivants - au centre de la question politique.

Si les idées liées à l'écologie remontent au XIXe siècle pour les plus anciennes, politiquement, l'écologie ne s'est installée dans notre horizon commun que dans le dernier quart du XXe siècle. Et si les luttes environnementales sont des enjeux relativement bien compris en ce premier quart de XXIe siècle, l'histoire de leur structuration est, par contre, nettement moins connue. Souvent, la perception est celle de mouvements naissant au détour des années 1980 et s'engageant pour la préservation de la nature. Or, l'histoire nous montre que les racines sont nettement plus anciennes et que des oppositions parfois intenses ont eu lieu entre les premières associations.

Partons de l'exemple belge. C'est en août 1970 que la décision de fonder une première grande association environnementale, Inter-Environnement[2], est prise par des militant·x·e·s souhaitant se structurer au travers de la plate-forme la plus large possible. Au départ, leur intention est d'influencer les dirigeants patronaux et syndicaux pour les amener à tenter de concilier développement économique et respect de l'environnement. Cependant, l'accueil poli mais indifférent qu'iels reçoivent les convainc très vite de constituer un groupe de pression fédérant les associations et comités de quartier qui commencent à fleurir dans tout le pays. Les influences des idées et initiatives du même type qui se développent ailleurs en Europe forgent les identités et les valeurs de ces « nouveaux mouvements sociaux ». La publication en 1972 du rapport du Club de Rome, baptisé « Limits to Growth », marquera par exemple les esprits. Diffusé à près de dix millions d'exemplaires – et notamment en français sous le titre de « Halte à la croissance ? » –, le rapport, qui se base sur une analyse systémique et une série de simulations effectuées par ordinateur, prévoit qu'à moins d'un changement radical de cap, la population mondiale connaîtra une décroissance aussi brutale qu'involontaire au cours de la seconde moitié du XXIe siècle. Toujours en 1972, le sociologue français Edgar Morin publie « L'an 1 de l'ère écologique », un des tous premiers articles destinés au grand public francophone vulgarisant l'application de l'écologie scientifique à la critique de l'économie de croissance.

Progressivement, la thématique écologique se politise. En Belgique toujours, l'apparition d'un petit parti, Démocratie Nouvelle, fait entrer ces nouvelles idées dans la sphère politique. En 1974, Démocratie Nouvelle, animé par Paul Lannoye, prend conscience du fait que sortir de la dépendance à la voiture demande des réformes en profondeur, des changements de style de vie donc une réorientation politique. Selon l'animateur de Démocratie Nouvelle, ce qui manque aux organisations environnementales, c'est de s'intégrer dans un projet global de société : « c'est parce que nous croyons à l'urgence d'une action concertée et cohérente que nous avons diffusé notre projet de société, un projet qui entend faire du respect de la nature un objectif prioritaire ». Dès 1977, la première organisation politique écologique belge entend proposer une alternative sociale et économique globale à la société industrielle défendue par les partis de gauche et de droite, de même que par les appareils syndicaux. C'est en ce sens que le projet des écologistes est radical et éloigné de celui de la social-démocratie. La compréhension du monde suivant les principes de l'écologie politique commence par la « racine ». La lutte s'oppose notamment aux partis traditionnels pour qui le mythe de la croissance illimitée apporte des solutions à tous les problèmes, idée fermement contestée par les écologistes. C'est par là qu'iels vont se distinguer nettement de l'environnementalisme. Dans un éditorial baptisé « Écologie ou protection de l'environnement ? », Paul Lannoye explique que là où les environnementalistes se battront pour qu'une usine polluante soit équipée de filtres, l'écologiste va interroger également sur l'« utilité sociale » de ce qui y est produit.

L'avènement d'Ecolo en 1980 marquera la structuration politique de ce mouvement au sein d'un véritable parti se donnant des objectifs généralistes, mais avec comme clef de lecture l'écologie. Les échanges entre le secteur associatif et Ecolo seront permanents, marqués tantôt par des interactions fortes, comme durant les États généraux de l'écologie politique à la fin des années nonante, tantôt par des critiques. Il reste cependant que ces deux pôles auront réussi à porter la lutte environnementale dans la société belge et à en faire bouger les lignes politiques. L'action des associations environnementales et les participations des partis écologistes belges au pouvoir auront contribué à la popularisation des thèses écologiques et à la transformation, certes lente, mais néanmoins réelle, du système politico-administratif en Belgique, autrefois imperméable à ces enjeux.

L'écologie reste néanmoins une réalité fragile. Rien que récemment, le parcours chaotique de la « Loi sur la restauration de la nature » au niveau européen rappelle les stratégies d'amoindrissement de l'ambition écologique mises en œuvre par les partis de centre-droit, de droite et d'extrême-droite. Cette difficulté à s'imposer dans le conscient politique est aussi partagée à gauche. La question sociale et la question écologique sont pourtant amenées à s'articuler intimement. Or, le traitement actuel de la question sociale s'organise dans une conception dépassée et inadaptée à la hauteur des enjeux. Face aux problèmes environnementaux actuels et à venir et à leurs impacts sociaux, une solidarité forte par une mutualisation des risques environnementaux sera à construire au travers de nouvelles institutions.

C'est que la responsabilité des néolibéraux·ales·x, des conservateur·x·ice·s, des sociaux·ales·x-démocrates et même des radicaux·ales·x de gauche

1 Analyse de la performance environnementale du Parlement européen (2019-2024), Bloom, Bruxelles, mars 2024, [en ligne], https://ipolitics.bloomassociation.org/fr/countries/Belgium.

2 La fédération des associations de défense de l'environnement et du cadre de vie, aujourd'hui Canopéa et Bond Beter Leefmilieu.

est écrasante dans la situation actuelle. Régulièrement mis en avant, le «capitalocène» pointe la responsabilité des défenseur·x·euse·s du système économique actuellement en place, organisé autour d'un culte quasi-scientiste de l'économie et voué à dominer la nature, dans la destruction écologique du globe. De l'autre côté, la gauche, même anticapitaliste, porte sa part de responsabilité historique dans la crise écologique contemporaine, par sa matrice idéologique marxiste qui a suivi les tendances techno-solutionnistes et industrialistes dominantes, quand elles ne se sont pas converties au social-libéralisme. Un des éléments clés du «socialisme scientifique» de Marx et Engels réside en effet dans l'idée que l'avènement du communisme suppose le plein développement du capitalisme et de ses contradictions[3]. Les réalisations des sociaux·ales·x-démocrates se sont aussi inscrites dans cet horizon défendant la logique du productivisme et du consumérisme. Accepter leur propre responsabilité (diffuse, mais réelle) dans le changement climatique est dès lors impossible pour nombre de défenseur·x·euse·s de ces courants, ce qui renforce leur désir d'assimiler les idées écologistes à leur cadre de pensée ou, pour les plus radicaux, à chercher des coupables ailleurs. La montée du déni écologique ces dernières années en est un élément, afin d'éviter de devoir se rendre compte de l'ampleur des transformations à mettre en œuvre.

Et quel meilleur prétexte à l'inaction ? Comme l'a ainsi mis en évidence un sondage réalisé par EDF en novembre 2023 auprès de 24.000 sondé·x·e·s, ce déni monte en puissance dans nos sociétés industrialisées et touche aussi les jeunes, remettant en question l'idée de l'émergence naturelle d'une « génération climat »[4].

En 2024, l'écologie est-elle installée dans le paysage politique ? La réponse pourrait être simple : oui. Les enjeux climatiques et environnementaux semblent être omniprésents dans la sphère publique et amènent les différentes formations politiques à développer leur arsenal de propositions. En creusant un peu, toutefois, on voit au contraire que l'écologie reste d'abord une variable d'ajustement des arbitrages de la plupart des forces politiques, non de matrice. Le concept de l'écologie est même parfois repris pour discréditer les écologistes : face à une « écologie culpabilisatrice », il s'agirait de soutenir une « écologie du bon sens », un « écomodernisme », une « écologie pragmatique ». Le rapport à la nature n'est guère interrogé, pas plus que les modes de production, les rapports de pouvoir, l'extraction des ressources et la redistribution des richesses. Tandis que la mise en avant du solutionnisme technologique, c'est-à-dire la foi aveugle en l'innovation des sciences et techniques évite de penser le changement.

L'écologie politique dépasse le seul angle de lecture environnemental. Mais elle ne peut se limiter à n'être qu'une écologie de la nature. En plus de cette approche, les dimensions de l'écologie sociale (qui questionne les réalités économiques et sociales) et de l'écologie mentale (qui interroge la manière dont est produite la subjectivité humaine) sont essentielles pour définir les conditions des modes de vie humains au sein d'un monde fragile, comme le propose le psychanalyste et philosophe français Félix Guattari[5]. Seule cette triple écologie pourra produire une écologie « enviable », qui investit le monde social et propose un nouvel imaginaire qui crée l'adhésion.

3 Serge Audier, La Cité écologique : pour un éco-républicanisme, Paris, La Découverte, 2020.
4 Une planète divisée? L'opinion mondiale face au changement climatique, Observatoire international Climat et Opinions Publiques, Paris, novembre 2023, [en ligne], https://www.edf.fr/groupe-edf/observatoire-international-climat-et-opinions-publiques.
5 Félix Guattari, Les trois écologies, Paris, Galilée, 1989.

INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE SOCIALE

Marthe Nyssens

Professeure et chercheuse d'économie sociale
et prorectrice transition et société à l'UCLouvain

Interview par
Jane Cortvriend

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? Quelle position prenez-vous pour parler de la transition socio-écologique ?

Je m'appelle Marthe Nyssens et d'une part, je suis professeure d'économie sociale depuis de nombreuses années à L'UCLouvain, il s'agit de mon champ de recherche de prédilection. Je m'intéresse au rôle de ces organisations dans l'économie. D'autre part, je suis prorectrice transition et société à l'UCLouvain, c'est-à-dire en charge des questions de durabilité pour l'université. Et donc, de manière assez naturelle, le lien entre économie sociale et transition socio-écologique est une question me tient à cœur.

Comment définiriez-vous l'économie sociale ? Quelle est sa particularité par rapport à l'économie plus traditionnelle ?

En général, nous estimons être dans une économie capitaliste et l'économie sociale montre qu'il existe des organisations de type non-capitalistes. Les organisations d'économie sociale peuvent être caractérisées par trois grandes dimensions. La première est qu'au cœur du moteur de l'organisation se trouve une mission sociale, sociétale et/ou environnementale. Le but premier n'est pas de maximiser le profit pour les actionnaires, mais leur moteur est une finalité de services aux membres de la collectivité. Deuxièmement, l'économie sociale expérimente la démocratie économique au quotidien. Au sein des assemblées générales et des conseils d'administration, le pouvoir de décision se traduit selon la manière « 1 personne = 1 voix ». Ce n'est donc pas en fonction du nombre de parts de capital qu'une personne a au sein de l'organisation. La troisième dimension est ce qu'on appelle l'autonomie de gestion. Les organisations d'économie sociale, même si elles peuvent avoir des liens avec les pouvoirs publics et les entreprises privées traditionnelles à but lucratif, à travers des échanges ou des subventions de l'État, sont complétement indépendantes.

Concrètement, comment cette pensée économique s'exprime-t-elle dans nos sociétés ? Quels en sont les principaux instruments ?

Généralement, ces principes éthiques se traduisent en certains statuts juridiques. Ce sont des coopératives, associations, des mutuelles ou encore des fondations. D'autres organisations plus classiques peuvent aussi répondre à ces principes. Il est important de comprendre que les racines de l'économie sociale moderne se situent XIXe siècle et ces organisations d'économie sociale ont toujours existé. Bien sûr, elles prennent des formes et des rôles différents suivant la période dans laquelle nous nous trouvons. Aujourd'hui, ces organisations jouent un rôle d'innovation sociale très important et qui, par rapport au défi de la transition sociale et écologique, interpellent la société et l'économie dans son ensemble.

Comment est-ce que l'économie sociale contribue-t-elle à la transition socio-écologique ?

Tout simplement, parce qu'au quotidien, elle développe des modes d'organisation qui tendent à répondre aux questions de la transition socio-écologique. De nombreux exemples existent à Bruxelles. Un premier est celui de BEES coop[1], une organisation d'économie sociale essayant de faire face aux défis de la transition alimentaire. Il s'agit d'une coopérative d'usagers à Bruxelles qui permet de l'alimentation en circuit court. Son modèle économique tout à fait innovant permet de vendre des produits qui soient en même temps locaux, bio et à un prix juste. Un autre exemple, aussi à Bruxelles, est celui des Petits Riens[2]. Cette association, fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, récolte des vêtements à travers des bulles jaunes qui sont éparpillées sur le territoire.

1 http://bees-coop.be
2 https://petitsriens.be

De plus, l'organisation a une mission de réinsertion sociale et professionnelle d'un public fragilisé. À travers le recyclage de textile, cet organisme a complétement innové ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie circulaire, et ce, bien avant que le terme soit inventé. Urbike[3] est un troisième exemple et concerne la mobilité. Il s'agit d'une coopérative ayant développé un service de livraisons à vélo. Cela est intéressant au niveau écologique, étant donné que nous savons que le dernier kilomètre de livraison pèse fortement dans l'empreinte écologique. Finalement, au niveau de la santé, les maisons médicales[4] sont une forme d'économie sociale. Ces maisons regroupent des médecins, des kinés, des infirmières et travaileur·x·euse·s sociaux·x·ales. Depuis les années 70, l'association permet une médecine de première ligne dans de nombreux quartiers, notamment populaires, et permet une démarche de prévention et de prise en charge des soins.

Ainsi, ces organisations d'économie sociale portent au cœur de leur mission sociétale les défis de la transition sociale et écologique.

Ce qui est très important, c'est de comprendre l'économie sociale dans un double rôle. D'une part, ces organisations jouent un rôle par leur service et le bien qu'elles délivrent, mais, d'autre part, elles interpellent au-delà d'elles-mêmes. Toutes les organisations ne vont pas devenir des organisations d'économie sociale, mais ces modèles interpellent les modèles dominants. Cela s'observe notamment avec les magasins du monde d'Oxfam, acteurs premiers dans le commerce équitable, qui questionne les entreprises et organisations traditionnelles à travers leurs activités économiques.

Quels sont les principaux obstacles au développement d'une économie sociale à travers les différents secteurs ou sphères de la société ?

Il y a plusieurs obstacles. Tout d'abord, en termes économiques, les organisations d'économie sociale internalisent des externalités. En prenant l'exemple du commerce équitable, si on rémunère d'un prix juste les fournisseurs, cela se traduira par un prix du produit plus élevé. Cela interpelle la viabilité des modèles économiques, il faut quelque part des consommateur·x·ice·s prêt·x·e·s à payer plus cher. Pour surmonter cet obstacle-là, il faudrait des normes publiques qui imposent certains standards et ainsi obliger une concurrence loyale. Ici, ce commerce équitable internalise de manière volontaire et donc il faut trouver le public qui est prêt à payer pour ces prix justes. Dans certains cas, les organisations d'économie sociale sont subventionnées et cela permet l'internalisation des effets négatifs. S'il n'y avait pas une partie de subventions, ces entreprises, telles que les Petits Riens et leur programme de réinsertion sociale et professionnelle, ne pourraient pas fonctionner.

Cela pose la question de savoir à quel point la société est prête à payer ces externalités et à les reconnaitre comme service à la collectivité

ou si ce sont les consommateur·x·ice·s qui doivent payer de manière volontaire.

Un second obstacle pour des organisations d'économie sociale est de lever beaucoup de capital. En France par exemple, beaucoup de lignes régionales ont été supprimées et donc il y a une coopérative, Railcoop, qui a voulu voir le jour pour remettre en marche des lignes de train plus régionales. Cette coopérative a malheureusement fait faillite, car elle n'avait pas les fonds pour les investissements nécessaires[5]. En effet, une société fonctionnant par actions est un moyen beaucoup plus efficace pour lever des grands capitaux qu'une coopérative.

Troisièmement, il faut absolument expliquer au sein des écoles de commerce que l'économie ne se réduit pas à l'entreprise de type capitaliste, mais qu'il y a une pluralité de formes d'entreprises. Il existe des entrepreneur·x·euse·s qui sont prêt·x·e·s à se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale. Il s'agit d'une question de culture économique en rapport à l'entrepreunariat. C'est un mouvement qui grandit ces dernières années, notamment face au défi de la transition, mais qui n'est pas encore présent dans toutes les écoles. Pourtant, il est important d'inclure cette dimension sociétale dans l'entrepreunariat et d'éveiller les personnes quant à la pluralité des formes d'entreprises.

3 https://urbike.be
4 https://www.maisonmedicale.org
5 Reporterre, Liquidation de Railcoop : les raisons d'un échec, 2024 : https://reporterre.net/Liquidation-de-Railcoop-les-raisons-d-un-echec [en ligne]
6 https://coopcity.be

Comment les politiques publiques pourraient-elles mieux soutenir le développement de l'économie sociale et favoriser son rôle dans la transition vers un modèle plus durable ? Quelles sont les synergies possibles entre économie sociale et politiques publiques ?

Elles le font déjà. Très souvent, les entreprises d'économie sociale combinent des recettes marchandes et non-marchandes. Les recettes non-marchandes, c'est pour couvrir le coût des externalités. Ces organisations sont souvent soutenues par les pouvoirs publics. Les entreprises d'économie sociale dont la mission première est la réinsertion des personnes fragilisées sont financées, par exemple, par la région Bruxelloise.

Que ce soient des normes sociales ou environnementales, s'il s'agit d'une imposition, toutes les entreprises seront sur le même pied d'égalité.

Ensuite, une deuxième méthode, de plus en plus commune, est à travers des organismes promouvant l'entrepreunariat social. Un très bon exemple est COOPcity[6], un incubateur d'entreprises d'économie sociale soutenu par la région Bruxelloise. Troisièmement, il est possible de travailler sur les normes. En effet, c'est important de réguler le marché, les normes sont essentielles pour imposer aux entreprises, qu'elles soient sociales ou pas, d'internaliser certaines externalités.

Cela force les entreprises, sociales ou traditionnelles, de sortir d'une position de concurrence déloyale. Finalement, une dernière possibilité serait, à nouveau, d'inciter toutes les formations à l'entrepreneuriat, à l'économie ou à la gestion, d'inclure l'économie sociale au sein des cursus.

Ces dernières années, des choses importantes au niveau de l'économie sociale ont pris place. C'est beaucoup plus présent au sein des politiques publiques. Aujourd'hui, la notion d'économie sociale a été reconnue au niveau de l'Europe et de l'ONU. On institutionnalise l'économie sociale et on reconnaît qu'il s'agit d'une forme d'entreprise qui fait pleinement partie de l'économie. L'économie sociale est une matière régionale. En Wallonie, les politiques tentent de renforcer un écosystème en termes d'incubateurs. À Bruxelles, c'est un peu plus lent, même si COOP City est certainement un bel exemple. Nous pourrions encore aller plus loin en allant au-delà d'une économie sociale d'insertion.

Pour plus d'informations sur l'économie sociale :
https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-iacchos/societes-en-changement-note-thematique/IACCHOS-socie%CC%81te%CC%81s%20en%20changement-economiesociale-DEF.pdf

Si le sujet vous intéresse, un MOOC est en libre accès :
https://www.my-mooc.com/en/mooc/fondements-de-l-economie-sociale-et-solidaire/

Et si vous voulez vous former :
https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes/master-de-specialisation-en-economie-sociale.html

L'IMPORTANCE DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE À UNE ÉCHELLE LOCALE

Kato Van Speybroeck

Doctorante, géographe et anthropologue
à KU Leuven

Interview par
Jane Cortvriend

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je m'appelle Kato Van Speybroeck, je suis une doctorante à la KULeuven. Je suis formée en tant que géographe humaine et anthropologue. Je suis en train d'étudier un conflit environnemental et en étudiant ce conflit, j'essaie de comprendre ce qu'il dit sur notre rapport à la nature en ville.

Quelle est votre définition de l'écologie sociale ?

Personnellement, je la vois comme une écologie ou une perspective qui prend en compte les nombreuses relations que les êtres humains entretiennent avec la nature. Non seulement en termes de l'utilité de la nature pour les êtres humains, mais aussi en essayant d'inclure la valeur interne ou intrinsèque que la nature a en elle-même. Elle inclut de multiples perspectives et décentre le regard humain qui est présent en écologie. En même temps, pour les humains, l'écologie signifie différentes choses et parfois l'écologie n'est pas aussi inclusive, donc il s'agirait de prendre en compte davantage de perspectives.

Comment les inégalités se manifestent-elles en termes de mesures et de développements liés à cette transition socio-écologique ? Quels sont certains impacts des politiques sur ce sujet à l'échelle urbaine ?

Bien que je ne sois pas experte dans les politiques spécifiques à l'échelle urbaine en elle-même, je pense que les politiques autour de la nature en ville sont très instrumentales, ce qui cache d'autres types de relations que les gens entretiennent avec la nature. Je pense que cela fait vraiment défaut et que c'est important à aborder. En dehors de cela, d'un point de vue de la justice environnementale, des inégalités émergent lorsque, par exemple, on considère la distribution des espaces verts ou de l'air pur en ville. L'accès est inégal.

En relation avec cela, la participation des citoyen·x·ne·s aux plans de développement est intéressante. Qui sont les citoyen·x·ne·s qui sont consulté·x·e·s et qui sont capables de consulter ? Il est important d'assurer une représentation de la population bruxelloise dans son ensemble. De plus, il devrait y avoir une meilleure reconnaissance de ce que la nature pourrait signifier pour les citoyen·x·ne·s et pour une ville au-delà d'une vision très instrumentale. Par exemple, quelque chose que j'ai découvert dans mes propres recherches et trouvé intéressant, c'est le concept de zonage des plans d'aménagements, l'utilisation spécifique des terres étant attribuée à un titre spécifique. Parfois, un lieu est désigné comme un lieu industriel et directement utilisé comme tel, en ignorant complètement la nature déjà présente dans un tel lieu "abandonné". Ce genre de système rend difficile de voir émerger d'autres choses et induit une vision descendante sur ce qu'est l'écologie en ce qui concerne l'utilisation des sols. Il y a un manque d'exclusivité et certaines inégalités peuvent certainement en découler.

La liberté joue-t-elle un rôle en écologie sociale ? Les hiérarchies et les relations de pouvoir sont-elles un obstacle à la création de liens entre les humains et leur environnement ?

Quand nous parlons d'écologie, nous devons reconnaître que l'écologie elle-même a un héritage colonial. Les connaissances scientifiques ont été générées au fil des ans par des "explorateurs occidentaux". Ils voyageaient en Afrique ou en Amérique du Sud et, tout en utilisant la terre pour acquérir des connaissances, détruisaient les écosystèmes locaux, les structures et les populations. Cela se traduit déjà en écologie et il est important de le prendre en compte, même dans notre façon scientifique de décrire l'écologie qui occulte d'autres types de relations que les gens ont. C'est également important lorsqu'on considère la liberté. Sur base de mes travaux sur le terrain, ces espaces, qui ne sont pas contrôlés ou alignés sur un but productif défini, tels que les espaces abandonnés et sauvages en ville, permettent aux gens d'imaginer un monde alternatif. C'est une autre sorte de nature qu'un parc, par exemple, où les gens font des pique-niques ou jouent. Ces endroits sont la liberté en soi, provoquant des idées alternatives. Il est possible d'expérimenter et de voir émerger différentes interactions entre les humains et la nature. Dans ce sens, la liberté, je pense, est importante. Je pense qu'il est important de faire ce lien, cela alimente et renforce un lien spécifique que les gens ont avec la nature. À Bruxelles, parce que l'espace est assez rare, ces endroits sont le plus souvent menacés. Ou du moins, il n'est pas accepté qu'ils soient laissés "inutilisés". Ce n'est pas quelque chose qui correspond à la rhétorique du développement. Dans ce sens, ils sont en quelque sorte menacés, mais certains espaces sont préservés, en raison de la sensibilisation croissante aidant à mettre la pression sur le gouvernement.

Dans quelle mesure les initiatives citoyennes sont-elles importantes pour favoriser ces liens ? Le système politique belge actuel laisse-t-il suffisamment d'espace et de liberté aux citoyen·x·e·s pour agir sur ces questions ?

À Bruxelles, je pense que les initiatives sont plutôt à une échelle assez petite. Par-là, je veux dire qu'il n'y a pas un mouvement super important et global déjà en cours. En dehors de cela, je pense qu'il y a de nombreuses initiatives qui protestent contre des projets de destruction à petite échelle, même de petites choses comme abattre des arbres. Lorsque vous voyez ces initiatives émerger dans différents espaces, je pense qu'elles mettent en avant l'importance de la nature en ville. Ont-ils suffisamment d'espace pour résister ou revendiquer de l'espace ? Je pense que protester fait vraiment partie de notre système démocratique. On peut s'opposer à certains projets. Les gens discutent avec les politiques et il y a une certaine interaction en cours. Mais bien sûr, dans quelle mesure les plans de d'aménagement vont-ils vraiment changer ? Alors qu'il y a certaines conversations entre citoyen·x·ne·s et politiques, nous ne sommes jamais sûrs que cela changera effectivement quelque chose. Surtout avec des projets plus importants qui montrent souvent des difficultés à inclure de vraies trajectoires de participation. Il est possible de remettre en question dans quelle mesure les plans sont déjà prêts lorsqu'ils sont proposés aux citoyen·x·ne·s et dans quelle mesure iels prendront en compte d'éventuelles propositions de changement. Dans la dynamique urbaine, tout n'est pas super transparent et il est difficile de voir les intérêts de chaque partie prenante. D'une certaine manière, cela ressemble à de la spéculation et il y a définitivement une sorte de zone grise. À Bruxelles, les choses sont parfois un peu plus complexes en raison de toutes les différentes administrations et des différentes municipalités. Ce n'est pas que les processus sont intentionnellement mauvais, mais je pense qu'il y a quelque chose de très long et complexe. Plus de transparence aiderait certainement.

Quels leviers existent dans le monde politique pour promouvoir l'écologie sociale ? Que manque-t-il ?

Je ne suis pas au courant de toutes les différentes politiques. Encore une fois, ce genre de vision instrumentale je pense devrait vraiment changer l'utilité de la nature et de l'écologie pour l'existence humaine. Je pense que l'écologie est souvent séparée en tant que domaine différent, non-connecté à d'autres choses et cela pose problème de différentes manières. Par exemple, en termes d'agriculture ou de logement, la nature est toujours vue comme opposée à eux alors qu'elle devrait être incorporée dans l'agriculture et le logement. Les avantages de l'écologie sont précieux et éclairants pour de nombreuses parties différentes de la société. Mais alors, ce n'est pas vraiment mon domaine d'expertise. Bien sûr, avoir plus d'assemblées citoyennes et inclure différentes manières de faire la démocratie peut aider.

J'ai l'impression que la nature doit devenir encore plus inclusive et devrait même être davantage intégrée dans la politique.

Le monde naturel est trop détaché de la politique et l'écologie est souvent traduite à travers des chiffres et des limites planétaires mais ne se tient pas en soi. Si l'écologie est plus « incarnée » et inclusive, elle peut aider les interactions entre différents acteurs et garantir moins d'inégalités.

Enfin, ce que j'ai trouvé frappant, lors de mon travail sur le terrain, c'est que, bien que nous ayons quelques grands problèmes comme le changement climatique ou la biodiversité, qui sont, d'une certaine manière, assez abstraits, les gens sont

très attachés à ce qui se passe dans leur environnement. La localité de la nature et de l'écologie est super importante. Je pense qu'il est important de faire usage de cette localité parce qu'en fin de compte, nous devons vraiment changer notre interaction avec la nature et la rendre plus durable. Ce n'est pas une question mais une urgence réelle. Nous ne pouvons pas continuer à traiter la nature de cette manière plus longtemps.

Partir d'un niveau local et voir les attaches que les gens ont avec leur environnement pour utiliser ces localités et changer les choses de bas en haut me semble vraiment intéressant.

CHAPITRE 2

LES ACCORDS EUROPÉENS ET LEURS CONSÉQUENCES

LES ACCORDS EUROPÉENS : QUELS IMPACTS SUR LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?

Chloé Brière

Professeure de droit européen à l'ULB et directrice de l'Institut d'études européennes de l'ULB

Interview par
Pierre Schepens

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots et indiquer quelle position est-ce que vous prenez pour aborder le sujet de transition socio-écologique et d'accords européens ?

Je m'appelle Chloé Brière, je suis professeure de droit européen à la faculté de droit et de criminologie de l'ULB et directrice de l'Institut d'études européennes depuis septembre. J'enseigne différentes matières liées au droit européen, dont le droit des relations extérieures de l'Union, d'où mon intérêt pour les accords européens. En matière de position personnelle par rapport à la transition socio-écologique, ce n'est pas un sujet qui est directement traité dans mes recherches, mais c'est quelque chose que j'applique au quotidien à travers mes modes de déplacement ou encore en exerçant mon droit de vote.

Pouvez- vous nous expliquer ce qu'est un accord européen en quelques mots ?

De par ma recherche et ma spécialité, je retraduirais ça en « accord conclu par l'Union européenne », qui est une organisation régionale de coopération politico-économique composée de 27 États membres. Les accords européens sont conclus par l'UE toute seule, ou l'UE et ses États membres, dans des domaines de compétences qui sont attribués à l'Union. Ces accords peuvent concerner soit des compétences exclusives à cette dernière, comme en matière de politique commerciale commune, soit des compétences partagées entre l'Union et ses États membres, par exemple en matière de coopération pénale.

Quelles sont les différentes étapes d'élaboration d'un accord conclu par l'UE et quels sont les acteurs impliqués dans ce processus ?

Dans un premier temps, il est nécessaire de distinguer les accords qui entrent dans des compétences qui appartiennent uniquement à l'Union Européenne, typiquement des accords de libre-échange, et les accords mixtes plus larges comme le CETA[1]. Ces derniers sont plus complexes et vont nécessiter que l'accord soit conclu et ratifié à la fois par l'Union européenne et les États membres.

Les accords conclus uniquement par l'Union européenne impliquent principalement les institutions européennes. Pour rendre leur processus d'élaboration concret, je vais me fonder sur l'exemple de la politique commerciale. C'est la Commission européenne qui propose l'ouverture de négociations et identifie les éventuels partenaires avec lesquels l'UE va être amenée à discuter afin de conclure un accord. Elle est parfois incitée à le faire par des recommandations du Conseil européen ou des avis du Parlement européen. La Commission propose l'initiation des négociations au Conseil qui regroupe les représentant·x·e·s des États membres de l'UE. Ces derniers vont adopter des décisions qui vont autoriser à lancer le début des pourparlers et fixer des directives pour les encadrer. En d'autres termes, ils permettent à la Commission de négocier un accord entre l'UE et un pays tiers en se concentrant souvent sur les aspects économiques et commerciaux. Après avoir régulièrement rendu des comptes au Conseil, la Commission lui demande une autorisation pour signer l'accord au nom de l'Union européenne. Par ailleurs, en matière de politique commerciale commune, la particularité est que le Parlement européen doit donner son consentement et est donc impliqué de manière plus ou moins directe dans les négociations. En somme, c'est un jeu de discussions entre trois parties : la Commission, le Conseil, et le Parlement.

Pour les accords plus larges comme le CETA, la particularité consiste en l'ajout des États membres aux 3 acteurs précédents. Ils doivent accepter la conclusion de l'accord par l'UE pour les parties qui entrent dans sa compétence, et ils doivent aussi s'engager à ratifier les parties qui entrent dans le champ de leurs compétences nationales. Il arrive que certaines parties de l'accord relevant des compétences exclusives de l'UE entrent déjà en vigueur en attendant la ratification des autres parties du texte par les États membres. C'est ce qu'on appelle l'application provisoire. Ces accords plus complexes entrainent souvent des retards et des questionnements de leur légitimité démocratique. En effet, sur les accords commerciaux, certaines normes vont entrer en vigueur avant l'accord des parlements nationaux et produire des effets en matière d'échanges commerciaux qui peuvent « échapper au contrôle, à l'approbation, à l'autorisation de représentant·x·e·s démocratiquement élu·x·e·s ». C'est notamment le cas pour le CETA où certaines parties de l'accord sont entrées en vigueur en 2017 alors que la ratification complète par tous les États membres n'est pas encore terminée aujourd'hui. Par ailleurs, l'approbation des accords par les institutions européennes est parfois à relativiser. Dans le cas du récent accord avec le Chili, l'approbation de l'accord au sein du Parlement a tout juste recueilli la majorité des suffrages.

Concernant l'aspect « développement durable » de ces accords, c'est un sujet qui a été la source de ce qu'on appelle « la politisation de la politique commerciale de l'Union ». Cela remonte à la fin des années 90 avec les sommets sur le climat et le mouvement altermondialiste qui dénonçait déjà à l'époque le libre-échange et ses impacts sur l'environnement. Le sujet est resté quelque chose d'assez actif, notamment avec les campagnes qui ont été menées contre le CETA et le TTIP[2]. La Commission européenne a voulu répondre à ces questions-là en mettant en place des études d'impact sur la durabilité qui sont obligatoires dans les négociations des accords commerciaux de l'UE. La Commission fait appel à des expert·x·e·s externes qui rédigent des rapports d'impact de l'accord envisagé sur le plan économique, social, et aujourd'hui écologique. Néanmoins, comme démontré dans une étude réalisée en 2022, ces études d'impact sont critiquables à différents égards[3].

De plus, à partir de 2009-2010, l'UE a conclu des accords de libre-échange dits « de nouvelle génération », dans lesquels il existe des chapitres dédiés au développement durable. Ces chapitres sont là pour spécifier que l'UE et le pays tiers s'engagent à développer leurs liens commerciaux en respectant une série d'accords internationaux (comme l'accord de Paris sur le climat) qui visent à protéger l'environnement et les droits des travailleur·x·e·s. Si l'un des partenaires devait revenir sur ses engagements, il s'exposerait à des sanctions. Ce mécanisme de sanctions est une nouveauté et il n'est pas appliqué à tous les accords et dépend des négociations avec les pays partenaires. Il a par exemple été mis en place avec des pays considérés comme « like minded partners »[4] par l'UE tel que la Nouvelle-Zélande qui partagent les mêmes engagements. En revanche, dans d'autres accords comme celui en cours de finalisation avec le Chili, il existe un chapitre dédié au développement durable mais il n'est pas soumis à ce mécanisme de sanctions.

Est-ce que les citoyen·x·ne·s ont un droit de regard sur ces accords européens ? Et s'iels peuvent participer à leur élaboration, à quel stade peuvent-iels être impliqué·x·e·s ?

Cela va dépendre des accords concernés et les domaines traités, et la difficulté principale est de cibler quel acteur est le plus pertinent pour peser dans les négociations, et pour essayer d'influencer la décision qui va être prise in fine. On peut prendre l'exemple de l'accord de Paris sur le climat, qui est un accord qui est un accord mixte (cf. question 2). Premièrement, il faut distinguer si les citoyen·x·ne·s vont être impliqué·x·e·s au niveau national ou au niveau européen. Au niveau national, leur implication va beaucoup dépendre des systèmes nationaux. Est-ce que, par exemple, des référendums sont prévus ou pas ? Est-ce qu'il y a des assemblées citoyennes qui sont associées aux discussions des parlements nationaux ? Au niveau européen, les citoyen·x·ne·s vont pouvoir participer de manière plus indirecte, par exemple en contactant des euro-députés, mais ils pourront aussi prendre part aux consultations que la Commission organise sur la politique commerciale, les grandes priorités, etc.

1 Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada (« EU-Canada Comprehensive Economic and Trade Agreement ») : https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/canada/eu-canada-agreement_en [en ligne]

2 Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'UE et les USA (« Transatlantic Trade and Investment Partnership ») : https://economie.fgov.be/fr/themes/politique-commerciale/accords-commerciaux/transatlantic-trade-and [en ligne]

3 Étude réalisée par Mathilde Dupré et Thomas Dauphin, The Europen Commission's Trade Sustainability Impact Assessments, A Critical Review, May 2022, Institut Veblen et Greenpeace, https://www.veblen-institute.org/The-European-Commission-s-Trade-Sustainability-Impact-Assessments-a-critical.html.

4 Des partenaires qui partagent les mêmes points de vue en matière d'économie, d'environnement, de social, ...

Par ailleurs, la Commission est souvent ciblée et critiquée par les citoyen·x·ne·s sur des accords tels que le CETA et le TTIP. Une initiative citoyenne européenne (une pétition rassemblant les signatures d'au moins un million de citoyen·x·ne·s dans 7 Etats membres différents) avait été lancée pour obtenir le retrait du mandat de négociation de la Commission. Or, la Commission n'a pas le droit de retirer elle-même un mandat de négociations d'accords européens puisque cette compétence appartient au Conseil.

Ainsi, si les citoyen·x·ne·s veulent exercer une influence sur les négociations qui sont en cours, il ne faut pas seulement qu'iels ciblent la Commission, mais il faut aussi qu'iels fassent pression sur leur gouvernement national. De la sorte, les gouvernements nationaux pourront faire pression au sein du Conseil pour modifier les directives de négociations de la Commission afin d'imposer de strictes conditions en matière de développement durable et de protection de l'environnement.

Avez-vous une clef de compréhension supplémentaire à ajouter sur ce sujet ?

Je pense qu'il y a un élément clé lié au droit qui est le fait que l'Union européenne ne peut pas toujours agir dans tous les domaines qu'elle souhaiterait développer. Elle est contrainte par les compétences qui lui sont attribuées par les États membres en vertu des traités européens. C'est quelque chose qui est particulièrement prégnant en matière d'accords européens dont les sujets et la portée pour la transition socio-écologique sont parfois limités par les compétences qui lui reviennent.

Et ce qui est particulièrement délicat en matière d'accords européens, ce sont les limites qui viennent du niveau international. C'est-à-dire, se poser la question : « Est-ce que l'organisation ou l'accord qui est négocié prévoit que des organisations régionales comme l'Union européenne puissent participer à ces travaux ? » Certaines organisations comme l'OIT[5] ne prévoient pas que l'UE puisse participer en tant que telle au processus décisionnel. Donc, lors d'accords élaborés dans le cadre de l'OIT, comme par exemple la Convention sur le travail forcé, (ref), l'UE va essayer de coordonner les positions des États membres et va éventuellement, sur certains sujets qui entrent dans son champ de compétences, définir une position commune que les États devront répéter.

C'est aussi pour cette raison qu'on parle beaucoup des accords de libre-échange parce que c'est une compétence exclusive de l'Union où, a priori, l'UE peut négocier seule un accord commercial. Si les États décident de négocier leurs propres accords, ils sont passibles de sanctions parce qu'ils violent le droit européen : ils ne peuvent pas négocier un accord commercial de leur côté. Par contre, dès que l'accord va aller au-delà de la question commerciale, les États entrent en scène, ce qui cause un certain nombre de discussions, de tensions, etc.

5 Organisation Internationale du Travail, qui réunit des représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs de 187 États Membres.

EXEMPLES PHARES D'ACCORDS EUROPÉENS SUR LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

Chloé Brière

Professeure de droit européen à l'ULB et directrice de l'Institut d'études européennes de l'ULB

Interview par
Pierre Schepens

Pouvez-vous nous présenter un exemple concret d'accord européen qui a eu un impact négatif en matière de lutte pour le changement climatique et comment est-ce que cet accord a été obtenu ? Est-ce qu'il y a des forces externes qui ont permis sa conclusion ?

Je vous donne un exemple récent : l'accord qui est conclu avec le Chili et qui est en cours de ratification, pourquoi est-il intéressant ? Dans les discours officiels il est vendu comme « ayant un impact positif sur la transition écologique ». En effet, le Chili est un des pays de production de ces « Critical Raw Materials », les matières premières critiques. Ainsi, cet accord garantirait à l'UE un accès à ces dernières qui sont perçues comme essentielles pour assurer la protection de l'environnement et une transition la plus rapide possible[1]. En réalité, derrière ce discours, la conclusion de l'accord présente une vraie dimension géopolitique. En creusant, on se rend compte que cet accord n'incorpore pas un mécanisme de sanction normal en cas de non-respect des dispositions du chapitre sur le développement durable, ce qui le rend fragile.

En conséquence, des discussions et des tensions vont avoir lieu à travers les questions posées par certains courants politiques :

« on conclut un accord avec un pays, pour sécuriser notre approvisionnement en matériaux critiques, mais à quel prix ? Est-ce qu'on n'aurait pas dû insister pour une meilleure protection des engagements pris et prévoir un mécanisme de sanction pour les dispositions liées au développement durable et à la protection de l'environnement ? ».

C'est un débat qui revient souvent, notamment au regard des conditions d'extractions des matériaux d'un point de vue de protection de l'environnement et des droits des travailleur·x·euse·s.

Pouvez-vous nous présenter un exemple concret d'accord européen qui a eu un impact positif en matière de lutte pour le changement climatique et comment est-ce que cet accord a été obtenu ? Est-ce qu'il y a des forces externes qui ont permis sa conclusion ?

Un exemple plus positif, c'est celui de l'accord de Paris sur le climat qui est présenté comme étant un succès pour la diplomatie européenne. Des chercheurs et chercheuses ont étudié comment ces négociations sont un exemple du soft power européen dans les négociations internationales et comment l'action combinée de l'Union européenne, des 28 États membres à l'époque, mais aussi d'un ensemble de pays qui ont des liens plus ou moins forts avec l'Union européenne, lui ont permis éventuellement de peser sur le contenu de l'accord (voir par exemple les travaux de Frauke Pipart,[2] ou de Joseph Earsom et Tom Delreux[3]).

Effectivement, l'UE a réussi à fédérer un groupe d'États pour pousser des objectifs assez ambitieux en matière de protection de l'environnement. Certes, il y a aujourd'hui un débat sur la mise en œuvre de cet accord et sa portée concrète. Mais à l'époque, cette coalition menée par l'UE lui a permis, ainsi qu'à ses États membres et ses partenaires, de peser un peu plus sur les négociations et pousser pour plus d'ambitions dans le contenu de l'accord.

Par ailleurs, l'UE joue aussi sur son attractivité économique pour inciter ses partenaires à accepter des engagements plus forts en matière de développement durable. C'est le cas en matière de politique commerciale commune. L'UE peut ainsi envoyer un signal à ses partenaires en prenant la position suivante : "Vous voulez conclure un accord commercial avec nous, avoir accès à nos 500 millions de consommateur·x·ice·s potentiel·x·le·s, à nos entreprises, et de manière plus large au marché européen ? Vous pouvez y avoir accès si vous acceptez nos conditions, dont le respect des accords internationaux, des normes environnementales suivantes, etc.". C'est un moyen de renforcer la mise en œuvre de ces accords internationaux qui sont parfois difficiles à contrôler en raison de l'absence de mécanismes de sanction.

Un dernier élément intéressant est un autre moyen d'action à la disposition de l'UE. Elle va se baser sur ses compétences en matière de marché intérieur pour adopter des règlements qui vont imposer le respect de certaines règles aux pays partenaires externes. Concrètement, des produits fabriqués à l'extérieur de l'UE ne pourront accéder au marché intérieur que s'ils respectent certaines conditions. C'est le cas par exemple le règlement sur la déforestation, qui a été révisé dernièrement. Il s'agit d'une expansion d'un règlement précédent qui concernait l'importation de bois, dont le bois de teck, sur le marché européen et qui soumettait cette importation à un certain nombre de conditions comme le fait d'« être issu de forêts gérées de manière durable ». Entre 2021 et 2023, des négociations ont été menées pour étendre ce mécanisme aux acteurs économiques qui importent ou exportent du bois, du caoutchouc, du bétail, du café, du cacao et de l'huile de palme (Règlement 2023/1115[4]). Le règlement prévoit que la vente et l'exportation de ces produits n'est possible que s'il est démontré entre autres qu'ils sont « zéro déforestation » et font l'objet d'une déclaration de diligence raisonnée.

Concernant l'accord de Paris, à quel point est-ce qu'un accord de ce type est vraiment fixé dans le temps ? À quel point peut-il être déconstruit ou détricoté par d'autres forces par la suite ? En somme, comment est-ce qu'un accord s'inscrit dans une échelle temporelle ?

Cet accord est conclu dans le cadre d'une instance multilatérale, ce qui implique que tout détricotage doit être fait au niveau multilatéral. Le premier risque serait un certain désenchantement de la part de certains États ou un souhait d'être moins actif en matière de lutte contre le changement climatique. Or, l'accord a été ratifié par l'Union européenne, et il est entré parmi les sources de l'ordre juridique européen : il a donc une valeur contraignante pour l'UE. Ceci signifie que même après les élections européennes, la constitution d'une nouvelle majorité au Parlement et l'entrée en fonction d'une nouvelle Commission, ces derniers ne peuvent pas complètement revenir sur les engagements qui ont été pris.

Ça ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a pas des moyens d'atténuer ou augmenter les impacts d'un texte pareil. Ces accords internationaux comme celui de Paris restent des accords qui ont un certain nombre d'objectifs assez précis mais formulés parfois de manière relativement vague et assez floue. Il est en effet possible d'adopter des textes qui vont plus ou moins loin dans la protection de l'environnement. Jusqu'à récemment, l'UE était plutôt dans une approche maximaliste, c'est-à-dire qu'elle essayait de mettre en œuvre les obligations prévues dans l'accord de Paris par toute une série de textes, faisant partie du Green Deal européen. On a pourtant vu par exemple à l'occasion des négociations du texte sur la restauration de la nature,[5] que le sujet ne fait pas toujours consensus, et que les textes européens peuvent aussi afficher des ambitions plus réduites.

Avez-vous un dernier élément à ajouter sur ce sujet ? Un mot de conclusion ?

Un élément que je trouve intéressant d'un point de vue juridique, c'est la présence d'un certain

1 Communiqué de presse du Conseil européen du 4.12.23 sur l'accord UE-Chili : https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/12/04/eu-chile-council-adopts-decisions-for-a-modernised-association-agreement/ [en ligne]
2 Frauke Pipart (2022) Explaining EU influence in international environmental negotiations, Journal of European Integration, 44:8, 1059-1074.
3 Joseph Earsom et Tom Delreux, One Big Conversation: The EU's Climate Diplomacy across the International Regime Complex on the Paris Agreement Negotiations, JCMS 2022 pp. 1–17.
4 Règlement (UE) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, Journal Officiel L 150 du 9 juin 2023, p. 206–247.
5 Proposition de Règlement relatif à la restauration de la nature : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52022PC0304
6 SPF Economie, Accord commercial Union européenne-Nouvelle-Zélande, 2024 : https://economie.fgov.be/fr/themes/politique-commerciale/accords-commerciaux/accord-commercial-union-2 [en ligne]

nombre de garde-fous qui existent pour tenter maintenir un certain niveau de protection de l'environnement, des droits des travailleur·x·s et un engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique. C'est évidemment important de garder en tête qu'il y a des considérations politiques qui jouent sur le contenu des textes qui sont adoptés et la manière dont ils sont ensuite mis en œuvre au niveau européen et national. Mais je pense que l'Union Européenne essaye et tente toujours de se positionner comme étant un acteur qui promeut ces questions-là.

L'exemple de l'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande[6] illustre l'importance d'avoir des alliés dans une région où des tensions sont fort présentes en matière de protection de l'environnement. L'UE utilise ainsi ses compétences pour essayer de défendre certaines valeurs en matière de transition écologique sur la scène internationale, et il est important de soutenir et de développer des coopérations avec des acteur·x·ice·s qui partagent tout ou partie des valeurs européennes, parce que cela permet ensuite d'agir de concert sur la scène internationale.

Il est aussi intéressant de noter sur une échelle temporelle que l'UE a gagné des compétences en matière de développement durable et de protection de l'environnement au fur et à mesure et elle a aussi accentué des contraintes en matière de politique commerciale commune. Désormais, les objectifs de l'Union incluent notamment la promotion du développement durable sur le plan interne et dans ses relations avec le monde extérieur. Ces objectifs se sont construits dans la durée, et ce ne sera pas si facile de les détricoter du jour au lendemain. Demeure alors une question sur laquelle il est possible de s'attarder : « est-ce qu'on considère que l'UE en fait assez? Serait-il possible d'aller plus loin sur certains accords et comment renforcer les obligations qu'ils contiennent ? » C'est aussi ce qui fait tout l'intérêt du sujet.

LE LOBBYISME : FREIN OU ACCÉLÉRATEUR DE DÉCISIONS EN MATIÈRE D'ÉCOLOGIE ?

Article par

Amandine Orsini

Professeure en Science politique à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Arnaud Gane

Doctorant en science politique au Centre de Recherche en Science Politique (CResPo) de l'UCLouvain Saint-Louis

Quand on parle de monde politique et d'écologie, la question du lobbying revient très régulièrement dans les médias, souvent pour mettre en lumière des tentatives d'influence du jeu politique par des intérêts privés, tentatives plus ou moins légales. Mais d'où vient le phénomène du lobbying et comment fonctionne-t-il ?

Alors qu'il est souvent représenté dans l'imaginaire collectif par des businessmen qui tenteraient de coincer ou corrompre des décideur·x·euse·s politiques dans les couloirs (dont le terme lobbying tient ses racines, « lobby » comme le lobby à savoir le hall d'accueil d'un hôtel), le lobbyisme est un phénomène bien plus vaste. Pour les spécialistes de sciences politiques, il désigne les actions d'organisations ayant pour objectif d'influencer le cycle politique, que ce soit au moment de la mise à l'agenda, de la prise de décision, ou encore de la mise en œuvre des politiques publiques. Il ne concerne donc pas uniquement la décision, mais peut aussi jouer en faveur d'une non-décision par exemple. Les « actions » liées au lobbying sont des stratégies internes d'influence, plus que des stratégies externes (comme les pétitions, les manifestations etc.) et peuvent prendre la forme de distributions de rapports scientifiques, de suggestions de textes législatifs ou de données liées à la question discutée ; ou la forme de discussions directes lors de réunions, diners ou appels téléphoniques. Alors que le lobbying tente d'influencer le monde politique, les lobbyistes n'ont pas de prétention élective. Les lobbies recrutent en revanche de nombreux·e·x·s ancien·x·ne·s élu·x·e·s ce qui peut poser problème. Depuis le scandale du Qatargate, les parlementaires européen·x·ne·s ont l'interdiction de faire partie de lobbies dans les six mois suivant la fin de leur mandat.

Le lobbying est la plupart du temps une activité autorisée, et même en théorie souhaitée. Dans une vision pluraliste du jeu politique, le lobbying permet à l'ensemble des groupes d'intérêts (le terme généralement utilisé dans les milieux académiques pour désigner les lobbies) d'exprimer leurs positions. L'idée est d'amener de l'expertise, de la connaissance technique, et des avis pratiques sur les thématiques discutées par les décideur·x·euse·s. Les domaines des politiques adoptées sont tellement vastes et multiples qu'il est, en ce sens, important que les groupes concernés par ces politiques puissent exprimer leur avis. Ils peuvent mettre en évidence des effets pervers potentiels des mesures, effets qui ne peuvent pas toujours être anticipés par les personnes en charge des décisions. Par ailleurs, le lobbyisme permet potentiellement de corriger des dérives néo-corporatistes, selon lesquelles seuls des groupes d'intérêts bien établis, proches des décideur·x·euse·s, seraient consultés par le monde politique, si le jeu politique n'était pas ouvert à l'ensemble des groupes d'intérêt. Aux Etats-Unis, la pratique du lobbying est courante, transparente et fait preuve d'une très bonne acceptation sociale, elle fait partie de la vie politique. Sans totalement rimer, elle est associée à l'idée d'une démocratie dynamique.

Bien que nécessaire, le lobbyisme a des formes très diverses ce qui rend difficile sont appréciation. Les lobbies peuvent à la fois tenter d'influencer pour faire avancer, mais aussi pour bloquer, les politiques. Ils peuvent empêcher la mise à l'agenda, retarder la décision ou la mise en œuvre, ou tenter de vider les politiques de leur contenu. Par ailleurs, les ressources des organisations qui souhaitent influencer les politiques peuvent être très différentes. Cela ne garantit pas que tous les intérêts soient représentés de façon équitable.

Pour en partie corriger ces travers possibles, au niveau européen, le registre de transparence est un instrument clé adopté en 2011 pour le Parlement européen et la Commission et étendu en 2021 au Conseil de l'Union européenne (UE). Les groupes d'intérêts souhaitant exercer certaines activités de lobbying auprès du Parlement européen (obtention d'une accréditation, participer à des auditions), du Conseil de l'UE (accès aux locaux) et de la Commission européenne (rencontrer des commissaires et des membres de leur cabinet) doivent s'y inscrire. Le registre donne des informations sur certaines organisations, notamment sur la catégorie, la localisation, le niveau d'action, les institutions européennes cibles, les ressources humaines et financières des organisations (incluant le nombre de financements européennes), et leurs thématiques d'action.

Au 18/03/2024 le registre compte 12 402 entités enregistrées (70 lobbyistes enregistrés par député·x·e européen·x·ne) dont 29% ne représentent pas d'intérêts commerciaux. Mais ce chiffre est à nuancer car des intérêts commerciaux peuvent s'organiser en organisations non-gouvernementales pour rendre leurs objectifs premiers moins visibles. L'écologie est au cœur des intérêts des organisations enregistrées auprès du registre : plus de la moitié (7 188) ont l'environnement comme domaine d'intérêt et plus de la moitié également (6 458) ont l'action climatique comme domaine d'intérêt (les organisations peuvent choisir plusieurs thématiques).

C'est grâce à ce registre qu'il est possible aujourd'hui de commenter de façon plus précise le phénomène du lobbying. Alors que certains phénomènes d'influence lui ont échappé, comme lors de l'affaire du Qatargate, c'est une source qui reste précieuse. Le registre dévoile également les inégalités entre les lobbies : leurs ressources ne sont pas équivalentes et il est possible d'en savoir plus sur ce point grâce au registre. Mais au-delà des chiffres, il est important de comprendre ce que les lobbies prônent. Nous prenons ici l'exemple de lobbies européens actifs sur les questions de biodiversité.

Dans le cadre de la lutte pour la préservation de la biodiversité, différents lobbies tentent d'influencer les négociations et arbitrages. Comme la biodiversité est un objet récent des politiques publiques, il reste relativement ouvert. Les groupes d'intérêts tentent donc d'avancer leurs interprétations concernant quelle nature doit être protégée en priorité, qu'est-ce que signifie protéger la biodiversité et quels outils devraient être privilégiés. Ces groupes peuvent être motivés notamment par la perspective de développement ou de subvention d'activités lucratives comme le tourisme vert par exemple ou par leur connaissance et leur lien avec des terrains spécifiques (vie aquatique, oiseaux…). Ils vont développer des discours qui s'appuient sur des arguments moraux, philosophiques, politiques et économiques ; des ressources techniques (études, rapports, enquêtes de terrain) et des appuis de personnalités scientifiques ou de la société civile.

Sur des sujets transversaux comme celui de la biodiversité, qui reposent fortement sur une gouvernance supranationale (régionale ou mondiale), les lobbies s'organisent pour peser sur les différents échelons de prise de décision. Certain·e·s acteur·x·ice·s ont l'envergure suffisante pour être présents à différentes échelles, comme le World Wildlife Fund ou l'Union Internationale de Conservation de la Nature qui ont des relais à la fois à Bruxelles auprès des institutions européennes, à New York auprès des Nations unies et dans bien d'autres capitales. D'autres vont constituer des réseaux qui partagent les mêmes intérêts et les défendent auprès de leurs gouvernements respectifs.

En apparence les sujets environnementaux sont relativement consensuels ; les groupes d'intérêts ne vont donc pas débattre de l'opportunité de la préservation de la biodiversité ; mais plutôt des modalités d'application. Comme souvent pour le lobbying, le diable se cache dans les détails et dans les interprétations qui sont faites de ce que préserver la biodiversité signifie.

L'une des controverses centrales dans la préservation de la biodiversité concerne la place qu'il convient d'accorder à la marchandisation de la nature. Certains groupes d'intérêts arguent que la meilleure façon de préserver la biodiversité serait de hâter son intégration dans notre système économique. Selon leur logique, la valuation monétaire pousserait les humains à préserver la biodiversité comme source de croissance économique mieux que ne le permet sa valorisation « intrinsèque » en tant que bien commun. Par exemple, les paiements pour services écosystémiques consistent à faire payer les services invisibles que procurent les écosystèmes pour les activités humaines, comme la capacité refroidissante d'une rivière utilisée par des centrales nucléaires. À partir de cette notion de paiements pour services écosystémiques qui permet théoriquement de valoriser l'ensemble des écosystèmes de la planète, des groupes d'intérêts défendent la mise en place d'un marché du capital vert, sur le modèle des marchés financiers.

Ainsi, la Capitals Coalition est une ONG enregistrée au registre de transparence de l'UE, basée aux Pays-Bas, qui promeut la mise en place « d'ici

2030 » d'une intégration de la valeur nature dans les calculs économiques. Le spectre de son action d'influence est large : présentation d'études de cas, participation à l'organisation d'un sommet financé par la Commission, le « European Business and Nature Summit 2023 », et l'incontournable « decision-making framework », sorte de boite à outils de mesures à destination des décideur·x·euse·s. Ce lobbying a rencontré un écho favorable. Cependant il reste difficile d'établir dans quelle mesure ces actions de lobbying exercent une influence déterminante ou si ce sont les institutions européennes qui sont particulièrement sensibles à ces approches libérales, notamment au regard de la composition politique du parlement.

D'autres lobbies qui représentent des intérêts qui pourraient être impactés par les politiques protectrices de la nature tentent de saper leur adoption. Selon une analyse publiée à l'occasion de la dernière réunion de la Convention sur la Diversité Biologique à Montréal en 2022 par un think tank (groupe de réflexion) non partisan[1]; 89 % des actions des lobbies représentant les industries ayant le plus grand impact sur la biodiversité (agricoles, halieutiques, forestières, et minières) en Europe et aux États-Unis visaient à retarder, bloquer ou affaiblir les législations sur la biodiversité. Toujours selon ce rapport, ces pressions se font en contradiction avec le positionnement public de ces groupes en faveur de la biodiversité. Par exemple, la récente et ambitieuse « loi sur la restauration de la nature » adoptée par le Parlement Européen en novembre 2023 fait actuellement l'objet d'intenses tractations au sein de la Commission quant à ses modalités d'application. Les intérêts agricoles, de la pêche et de l'industrie forestière s'activeraient en sous-main, relayés par les représentant·x·e·s de certains États membres pour détricoter la loi au nom du « réalisme ». Iels reprennent d'ailleurs à leur compte les discours des « capitalistes verts » comme Capitals Coalition en appelant à ne pas opposer croissance et environnement. Le devenir de cette loi sera un signal fort à analyser dans un contexte où les enjeux écologiques sont progressivement reconflictualisés comme lors de la récente crise agricole.

Ces exemples nous ont montré comment les lobbies s'organisent autour d'instruments argumentatifs et d'intérêts. Il faut déconstruire leurs stratégies de persuasion et comprendre le contexte dans lequel ils évoluent pour déceler leurs vrais agendas. Si l'impact des lobbies peut être parfois surinterprété (vu le nombre d'ONG environnementales enregistrées auprès des institutions européennes, la planète serait déjà sauvée si les lobbies parvenaient toujours à leurs fins); leur contrôle est nécessaire pour éviter les cas de corruption comme lors du Qatargate; et il est surtout nécessaire que leurs discours et positions soient analysés et critiqués par d'autres institutions comme les médias ou les chercheur·x·euse·s.

À lire pour en savoir plus

Büscher Bram, Dressler Wolfram, & Fletcher Robert . 2014. Nature Inc. : Environmental Conservation in the Neoliberal Age (4e édition). University of Arizona Press.

Henry, Emmanuel. 2021. La fabrique des non-problèmes; ou comment éviter que la politique s'en mêle. Paris : Presses de Sciences Po.

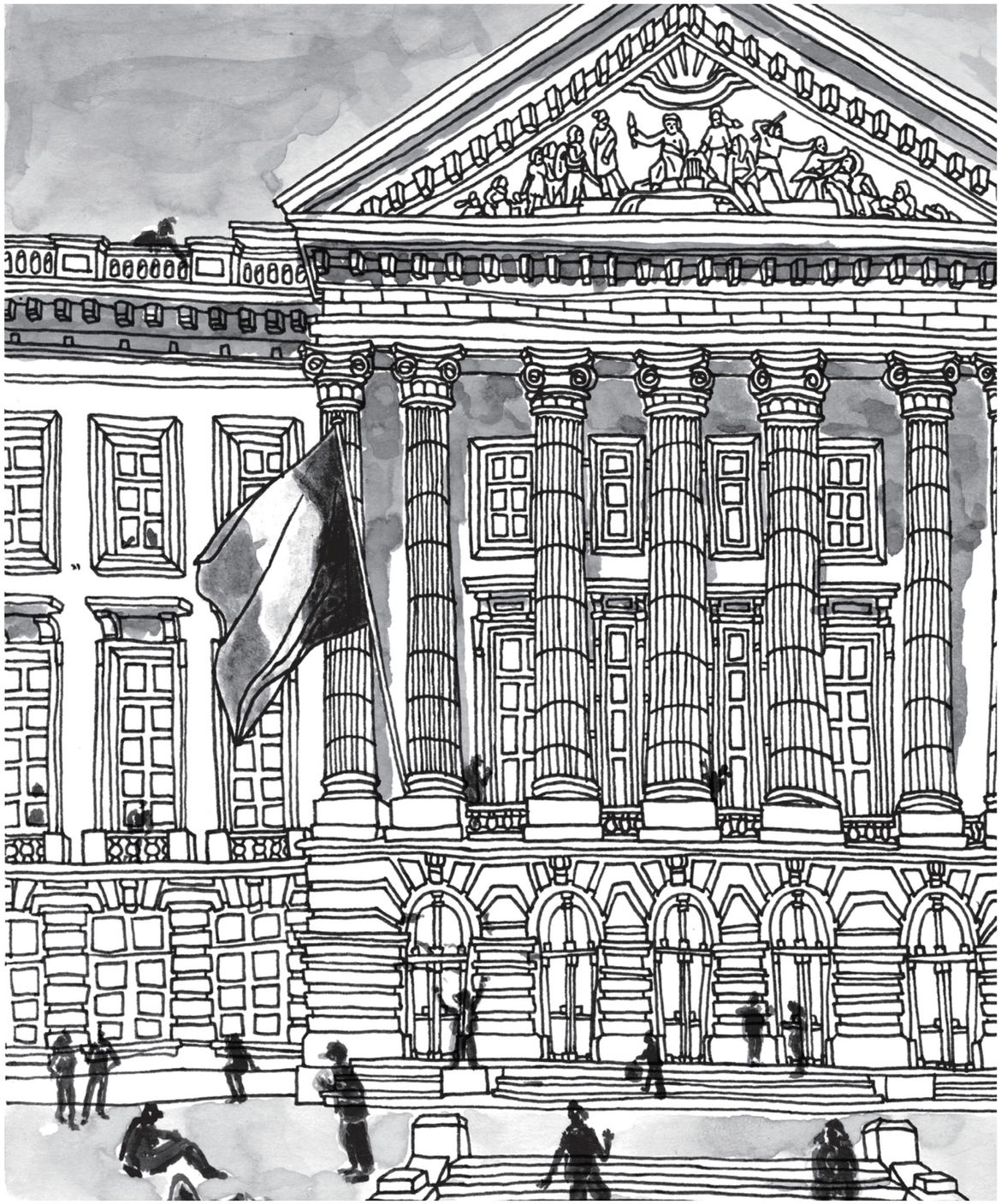
Varone, Frédéric et Steven Eichenberger. 2021. Groupes d'intérêt. Dans Steve Jacob et Nathalie Schiffino (eds.). Politiques publiques. Fondements et prospective pour l'analyse de l'action publique. Bruylant.

Vauchez Antoine, Avril Lola, Fauchon Chloé, Korksea-aho Emilia, Lelieur Juliette. 2023. Un an après le Qatargate, comment mieux protéger l'Union Européenne contre les conflits d'intérêts et la corruption ? Livre Blanc de l'Observatoire de l'Éthique Publique. https://www.observatoireethiquepublique.com/assets/files/propositions/livre-blanc/livre-blanc-version-4_12.pdf

1 Influence Map. Décembre 2022. Industry Influence on Biodiversity Policy. [étude publiée par le think tank Influence Map]. https://influencemap.org/report/Industry-Associations-Biodiversity-Policy-19612

CHAPITRE 3

UNE TRIPLE VISION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES EN POLITIQUE



LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES POLITIQUES

Positionnement politique des partis

Tableau réalisé par **Lucie Morauw**
@luciemorauw sur Instagram

ÉCOLO

L'écologie politique et sa tâche périlleuse de représentation de la population

John Pitseys

Député et chef de file Ecolo au parlement régional bruxellois

Interview par
Nour Verkindere & Pierre Schepens

Qu'est-ce que vous pensez de la citation de Chico Mendes : "l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage" ? Est-ce que vous avez eu une réflexion à ce sujet de manière générale au sein de votre parti ?

C'est une citation percutante. Mais comme toutes les citations percutantes, ce qu'elle gagne en percussion, elle risque de le perdre en précision. Selon moi, la phrase repose sur une équivoque. D'une part, la politique sans lutte des classes n'a rien d'un salon mondain. Que l'on soit libéral, conservateur, social-démocrate ou écologiste, les choix politiques qu'on pose ont des conséquences importantes, que l'on se situe dans le cadre d'analyse de la lutte des classes ou pas : le néolibéralisme sans lutte des classes, ce n'est pas de la dinette. Ce faisant, les choix politiques que des gens font en matière de politique environnementale ne deviennent pas juste anodins, dérisoires ou dignes de moqueries, comme si ce n'était pas de la vraie politique, au prétexte qu'ils ne parlent pas de lutte des classes. Rénover le bâti, protéger les espaces verts, revoir la pédagogie scolaire, ce n'est pas du marxisme appliqué mais ça produit des effets bien concrets.

Ceci posé, la lutte des classes est une notion quand même issue d'un corpus théorique important, le marxisme. Je crois que l'écologie gagne à ne pas tourner le dos à des acquis théoriques et des acquis conceptuels précieux hérités du marxisme : l'exploitation et l'aliénation par le travail notamment, ainsi que la compréhension du rôle que l'économie joue dans la construction de la domination politique. Toutefois, ce corpus a été élaboré dans la deuxième moitié du XIXe et il loupe inévitablement des choses importantes pour notre époque, pour ne pas parler de sa cécité à propos du pluralisme démocratique. Comme manière de décrire le monde, le marxisme repose sur l'hypothèse que le monde, la nature, est un gâteau qu'il est toujours possible de faire croître. Or, ce gâteau à la croissance infinie n'existe pas. Nos ressources sont limitées, et les outils que nous utilisons pour les exploiter contribuent souvent à leur épuisement. Qu'il s'agisse des économies néolibérales ou des économies de la planification, l'idée est toujours, mais avec des méthodes différentes, que le marché est élastique et permet de produire toujours plus de biens grâce à des technologies et dispositifs de production sophistiqués. C'est une promesse incroyable. C'est une des promesses de la modernité. C'est une promesse qui s'avère erronée.

Et comme idéal de justice, le marxisme repose notamment sur l'hypothèse qu'une société sans classe est une société d'égaux répartissant l'abondance. Or, c'est là que la phrase « l'écologie sans lutte des classes c'est du jardinage » est elle-même de l'aimable jardinage. Elle tient en effet pour acquis qu'il suffit de remplacer le capitalisme à l'aide d'un modèle de production plus performant pour qu'on puisse tendre vers une société juste. Or, il ne suffit pas de remplacer de la fumée d'usine bleue par de la fumée d'usine rouge pour arriver au compte.

L'écologie politique, au départ, c'est d'abord un programme épistémologique : non pas une manière de comprendre le monde, mais une manière de comprendre la manière dont on doit comprendre le monde. Et les écologistes pensent que la politique est d'abord un moment de confrontation aux limites : limites de notre environnement, limites de notre société et de ses productions techniques, limites de la raison publique. Ces limites ne sont pas des impossibilités, elles sont mêmes des leviers pour l'action. Mais elles doivent nous faire comprendre que notre environnement n'est pas juste un grand jardin dans lequel on se sert jusqu'à plus soif : il ne suffit donc pas d'être anticapitaliste, il faut aussi remettre en question l'extension constante du domaine de la production.

Est-ce que vous voyez une articulation entre la lutte écologique et le combat social ? Est-ce que, pour vous, une lutte sociale est nécessaire à une écologie complètement efficace ?

L'écologie politique repose sur l'idée que nous sommes tous·x·tes interdépendant·x·e·s les un·e·s des autres. Ça veut dire que les individus et les groupes ne se suffisent pas à eux-mêmes. Il faut faire société. Il faut faire société au sein d'un habitat. Et donc, il faut tenir compte de son environnement pour faire société. Comment faire société ? En voulant une société plus juste. La justice désigne la manière dont nous voulons distribuer les biens et ressources sociales entre les différentes composantes de la société, maintenant et plus tard. Et pour les écologistes, la boussole de la justice est l'égalité. Donc quand on nous demande si l'écologie politique a un rapport avec la justice collective, la réponse est « forcément ». Ce n'est pas un accident, ce n'est pas un rajout, c'est intrinsèque à l'écologie politique. Bien sûr, il sera plus facile de convaincre les citoyen·x·ne·s qu'on se bat pour les générations futures si on parvient à montrer qu'on se bouge pour les injustices qui les touchent dans leur vie quotidienne maintenant, que ce soit le prix du logement ou la difficulté de leurs conditions de travail.

Mais au-delà de ça, se battre pour des questions environnementales, c'est être conscient que les dégâts environnementaux seront d'abord essuyés par celles·x·eux qui ont le moins,

que ce soient les dégâts directs (pollution de l'air ou des sols, assèchement et défertilisation des sols) ou indirects mais aussi les conséquences sur les politiques de soins de santé, sur le financement de la sécurité sociale, sur nos politiques migratoires, sur l'organisation de notre sécurité alimentaire. On milite donc pour l'écologie politique parce qu'on pense que ce n'est pas juste que celles·x·eux qui polluent soient celles·x·eux qui souffrent le moins des conséquences de la pollution. Mais aussi parce que nous sommes convaincus que la solidarité est une valeur en soi, indépendamment du reste des questions environnementales. Dans le grand paquebot qu'est notre planète, personne n'a de titre particulier à posséder plus, à exploiter davantage les ressources collectives, à commander davantage que les autres.

Dans ce cadre, lutter contre les inégalités sociales au sens classique du terme ne peut que bénéficier au programme de transition écologique. Premièrement, même si le capitalisme est une des causes – même si ce n'est pas seule - des dérèglements environnementaux. En ce sens, l'écologie politique gêne sans doute davantage le programme des grandes entreprises que les idéologies traditionnelles – qu'elles soient libérales, socialistes ou communistes - parce qu'on conteste de manière plus frontale la matrice du capitalisme qu'est le productivisme.

Mais je pense aussi que l'écologie politique ajoute un regard à ces luttes. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'un acte injuste ne produit pas seulement des effets au moment où il est posé mais aussi plus tard, et parfois bien plus tard. Se battre pour plus de justice signifie qu'on doit aussi porter de l'attention aux conséquences collectives de nos actes pour celles·x·eux qui vont nous suivre : c'est le sens de ce qu'on appelle parfois la justice entre les générations. Et il arrive parfois que les avantages que nous voulons nous procurer aujourd'hui (offrir à tous·x·tes les travailleur·x·euse·s une voiture de société par exemple) aient des conséquences préjudiciables pour celles·x·eux qui nous succèderont, même et surtout quand ces conséquences nous semblent impalpables aujourd'hui (pollution de l'air, augmentation des particules fines, etc.)

Est-ce qu'on doit changer le paradigme pour faire de l'écologie politique ? Et est-ce que c'est possible de le faire dans le système ou faut-il changer les institutions ?

Tous les partis font partie du système politique, c'est juste qu'ils jouent différents rôles en son sein. Le PTB y tiendra le rôle du rebelle, le PS celui du parti refuge, le MR celui du parti défenseur des classes moyennes et Les Engagés jouent le rôle du bon sens néo-macroniste. À l'instar des autres partis, de la société civile, de la presse, de votre association ou des blocs anarchistes dans les manifs, il n'en va pas différemment d'Ecolo.

Mais quel rôle accepter de jouer dans ce système ? Pour moi, nous sommes toujours entre deux stratégies. La première consiste à approcher le plus possible les conditions idéales de réalisation de notre programme ? Dans ce cas-là, vous construisez votre action de telle sorte à ce que ces conditions puissent être au plus proche de leur réalisation parfaite, quitte à ce que cela ne produise jamais de réalisation concrète. Et puis la deuxième stratégie consiste à dire que le but n'est pas d'approcher le plus possible les conditions de réalisation idéales de l'objectif, mais de se rapprocher le plus possible des gains représentés par l'objectif idéal. Ce serait comme un jeu de dames : quand on peut prendre on prend. Compte tenu du fait qu'on vit dans une société complexe, pluraliste, organisée dans le cadre d'un scrutin proportionnel, je crois qu'il faudrait être un génie ultime de la stratégie politique à l'échelle de 20 ou 30 ans pour soutenir que les conditions seront un jour réunies pour changer le système dans son ensemble.

Je crois que tout ce qui contribue à un rapport de force permettant de proposer des politiques plus écologiques et égalitaires doit être privilégié, même avec des interlocuteur·x·ice·s que je ne trouve pas sympathiques ou dans un cadre institutionnel que je ne trouve pas optimal. Et ce, tant du moins que les politiques mises en place n'empirent pas les situations de domination et d'injustice suscitée par ce cadre institutionnel. En d'autres termes, je n'ai pas de problème à évoluer dans les institutions très imparfaites dans lesquelles nous évoluons, tant que les mesures proposées vont dans le bon sens, qu'elles contribuent à mettre un rapport de force plus favorable et – à minima - qu'elles ne rendent pas les institutions plus injustes qu'elles ne le sont déjà.

Ces derniers temps, certain·x·es jeunes, mais aussi des populations qui sont plus précarisées ou issues d'immigration ont l'impression de ne pas être entendus. Est-ce qu'aujourd'hui, vous pensez qu'on a les clés pour représenter tout le monde de manière égale dans le système politique ?

La représentation politique est un compromis historique entre d'une part une aspiration démocratique, l'idée que la décision doit recevoir directement et indirectement l'assentiment du corps social, et d'autre part une justification élitiste, c'est-à-dire l'idée qu'un représentant est censé figurer le peuple mais en mieux. Cela se retrouve d'ailleurs dans la double injonction qu'on fait toujours aux représentant·x·e·s. : « vous devez être comme nous, mais vous devez être mieux que nous ». Cette double injonction est présente depuis les origines du gouvernement représentatif. La représentation a rarement été, par ailleurs, sociologiquement représentative, que l'on songe à la représentation des femmes ou à celle des classes travailleuses. L'élection n'est pas naturellement « représentative », comme le mot « démocratie représentative » tend erronément à le faire croire. C'est l'histoire de luttes historiques. Faut-il investir la représentation au risque de légitimer ce qu'elle est ? Faut-il la désinvestir ? Faut-il se situer à ses marges, c'est-à-dire l'investir tout en évitant de la légitimer ?

La signification de la représentation a évolué, notamment à travers l'obtention du suffrage universel et son extension aux femmes. Aujourd'hui, les femmes et les diversités culturelles sont beaucoup plus représentées dans les parlements. Toutefois, les classes travailleuses restent très peu représentées. Celles·x·eux qui font de la politique sont souvent des gens qui, par définition, ont acquis des capitaux sociaux, culturels ou financiers qui leur permettent de faire de la politique. Par ailleurs, les progrès que je viens d'évoquer ne se traduisent pas par une distribution égale des postes de pouvoir. Autant les Parlements sont de plus en plus paritaires, autant les cabinets, les directions politiques, les compositions de gouvernement ne le sont pas encore forcément. Donc la représentation n'est pas impeccablement représentative, non. Mais elle ne l'a jamais été. Au-delà de la question de la représentativité des institutions, il faut d'ailleurs s'entendre sur ce qu'est un·e représentant·x·e. Un·e représentant·x·e politique est un·e porte-parole. Comme iel porte une parole, iel n'en est toujours que le·a traducteur·x·ice ; et comme tous les traducteur·x·ice·s, iel en vient inévitablement à la trahir un peu. Tout simplement parce qu'iel n'est pas la somme des personnes qu'iel représente. Vous connaissez la phrase « traduire c'est trahir ». Quand je suis représentant·x·e, je ne dois donc prendre la mesure de ce défi immense : parvenir à porter une parole qui me dépasse, tout en assumant parfois de dépasser cette parole, ne fût-ce lorsqu'on doit engager sa parole dans un compromis politique, ou lorsqu'on se permet d'entrer dans une délibération plus ouverte aux arguments des autres.

Jusqu'où est-ce que je peux/dois prétendre figurer ma classe, mes électeur·x·ice·s, mon parti, mon programme ? À partir de quand est-ce que je peux me permettre de parler pour moi-même ? Dans tous les cas, l'idéal de la représentativité-miroir - « je suis comme vous, je vis comme vous, je pense comme vous, j'agis comme vous » - apparaît souvent comme un mirage et de prétexte aux compromissions politiques.

Dans ce cadre, cet idéal de la représentation parfaite peut par ailleurs être utilisé de manière équivoque. Si les citoyen·x·ne·s agissent souvent en fonction de leur intérêt perçu, ils tendent à construire leur intérêt en fonction de leur identité perçue. On voit, en France par exemple, une part des classes travailleuses en venir à voter pour l'extrême droite. Cela n'est contradictoire que si on pense que la représentativité se noue autour d'un intérêt sociologique. Le fait est que ce sont souvent les émotions morales et les identités imaginées qui nous guident, et ce quelle que soit la classe sociale. Les possédant·x·e·s fonctionnent

selon les mêmes câblages symboliques : la grande différence, c'est qu'iels n'ont pas besoin de voter pour leurs intérêts pour que leurs intérêts soient satisfaits.

C'est pour cela que la démocratie ne doit pas se limiter à poursuivre un rêve de représentation parfaite. Elle se noue aussi dans l'explication collective de nos préférences, dans la clarification de nos intérêts, dans la protection de nos libertés publiques, en un mot : dans la qualité de la délibération collective. C'est pour cela également que la poursuite de représentativité doit toujours aller de pair avec des mécanismes de redistribution du pouvoir politique. Il faut sans doute privilégier les mécanismes contribuant à une meilleure représentativité, tels que le scrutin proportionnel ou une représentation garantie hommes femmes sur les listes électorales. Mais être conscient que ces mécanismes accroissent aussi le rôle des partis dans la vie politique, puisque ce sont eux qui confectionnent les listes électorales et qui mènent les négociations de coalition rendues inévitables par le scrutin proportionnel.

Et puis se souvenir que la démocratie, ce n'est pas la représentation. C'est d'abord la possibilité pour les gens, même hors représentation, de faire valoir leurs prérogatives à la parole : de manifester, de s'associer, d'entrer en grève, de pétitionner, d'écrire et de lire. Enfin, si la démocratie vise l'égalité politique, alors elle ne doit pas seulement donner une chance d'égale nature de faire valoir sa parole mais de faire valoir sa prérogative au pouvoir.

Il y a une chose encore plus simple à faire que de de promouvoir un gouvernement représentatif « plus représentatif » : donner du pouvoir direct aux citoyen·x·ne·s.

Donc j'ai toujours été très en faveur de la mise en place de mécanismes de démocratie directe. Et je crois que la plupart des arguments qui mènent les gens à s'opposer à la démocratie directe sont des arguments qui sont beaucoup plus révélateurs de leur méfiance par rapport à la démocratie que de l'inefficacité de ces dispositifs.

Et pour terminer, il y a au moins une classe qui n'est absolument pas représentée dans la représentation politique, ou quasi pas. Les plus riches, ils ne font pas de politique : ils ne votent pas, ils s'en fichent. Je crois que le plus grand problème que rencontre aujourd'hui la politique, c'est avant tout l'impression d'impuissance des gens.

Certaines personnes pourraient associer le mouvement écolo à une vision auto-centrée sur la ville avec des mesures en faveur des classes moyennes voire aisées. Cela s'est notamment illustré dans les contestations au plan Goodmove qui est considéré par ses détracteurs comme inégalitaire pour les classes plus défavorisées. Comment est-ce que vous prenez en compte ces remarques dans votre parti ?

Il y a deux questions dans votre question. La première : est-ce qu'il n'y a qu'une écologie des villes au détriment d'une écologie des champs ? La deuxième question porte sur le caractère soi-disant élitaire de certaines des politiques que nous avons mises en place en Région bruxelloise.

La première me paralyse forcément… Je suis député au Parlement bruxellois et mon travail porte forcément sur un territoire urbain. Mais en réalité, il n'y a pas une écologie des villes et une écologie des champs puisque les idéaux, les principes et objectifs autour desquels on balise notre action sont les mêmes. Les politiques qu'on met en œuvre peuvent parfois légèrement différer : on ne construit pas une politique de mobilité à Gedinne comme à Molenbeek, et on ne conçoit pas un projet de développement d'éoliennes dans le pays de Chimay comme dans le bas de Schaerbeek. Mais Ecolo est un parti qui est présent autant dans les zones rurales de Wallonie que les zones urbaines et qui lutte pour combattre des problématiques inhérentes à ces différents territoires.

La seconde question que vous posez est bien sûr très importante. Je crois qu'il n'y a rien de plus naturel, de plus normal que de construire l'évaluation de ses intérêts qu'à travers la construction de son identité symbolique – identité de quartier, identité culturelle, etc. Mais c'est aussi trompeur. En ce sens, avec Good Move se joue deux choses selon moi.

Le statut symbolique de la voiture, premièrement. Pour beaucoup de gens comme pour moi-même sans doute, la voiture, c'est la liberté, la fluidité, la mobilité, la vitesse de déplacement : et avec tout ça, une sorte d'idéal de vie. Mais le fait est que la voiture est chère, polluante, bruyante et qu'elle squatte tout l'espace public au détriment de ses autres usages. Et ce sont les classes populaires qui trinquent le plus du coût de la voiture, de la pollution de l'air qu'elle suscite, des encombrements que son monopole entraine inévitablement. Alors, le rôle des pouvoirs publics n'est certainement pas celui de vous interdire de rouler à voiture, mais c'est de mieux partager l'espace public et de faire en sorte que ceux qui veulent marcher, rouler à vélo ou autre puisse le faire en sécurité.

Et le sentiment d'irrespect ressenti par les habitant·x·e·s de certains quartiers concernés, deuxièmement. Les quartiers d'où furent issues les principales protestations contre Good Move sont des quartiers que les pouvoirs publics ont laissé en déshérence sociale et économique pendant des années. Des quartiers dont les habitant·x·e·s ont l'impression qu'iels ne peuvent ni y vivre bien, ni en sortir un jour. Pour moi, c'est respecter les gens que de leur dire : « vous savez, les voitures qui passent, elles polluent vos murs, vos maisons, vos poumons, vos organismes. Et on ne veut pas vous prendre pour des quilles. On doit vous informer de cette pollution. On va lutter contre cette pollution. On ne va pas vous prendre pour la déchetterie du reste de la ville. On ne va pas vous prendre pour le parking des navetteurs ». Si certain·e·s citoyen·x·ne·s sont énervé·e·s, c'est peut-être pour des questions de voiture mais surtout parce qu'iels ont l'impression que c'est toujours sur elles·x·eux que ça tombe. Qu'iels en ont marre des violences policières, des discriminations au logement, des discriminations à l'emploi, et que c'est compréhensible. Mais en l'occurrence, ces politiques de mobilité ont été imaginées précisément parce qu'il faut prendre au sérieux ces quartiers. Et ce qui serait scandaleux, ce serait justement n'ouvrir des lignes de tram ou de nouvelles pistes cyclables que dans les jolis quartiers.

Est-ce que le processus de communication de ces mesures fut bien mené ? Dans l'ensemble, oui. Mais la covid a rendu la concertation difficile. Il fut difficile de toucher tous les publics concernées. Et même si les communes concernés avaient toutes pu disposer d'un budget important à ces fins, de médiateurs bien formés et d'un contexte favorable, je ne suis pas certain pour autant que les choses se seraient passées facilement. Tout simplement parce que pour beaucoup des opposant·x·e·s au plan régional de mobilité, ces processus de participation interviennent trop tard dans un sens : iels ne font plus confiance en les pouvoirs publics, et pensent que ceux-ci ne peuvent plus faire assez pour elles·x·eux.

Pour terminer, je crois que ce serait arrogant de penser qu'un tel plan de mobilité – plus de 50 mesures tout de même - puisse recueillir le consensus de tous. Il est inévitable que des gens s'y opposent. Et c'est bien, ce n'est pas parce qu'iels sont bêtes ou conservateur·x·ice·s, c'est parce que toute proposition politique suscite inévitablement des désaccords. La politique, ce n'est pas du catéchisme : les représentant·x·e·s ne sont pas des prêcheur·x·euse·s divin·x·e·s et les citoyen·x·ne·s ne sont pas des fidèles dociles. C'est normal qu'il y ait des désaccords, même vifs, tant qu'ils sont réglés de manière pacifique et respectueuse au regard de l'ensemble des personnes qui sont concernées par le consensus.

Comment est-ce que vous expliquez ce décalage et cette déconnexion entre le monde politique et la jeunesse en Belgique et qu'est-ce que vous aimeriez bien faire pour pallier ce problème ?

Je ne suis pas sûr qu'elle soit plus déconnectée maintenant qu'il y a 20 ou 30 ans. Je pense même que ce sont les jeunes qui portent avant tout le monde la question climatique. Je suis même franchement agacé par des gens de mon âge qui regardent un peu de haut les mobilisations de ces dernières années et qui donnent des leçons de politique à ces associations et à ces jeunes. En réalité, les questions de diversité culturelle, de genre, de violence des forces de l'ordre, des inégalités territoriales, le questions climatiques, ce sont les jeunes qui portent ça.

Et du côté des représentant·x·e·s, notre job est de mettre en place de nouveaux outils pour s'intéresser à la vie politique comme la démocratie directe. Et de toujours prendre les jeunes pour ce qu'iels sont, c'est-à-dire des adultes. Il n'y a rien de plus insupportable que de voir des politiques utiliser un langage de jeunes pour plaire aux jeunes. Les « jeunes » en question sont des citoyen·x·ne·s. Iels ont plus de 18 ans, ont le droit de vote, lisent les journaux et souvent mieux et plus vite que les adultes. Je les tiens pour autonomes. Et je vous parle à vous comme je parlerais à mon épicier, à mon oncle et au reste des personnes qui m'entourent.

En fait, ne sous-estimez pas la chance que vous avez de faire ce que vous faites. Et ne sous-estimez pas le pouvoir que vous avez vous-même dans vos engagements.

Il y a, je trouve, une force, une intelligence, une percussion inouïe quand on a 20 ans. 10 000 étudiant·x·e·s bien organisé·x·e·s, à partir de 100 étu-

diant·x·e·s bien organisé·x·e·s, peuvent faire reculer n'importe quel·x·le ministre par rapport aux politiques qu'iel met en place. Ces étudiant·x·e·s bien organisé·x·e·s, ce n'est pas parce qu'iels n'ont pas terminé leurs études qu'iels ne sont pas capables de conduire une négociation maîtrisée face à des acteurs politiques. Voilà, c'est juste ça. Ne sous-estimez pas le pouvoir dont vous disposez.

PS

L'écosocialisme

Martin Casier

Député PS au parlement régional bruxellois

Interview par
Pierre Schepens

Historiquement le PS s'est défini comme parti socialiste, vous vous définissez désormais comme écosocialistes. Quand et comment avez-vous fait le lien entre écologie et justice sociale ? Et est-ce que l'écologie touche à des questions qui permet d'atteindre davantage de justice sociale ?

Dans le livre de Magnette[1], la question environnementale, selon les bases du marxisme, fait intrinsèquement partie du combat pour dépasser les inégalités en termes de conditions de vie et de bien-être.

La question alimentaire, par exemple, est déjà présente aux bases des mouvements socialistes. Quand on regarde les combats socialistes dans l'histoire, tels que celui de la Coopérative de production de pain à Wallonie et à Bruxelles, on voit que les travailleur·x·euse.s s'organisaient entre elleux au sein de cette coopérative, car le blé constituait la base alimentaire. Iels travaillaient sur des questions de travail décent, ou encore d'accessibilité financière. A ce moment-là, on se retrouve dans une époque avant que le blé américain ait tout ravagé. Depuis l'après-guerre, la question alimentaire et donc les questions écologiques ont été un peu mises de côté par d'autres grands combats socialistes essentiels tels que l'enseignement ou la sécurité sociale.

Dans les années 80, quand les partis écolos se mettent en place, les partis socialistes, au sens large, n'ont pas vu le virage qui se mettaient en place, et n'ont pas compris comment le modèle basé sur l'extraction de ressources qui permet de financer tous ces services de distribution arrivait à bout de souffle.

Est-ce que oui ou non la transition écologique est un enjeu pour l'inégalité sociale ? Oui, complètement.

La question d'égalité n'est pas intrinsèquement comprise juste entre les humain·x·e·s mais aussi entre les objets-vivants sur terre, y compris les animaux et les plantes.

Il faut se poser la question de comment articuler cet écosystème-là.

Et mis à part cette question d'égalité entre espèces vivantes nous voyons bien que l'enjeu du climat et de la bio-diversité va accentuer les inégalités sociales : les inondations en Wallonie en 2021 en sont un parfait exemple mais aussi les îles qui sont en train de disparaître dans le pacifique, ou encore la pollution de l'air concentrée dans les quartiers à haute densité de population qui sont aussi les plus précaires.

Dans les terribles inondations de la Vallée de la Vesdre, la situation est particulièrement éclairante. En plus de vivre le plus souvent sur les hauteurs et donc loin des inondations, les familles les plus avantagées possèdent en plus les meilleures assurances et les meilleures solutions internes – seconde résidence ou réseau familial ou d'ami – pour se reloger. Dans un des épisodes du « Tournant » d'Arnaud Reysen, la bourgmestre expliquait comment elle avait des habitant·x·e·s qui avaient vécu l'enfer et qui n'étaient toujours pas relogé·x·e·s et comment elle avait des habitant·x·e·s qui avaient été relogé·x·e·s dans des hôtels 4 étoiles pendant des mois par leur assurance… La notion de Commons est intrinsèquement présente dans le combat socialiste : Pourquoi est-ce qu'on a toujours voulu que l'eau et les forêts restent un bien public, qu'elles ne soient pas privatisées ? Car elles font partie d'un bien collectif commun.

Dans les partis socialistes occidentaux, on a pris du retard en comparaison aux pays d'Amérique centrale, par exemple, puisque l'Occident est dominé par un système capitaliste ravageur et par des progrès technologiques constants. Aujourd'hui, on reprend conscience que la transition écologique est essentielle pour la justice sociale. De l'écologie on peut en faire de plein de manières différentes allant de l'écologie collective, techno solutionniste, libérale, de sobriété etc. L'écologie n'est donc pas une question politique en soi mais la manière de la mettre en œuvre est profondément politique. La question politique de l'écologie est donc inévitablement basée sur les différentes visions de société.

Le fait que nous vivions en ville, et que les décideur·x·euse·s politiques viennent de la ville peut-il avoir un impact sur l'inégalité sociale comme l'exemple de la vallée de la Vesdre ?

Le combat éco-socialiste ne sera pas le même en milieu urbain et rural : la question mobilité par exemple doit s'y appréhender différemment. Le type de travail politique est aussi différent, il est plus facile de produire à Bruxelles une vision intellectuelle d'une évolution d'une agriculture que de la mettre en place chez des agriculteur·x·e·s qui ont déjà dû mal à finir la fin du mois. Prenons l'exemple des gilets jaunes en France, où la mobilisation est venue de la ruralité car le sentiment de déclassement y est plus fort. Il y a moins de médecins, de crèches ou encore d'autres services publics tels que les hôpitaux qui sont à des dizaines de kilomètres. Le service public a malheureusement trop souvent massivement désinvesti la ruralité.

Quand tu rajoutes à ces gens-là qui ont déjà un sentiment de déclassement, une taxe carbone alors qu'ils n'ont que deux trains à disposition par jour, cela renforce le sentiment de déclassement. Il est donc super important de réussir des politiques dans des territoires avec différentes réalités.

Les mesures socio-écologiques à prendre en Belgique ne seront pas les mêmes que celles à prendre dans le Sud-Est de l'Italie.

Concernant cette notion de déclassement, un bon exemple est celui de la mobilité. Différentes mesures politiques peuvent être prises concernant la sobriété. Seriez-vous plutôt pour une mesure limitant les quantités pour tout le monde (ex : quota du nombre de vol en avion par an) ou limiter par l'augmentation de prix (ex : augmenter les prix des vols d'avion) et pourquoi ?

On a là un cas d'école de fracture idéologique. En ce qui concerne le PS nous nous posons la question de qu'est-ce que l'idée de solution collective, car il n'est pas juste en tant que société de demander les mêmes enjeux de responsabilité individuelle à tout le monde. Pourquoi ? Car nous ne sommes simplement pas en capacité d'agir de la même manière sur nos vies en fonction de l'état socio-économique dans lequel nous nous trouvons. Pour autant nous allons devoir amener un changement collectif. Si nous voulons qu'une solution soit dans l'intérêt de la collectivité et qu'elle n'aggrave pas les inégalités, la solution ne peut pas être une augmentation des prix mais elle doit se faire sur la norme. Dans le programme du PS, nous avons l'interdiction de vol si le même trajet est faisable en train en moins de 3 heures, mais cela est encore trop faible. Pour autant, l'idée n'est pas de déresponsabiliser les gens : il faut les déresponsabiliser sur des enjeux qui peuvent être traités de manière collective pour assurer une égalité entre citoyen·x·ne·s dans leur capacité à se responsabiliser elleux-mêmes. Donc ce n'est pas du paternalisme, il y a aussi souvent cette critique que le socialisme est dans une logique paternaliste dans le sens où l'état va s'occu-

1 La vie large, Manisfeste écosocialiste - Paul Magnette

2 https://x.com/saxeliebig/status/1751180745689760185?s=61

3 https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/emissions-par-secteur

per de tout : non, l'état socialiste s'assure que chacun·x·e soit bien en égalité face à une contrainte qui lui est imposée. C'est l'interdiction ou la limitation qui va amener une solution collective et non la taxation qui va se répercuter sur les tarifs. Il faudra donc aussi créer de nouvelles branches de sécurité sociale. Prenons la question alimentaire comme exemple : aujourd'hui, en France, le budget consacré à l'alimentation des ménages a diminué de presque 60%[2] en 20-30 années et ce sont les productions de masse intensives qui l'ont permis. Et légitimement les familles d'aujourd'hui affirment qu'elles n'ont pas les moyens d'investir plus d'argent dans leur alimentation car elles ont d'autres dépenses. Nous allons devoir créer une sécurité sociale de l'alimentation locale, durable, transportée sans véhicule lourd et dans une logique de respect du travail des paysan·x·ne·s Mais si nous ne réglons pas l'enjeu alimentaire dans une logique sociale de répartition, nous allons juste renforcer les inégalités. Le même principe compte pour les inondations dans la Vesdre : il faut collectiviser l'assurance face au risque climatique car nous n'allons pas être égaux·x·ale·s face aux risques climatiques. Et c'est aussi cela qui va faire la force du PS dans ce combat-là. Créer la sécurité sociale, la financer, la structurer, organiser la gestion paritaire nous, le PS, savons le faire, c'est notre histoire et notre culture.

En Belgique, nous sommes dans une crise démocratique où nous avons créé un système dans lequel la démocratie participative se fait par le biais des syndicats et des mutuelles, et ce dès la seconde guerre mondiale. Cela déresponsabilise énormément les politiques.

Un exemple de mesure climatique ne prenant pas suffisamment en compte les inégalités est la question de la rénovation du bâtiment à Bruxelles. 60% du CO_2 émis à Bruxelles provient des bâtiments, non du transport[3]: qui peut croire qu'aujourd'hui en distribuant des primes nous allons avoir la capacité de gommer les inégalités sociales ? On doit aller vers une approche beaucoup plus collectivisée et normée dans le sens où nous nous fixons un objectif de date pour laquelle les maisons doivent atteindre un certain niveau de PEB (Performance énergétique des bâtiments). Nous devons fixer des normes, ce que le gouvernement bruxellois a fait. Derrière cela, il faut également un service public qui passe rue par rue dans les quartiers et qui organise l'isolation des toits, l'installation de panneaux solaires etc. Ensuite on s'occupera des châssis et ainsi de suite. L'objectif serait d'avoir une approche collective et normée où l'état prendrait cette opération en charge. De nouveau il ne s'agit pas de déresponsabiliser les citoyen·x·ne·s mais de considérer qu'on ne va pas tous·x·te·s avoir la capacité de faire cette rénovation par soi-même. L'Etat doit donc préfinancer la rénovation puis on analyse les revenus et en fonction des revenus, l'Etat fait payer une quote-part.

Si l'on prend l'exemple du plan good move, un sentiment de déclassement a été ressenti auprès d'une partie de la population qui était déjà déclassée. Le plan good move a été mis en place dans les quartiers populaires alors que ce sont déjà les quartiers avec le moins de véhicules par famille. A Watermael Boitsfort nous sommes à quasiment 2 véhicules par ménage en moyenne. Ecolo – qui y a le mayorat – n'y a par exemple jamais proposé un plan good move puisque ce sont des gens avec un capital socioculturel qui ont toute la capacité à s'y opposer. Nous voyons donc bien l'inégalité de traitement. Je ne mets pas en cause de vouloir s'attaquer à la qualité de l'air dans les quartiers populaires par le plan goodmove, mais il faut garder à l'esprit : comment est-ce que les gens qui ont déjà le moins de voiture par ménage peuvent accepter qu'on les contraigne sur ces aspects-là alors qu'on ne le fait avec ceux et celles qui ont déjà le plus ? Il faut garder cette analyse transversale d'inégalité sociale et de sentiment de déclassement dans toutes les politiques écologiques et tu ne règles pas cela en taxant un billet d'avion. Bien sûr il faut arrêter de subsidier le kérosène d'avion et tous les subsides publics aux dérivés du pétrole en taxant afin de responsabiliser un certain nombre d'entreprises mais s'assurer qu'à la fin que cette taxation ne touche pas le ou la citoyen·x·ne.

Quel est le rôle d'un Etat dans un combat si urgent ? Est-ce qu'on va le gagner en laissant la liberté aux gens ou est-ce que on veut un Etat de planification et de centralisation ? La transition nécessite de l'investissement public, un acteur centralisateur qui peut le mettre en place. Nous ne pouvons pas croire que le privé va s'organiser tout seul sur ces questions-là. Et c'est souvent là que le socialisme prend un rôle important.

Dans notre programme nous avons un chapitre de planification éco-sociale et nous pensons qu'il faudrait emprunter cette voie-là. Il faut que l'état devienne une puissance organisationnelle, sans pour autant dire que l'état doit tout faire et nationaliser toutes les entreprises si on caricature. Il faut plutôt refixer des règles beaucoup plus claires et plus ambitieuses aux entreprises par rapport à ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas.

Est-ce que la gratuité des transports est un outil efficace en matière de combat contre les GES et les inégalités ? Est-ce que cette mesure est la priorité de votre combat écosocialiste ? Si oui, pourquoi est-ce une mesure phare de l'écosocialisme pour vous ?

La gratuité des transports n'est pas la seule mesure en termes de mobilité, nous l'avons cristallisée car elle est une mesure à la fois écologique et sociale. Il est important pour nous de montrer aux gens que toutes les mesures écologiques ne sont pas une contrainte en plus sur leur tête. Mais il serait réducteur de limiter notre réflexion sur la mobilité à cette mesure de gratuité des transports en commun, l'interdiction des « voitures salaires » par exemple est aussi dans notre programme depuis toujours. La gratuité des transports est néanmoins aussi utile car il va être plus simple de mettre des carburants alternatifs pour des véhicules de transports en commun. La STIB par exemple a électrifié une belle partie de sa flotte, ce qui va drastiquement faire diminuer ses émissions de GES.

Le transport collectif doit être à mon avis la colonne vertébrale dans la structure de la mobilité multimodale. C'est-à-dire qu'à la sortie de ton dernier arrêt tu prends ton vélo, ta voiture ou tu rentres à pied. Les trains doivent constituer la colonne vertébrale, puisque c'est un des moyens de transport le moins polluant par rapport au nombre de personnes transportées. Il faut idéalement le rendre gratuit, quoiqu'au niveau fédéral on y est encore très loin. En ville ça se porte mieux même s'il y a encore beaucoup à mettre en place. Pour des petits déplacements nous observons des augmentations de transport en vélo par exemple, aussi parce qu'on a beaucoup amélioré l'infrastructure pour. En plus de cela on rend à nouveau agréables les espaces publics avec des passages piéton, des places aménagées, des espaces verts etc. car on accorde une nouvelle importance à ces espaces quand on n'est pas en voiture. Il faut donc qu'on réarme l'espace collectif pour le rendre beau, attractif à regarder et sécurisé. Et ces espaces, ils avaient disparu puisque tout le monde était dans sa petite bulle privatisée, son petit véhicule personnel. C'est pour cela que la colonne vertébrale du transport collectif est importante – tant en matière d'accès tarifaire que d'offre – mais elle s'articule incontestablement sur une logique multimodale et donc de repenser en profondeur le développement territorial, les aménagements urbains en végétalisant la ville pour la rendre agréable à être parcourue. C'est un tout.

Notre objectif c'est de rendre petit à petit les transports gratuits. Avec la gratuité pour les jeunes, on a eu une augmentation de plus de 40 % d'abonnements à Bruxelles[4]. Si on introduit une nouvelle manière de se déplacer chez les jeunes, elle va les suivre tout au long de leur vie. Et cela va donc avoir un impact sur l'endroit où ils vont décider de s'installer. C'est la bagnole qui a permis aux gens d'habiter dans le Brabant-wallon et d'aller travailler à Bruxelles. Donc si on réancre dans la tête des gens que ce n'est pas la bonne manière de se déplacer, on va naturellement repenser différemment les villes parce que les gens vont naturellement s'installer à d'autres endroits. La densification des villes est aussi importante parce qu'il faut rapprocher les lieux de travail des lieux de vie, intelligemment en privilégiant les espaces naturels au sol et les constructions en hauteur. Plutôt que d'avoir des villes qui s'étalent éternellement et qui n'est plus en fait qu'une grosse agglomération et donc des problèmes de percolation, une augmentation des inondations, etc. On doit repenser cela en profondeur et la question de la mobilité est quand même un acteur essentiel pour cette question-là. On doit rouvrir des gares, créer de nouvelles lignes.

Il faut s'attaquer à l'amélioration des services et s'attaquer au modèle des « voitures salaires » de société. Et il y a déjà de belles avancées. On a réussi à démontrer à Bruxelles avec la STIB que l'on peut à la fois s'attaquer à l'amélioration des services et la fréquence, et en parallèle, la gratuité. Cela a bien-sûr un coût : Bruxelles investit 1,2 milliards dans la mobilité depuis maintenant 10 ans. Les « voitures salaires » de société ce sont 4 milliards au niveau fédéral, avec une telle somme on peut régler le déficit actuel mais on peut aussi décider d'investir ça dans la gratuité de la SNCB par exemple. Par ailleurs, c'est aussi, et c'est pour ça que je pense que les débats écologique et social vont être tellement imbriqués, le modèle des

4 https://www.lavenir.net/regions/2021/09/16/stib-avec-le-tarif-jeune-hausse-de-40-des-abonnements-scolaires-LC7ORBFM3ZE-V5NA5ZCM4VK3TVQ/

voitures de société c'est un bon exemple qu'on a mis en place qui sont, de manière générale, mauvais pour la protection sociale des gens puisque ce sont des espaces non-cotisés, des salaires déguisés sur lesquels il n'y a ni cotisation, ni sociale, ni patronales qui ne financent pas la collectivité. Et qui, par ailleurs, sont largement utilisés par la classe supérieure.

Et donc quels seraient les leviers pour la suppression des voitures de société ? Est-ce que c'est très compliqué à mettre en place ?

C'est très simple mais les libéraux s'opposent depuis longtemps à cette suppression. La solution qu'on a trouvée pour cette législature c'est de dire que comme on n'a pas d'accord politique, allons au moins vers l'obligation de voitures électriques. La question doit évidemment être traitée dans le cadre d'une réforme fiscale globale – que le MR bloque pour ne pas taxer plus les plus avantagés de notre société – mais ici le problème c'est aussi que le lobby automobile utilise les voitures de société comme argument écologique grâce au fait que les voitures de société sont des véhicules modernes et donc moins émetteurs. Ce qu'il y a de compliqué c'est que c'est devenu tellement structurel en Belgique que pendant longtemps on n'a pas osé y toucher. Ce qui n'est plus forcément le cas aujourd'hui. Ta génération préfèrerait peut-être plutôt avoir une aide loyer ou à la rénovation de son appartement ou d'autres avantages extra-légaux qu'un moyen de déplacement ultra polluant. On va peut-être aussi devoir accepter, nous socialistes qu'une partie de cet argent ne soit pas entièrement soumis aux cotisations sociales et patronales, mais en tous cas réorienter ces subsidiations indirectes vers une politique qui est socialement et écologiquement juste.

De manière générale, les jeunes ne s'intéressent pas énormément à la politique en Belgique, comment expliquez-vous cela et que souhaiteriez-vous faire pour pallier ce problème de déconnexion entre la jeunesse et le monde politique ?

La première chose, c'est que ce qui est faux de dire c'est que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique. Ce qui est sans doute vrai de dire c'est que les jeunes ne s'intéressent pas aux organisations politiques, comment elles ont été créées et comme elles existent aujourd'hui dans nos pays. C'est le cas pour les partis politiques, c'est également malheureusement le cas pour les syndicats et les mutuelles. On voit bien que l'investissement dans ces structures-là est très différent de celui qu'il était il y a cinquante ans. Mais pour autant, la jeunesse est sans doute plus politisée que lorsque moi je suis sorti de l'unif en 2010. Toutes ces structures comme le SiTO qui n'existaient pas auparavant traduisent une incroyable volonté de s'intéresser à la question politique en l'abordant d'une nouvelle manière, par de nouvelles structures. Je pense qu'il faut sortir de ce discours qui dit qu'il n'y a pas d'intérêt à la politique.

Ça renvoie une vraie responsabilité aux structures institutionnelles pour accueillir toute cette énergie d'investissement politique. Parce qu'aujourd'hui toute une partie de la jeunesse, qui s'engage, n'a pas envie de le faire dans des structures institutionnelles qui sentent la poussière. Et là-dedans, tous les partis (certains plus vite que d'autres) sont en train d'évoluer quant à leur fonctionnement, aux procédés démocratiques car les jeunes forcent le changement et la réorganisation de ces structures-là.

Sur la jeunesse, je ne suis pas si inquiet, je trouve qu'il se passe plein de choses notamment sur les questions d'égalité, de féminisme, de choses que nous on ne voulait pas ou n'arrivait pas à voir. Et aujourd'hui il y a une radicalité au niveau de vos revendications qui sont justes et légitimes. Parfois très difficiles à gérer parce que comme elles ne s'expriment pas dans le cadre institutionnel, elles sont compliquées à gérer collectivement et elles créent un peu de tension. Mais je crois que ça ne peut que faire du bien à la société de se remettre en question, comment on peut recréer des espaces institutionnels dans lesquels notre jeunesse aura envie de s'investir. Il y a des sujets dont on ne parlait absolument pas il y a un an et demi et qui sont devenus ultra-centraux dans le débat politique et qui montrent qu'on est en train de faire évoluer l'ensemble des institutions par rapport à ça. Mais ça va prendre un peu de temps, ça va continuer sans doute à créer beaucoup de frustrations.

Il y a aussi une partie de la jeunesse qui ne croit plus dans les débats politiques simplement parce qu'elle estime que la politique ne s'adresse plus à elle. Mais là on revient à mon avis sur une analyse qui est très marxiste, la solution à ce problème là c'est de leur démontrer qu'on peut changer leur vie au quotidien et que demain non iels ne seront plus discriminé·x·e·s, oui iels auront un emploi bien rémunéré, avec des conditions de travail qui seront respectées. Et puis, quand on parle de la jeunesse, il faut faire attention car il y a plein de choses différentes là-dedans, plein de ressorts différents, plein d'histoires différentes aussi. Il n'y a pas une classe « jeunesse » homogène. Donc les questions socio-économiques, socio-culturelles, socio-ethniques doivent être prises en considérations. Si on en revient aux institutions que j'évoquais précédemment, je ne crois pas au fait qu'on pourrait détruire les institutions et vivre sans elles mais il faut proposer une alternative et c'est souvent le plus dur, c'est de proposer de nouvelles institutions, de nouveaux modes de gouvernance. Faire le constat c'est facile, ce n'est pas si simple de réinventer un système démocratique. On doit réussir, quand on fait société, à traduire la colère qu'on ressent dans le système ou en dehors du système. Ça c'est chacun·x·e son choix, moi j'ai choisi de le faire dans le système mais je peux comprendre qu'on veuille le faire à l'extérieur. Mais il me semble important de traduire cette colère par un combat et idéalement un combat collectif. Je crois qu'énormément de gens ont de la frustration sur comment fonctionne la société, il faut arriver à dépasser cette frustration pour en faire un combat. On doit réinventer notre modèle économique, social, écologique, institutionnel, de gouvernance. Ça fait beaucoup pour une génération. En fait, à la gauche de l'échiquier politique, un des moteurs du changement justement c'est cette colère, pas contre les gens mais contre le système, l'inégalité qui est ressentie. La force du mouvement ouvrier ça a été cette capacité de transformer cette colère par des espaces collectifs, des coopératives, des caisses d'assurances collectives en combat. Il ne faut pas répliquer le modèle de l'époque tel quel mais réussir à recréer ces espaces et l'espace numérique offre des possibilités incroyables d'espaces collectifs sans plus aucune frontière et en même temps ils créent des espaces d'une solitude incroyable. Sans doute là il y a quand même une clef sur comment réussir à utiliser cette connexion entre les individus de manière réelle à travers un espace numérique, à ce que ça devienne l'outil capable de faire de sa frustration un combat. Oui, il faut aller voter car voter c'est une petite manière d'exprimer ça, petite mais importante parce que tant qu'on est dans ce système là c'est la métrique qu'on utilise, la métrique c'est le vote. Mais que l'engagement politique ne soit vu que comme une question de vote, ça c'est ridicule. C'est un mouvement social qui est permanent et chacun·x·e choisi la façon qu'il a de s'y investir. Le changement collectif ça prend du temps mais nous allons devoir trouver des solutions à la bonne échelle et à temps au moins en termes de combat climatique par exemple. On ne peut pas rater le coche.

PTB

L'état se doit-il d'être radical ?

Octave Daube

Vice-président du Comac, mouvement étudiant du PTB

Interview par
Jane Cortvriend & Pierre Schepens

Quel est le rôle de l'État dans la transition socio-écologique ? Dans votre programme, vous émettez le souhait de renationaliser le secteur de l'énergie. Est-il envisageable de renationaliser d'autres secteurs afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Et, si oui, dans quelle mesure est-ce réalisable ?

Nous sommes convaincu·x·e·s qu'il y a besoin aujourd'hui que l'État traite le secteur de l'énergie en priorité, car c'est l'un des secteurs les plus polluants en Belgique. Aujourd'hui, nous observons au sein du secteur de l'énergie que les décisions ne sont pas nécessairement prises par les ministres de l'Énergie, mais bien souvent par le conseil d'administration d'Engie-Electrabel. Si nous n'avons toujours pas fait la transition vers les énergies renouvelables en Belgique, c'est parce qu'iels ont estimé plus rentable de miser sur le nucléaire en se versant de gros dividendes et que de trouver une solution ou de réinvestir ces dividendes dans des énergies renouvelables.

Pourtant, dans ce contexte, certains pays européens comme le Danemark, ont montré que c'était tout à fait possible. Ce pays a plusieurs caractéristiques similaires à la Belgique : beaucoup de vent, pas de pétrole ou d'uranium. L'État a lancé un programme d'éolien offshore extrêmement massif qui a eu deux effets bénéfiques : d'une part, iels sont presque entièrement passé·x·e·s aux énergies renouvelables en une génération et d'autre part, cela a créé énormément d'emplois au Danemark. Cette transition est rentable, l'État danois bénéficie d'une énergie relativement bon marché, de l'emploi et une indépendance envers les grandes puissances. En Belgique, nous ne sommes pas indépendant·x·e·s sur le plan énergétique. Lorsque nous avons décidé d'imposer un ensemble de sanctions contre la Russie, nous avons acheté du gaz de schiste très cher aux États-Unis, ce qui nous rend encore plus polluant·x·e·s. Ne pas avoir le contrôle de la production d'énergie est un problème.

Cela me ramène à la question de l'état, il nous faut de nombreuses contraintes démocratiques si nous voulons contrôler cette production. Le projet marxiste a toujours été de démocratiser la production, en la ramenant entre les mains du peuple et non pas entre celles des grandes multinationales. Il faut donc envisager comment cela peut être concrètement articulé, de manière créative et transparente, que ce soit avec une assemblée citoyenne ou autre. Ensuite, il est vrai que notre projet consiste à essayer de sortir d'autres grands secteurs, tels que le numérique, la production et autre, des mains du marché. Tous ces secteurs sont motivés par leur profit à court terme et nous voulons socialiser les grands bancs de la société.

Aujourd'hui,
le capitalisme exploite
aussi bien l'être humain
que la nature.

Nous voulons donc changer le système à ce niveau-là.

Quels sont les obstacles concrets à la réalisation de telles initiatives aujourd'hui ? Si le PTB était au Parlement, qu'est-ce que vous pourriez mettre en place pour surpasser le statu quo ? Qu'est-ce qui manque ?

Il y a de nombreux éléments possibles. Premièrement, je ne crois pas que tout va se résoudre au niveau du Parlement. Historiquement, la réalisation de nationalisations massives d'une partie de la production et une reprise du contrôle sur certains pans de la société a par exemple été possible après la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, le mouvement ouvrier était extrêmement

offensif, avec notamment la résistance communiste, qui bénéficiait d'une grande aura, ce qui a facilité l'acceptation de certaines mesures. Il y avait donc un rapport de force construit sur ce vécu qui a permis d'obtenir des victoires, comme la création de la sécurité sociale.

Ainsi, je ne veux pas donner l'impression que seule la présence du PTB au Parlement ou au gouvernement serait capable de conduire les changements sociétaux nécessaires pour faire face à la crise climatique. À mon avis, nous aurons besoin d'un rapport de force massif provenant de la rue. Cependant, avec le PTB, nous avons un programme et des mesures que nous voulons promouvoir au sein des parlements. À cet égard, nous souhaitons la mise en place d'un véritable fond d'investissement pour le climat afin de permettre des investissements sérieux dans la transition climatique. Aujourd'hui, tous les partis affirment que c'est important, mais en même temps, nous constatons que, au niveau européen, nous retombons dans des politiques d'austérité. Personnellement, je ne vois pas comment nous pourrons réaliser une transition énergétique et écologique en Belgique tout en cherchant à économiser quatre milliards d'euros par an. Je suis très curieux de voir comment les autres partis vont justifier cela. Pour prendre les engagements climatiques que nous voulons, il nous faut les prendre dans les poches des grandes fortunes et multinationales.

Comment le PTB définit-il la radicalité et est-il considéré comme radical dans le paysage politique belge ? Quel rôle joue la radicalité dans le processus de prise de décision pour réussir la transition socio-écologique ? Est-ce nécessaire ou non ?

Nous nous définissons plutôt comme un parti radical dans le sens classique du terme, c'est-à-dire comme voulant aller à la racine du problème. Pour comprendre cette radicalité, nous nous appuyons sur le marxisme, qui découle notamment du matérialisme et examine les structures économiques de la société. Marx a vivement critiqué le capitalisme. Pour nous, sans examiner les fondements des choses, on ne peut pas s'attaquer aux racines du problème. Je pourrais énumérer énormément de mesures de programme, mais fondamentalement, je crois que nous devons dépasser le cadre capitaliste et le système de marché si nous voulons vraiment résoudre la crise climatique et sociale. Le capitalisme a pour nature d'exploiter les êtres humains pour maximiser les profits. Dès que le mouvement social relâche un peu la pression, les droits sont remis en cause. C'est la même chose pour la nature. Actuellement, nous investissons encore des milliards dans de nouveaux projets liés aux énergies fossiles parce que c'est plus rentable. Le critère de rentabilité est inhérent au système capitaliste, et si nous n'attaquons pas cette racine du problème, nous pensons que nous ne pourrons pas réussir.

Notre slogan pendant longtemps a été “Les gens d'abord, pas le profit". Je crois que si nous devions le réécrire aujourd'hui, ce serait "Les gens et la nature d'abord, pas le profit". On voit clairement qu'aujourd'hui, tout est d'abord axé sur les lois du marché, qui imposent une pression sur les coûts de production, peu importe les conséquences humaines ou environnementales, et qui encouragent l'augmentation des marges bénéficiaires. C'est cela qui nous mène droit dans le mur. C'est pourquoi je pense qu'il est nécessaire d'avoir une analyse radicale.

Dans vos réflexions au PTB, avez-vous envisagé la sortie du système capitaliste et du modèle libéral uniquement dans le contexte belge, ou avez-vous également envisagé la possibilité de le faire au niveau européen ? Est-il nécessaire de s'attaquer d'abord à certaines questions à l'échelle européenne ?

La Belgique, c'est à la fois beaucoup et en même temps pas grand-chose. Je crois que la majorité de nos objectifs sont au niveau européen, voire mondial. Oui, nous aspirons à une transformation radicale de la société. L'ouverture sur le monde a toujours fait partie de l'ADN des marxistes, notamment en se sentant concerné·x·e·s par les injustices à travers le monde et en considérant les autres peuples comme nos proches.

Avec le PTB, nous avons développé, par exemple dans un livre intitulé "Fais le switch", notre vision de la nationalisation et de la reprise en main de cinq grands secteurs (logement, climat, mobilité, numérique et santé) au niveau européen. Nous pensons qu'il est plus pertinent de le faire à l'échelle européenne, notamment dans le domaine de l'énergie, car il est tellement monopolisé aujourd'hui. En effet, je crois qu'il y a seulement six ou sept entreprises d'énergie[1] qui opèrent dans toute l'Europe, ce qui rend la nationalisation plus réalisable. Cependant, ce qui me dérange, c'est de voir cette échelle européenne utilisée pour se décharger de ses responsabilités. Par exemple, le Parti Socialiste, membre du gouvernement Vivaldi, n'a presque rien fait pour taxer les grandes fortunes en affirmant "il faut taxer les plus grandes fortunes au niveau européen", alors qu'il aurait été possible de le faire ici. Je ne veux donc pas simplement dire que cela doit être fait au niveau européen pour permettre aux gouvernements belges de ne pas prendre de mesures. Cependant, il est évident que la question climatique ne peut pas être abordée uniquement au niveau belge.

1 Selon le document du PTB “Fais le Switch”, sept multinationales (Engie, EDF, E.ON, Iberdrola, ENEL, Vatenfall et RWE) dominent aujourd'hui l'ensemble du marché de l'énergie en Europe.

Comment concilier la radicalité avec une incitation au changement de comportement dans le contexte de la crise climatique ? Comment envisagez-vous la communication avec les différents pans de la population pour promouvoir des mesures plus radicales auprès de celles et ceux qui sont réticent·x·e·s à changer leurs habitudes ?

Justement, je trouve qu'aujourd'hui le problème réside dans le fait qu'on a tenté une approche non-radicale, ce que nous appelons le capitalisme vert. Le Green Deal européen en est une incarnation, avec un grand nombre de subventions accordées aux grandes entreprises pour les inciter à effectuer leur transition. Pour elles, ce sont des incitatifs financiers et un soutien, mais pour les travailleur·x·euse·s, cela se traduit par des taxes, des hausses de prix alimentaires, et des changements imposés. Notre objectif est de renverser cette dynamique. Nous voulons que les grandes multinationales, qui ont pollué et détruit la planète, paient leur part, et souhaitons plutôt des incitations pour les gens. Aujourd'hui, par exemple, les produits biologiques sont trop chers pour beaucoup de personnes, mais nous pourrions avoir une marge de manœuvre avec un programme radical. Les grandes multinationales de l'agroalimentaire réalisent des bénéfices record, alors que le coût de la vie augmente, et que les salaires restent bloqués en Belgique. Au lieu de demander aux personnes de changer leur mode de consommation, nous devrions nous attaquer aux bénéfices des géants de l'agroalimentaire, qu'il s'agisse des multinationales en amont de la chaîne de production de céréales ou des grandes chaînes de distribution alimentaire. Je pense qu'un programme radical qui s'attaque aux multinationales peut réconcilier les aspirations en matière de justice sociale et de justice climatique.

Penses-tu que dans d'autres secteurs très polluants comme celui des transports, des mesures radicales telles que la limitation du nombre de vols pour les citoyens, pourraient être intéressantes ? Si oui, comment pourrait-on les complémenter pour les rendre plus acceptables ?

Je pense que nous pouvons agir de deux manières. Tout d'abord, nous devons nous attaquer aux personnes qui utilisent le plus l'avion, notamment en régulant l'utilisation des jets privés.

Je trouve incroyable qu'il n'y ait pas de réglementation pour les jets privés, certain·x·e·s les utilisent comme s'iels prenaient leur voiture !

Je suis d'accord pour qu'on limite celles·x·eux qui prennent le plus l'avion et donc polluent le plus. D'autre part, nous devons proposer aux personnes des alternatives positives, comme le développement de moyens de transport ferroviaire abordables et accessibles à travers l'Europe. Actuellement, si vous avez un budget limité, votre seule option pour voyager à l'étranger est souvent l'avion. Cela signifie que si nous interdisons les vols, seul·x·e·s les riches pourront se permettre de voyager loin, tandis que les autres seront limité·x·e·s à des destinations locales. Il est clair que pour les personnes à faible revenu, les vacances et les congés sont très limités. La première étape consiste donc à cibler ceux·x·elles qui utilisent massivement l'avion et dont la proportion est très petite. Ensuite, nous devons vraiment investir dans le transport ferroviaire.

Certaines personnes critiquent l'opposition du PTB à des taxes visant à réduire les émissions de gaz à effets de serre telles que la taxe carbone sur le chauffage et le carburant, ainsi que la taxe kilométrique. Au lieu de ces mesures, que le PTB juge inégalitaires, il propose de taxer les gros pollueurs pour les inciter à investir dans la transformation de leurs outils de production. Comment envisagez-vous de mettre en pratique cette obligation et quelles sont vos réponses à ces critiques ?

Il y a deux ans et demi, lors d'un congrès avec le PTB, nous avons abordé la question climatique et constaté deux tendances idéologiques qui entravent la transition climatique. D'une part, le climato scepticisme, propagé par l'extrême droite radicale, qui nie la réalité du changement climatique pour semer le doute dans la tête de la population. D'autre part, un sentiment de rejet du climato-élitisme émerge, où le climat semble être

2 Des chiffres précis sur les émissions sont disponibles sur le site fédéral belge pour une information fiable sur les changements climatiques, « climat.be » : https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/emissions-par-secteur

une préoccupation réservée à certain·x·e·s et toujours accompagnée de taxes supplémentaires. Cette approche dégoûte profondément du combat écologique et rend le pont très facile avec le climatoscepticisme. Il y a une injustice profonde dans le fait que les plus responsables soient les plus aidé·x·e·s par des subsides et des politiques d'incitants et celles·x·eux qui sont les moins responsables, au bout de la chaîne, se voient imposer des taxes supplémentaires. Avant de punir les citoyen·x·ne·s qui dépendent de leur voiture, nous devons offrir des alternatives sérieuses, comme un système de transports en commun efficace. Si une mesure entraîne un éloignement de la classe travailleuse du combat pour le climat, nous considérons cela comme un recul qui va nous empêcher de faire le changement de société qui nous est nécessaire.

Nous proposons donc de réguler les grandes multinationales responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre en imposant des normes contraignantes. Aujourd'hui, en Belgique, la production est responsable de 40 à 50 % des émissions de gaz à effet de serre[2], dont la moitié provient de la consommation d'énergie liée à la production. Cinq grandes multinationales (Engie-Electrabel, Total, ArcelorMittal, BASF et ExxonMobil) représentent environ 20 % de ces émissions[3]. Cette évaluation est rendue possible grâce au système européen d'échange de quotas d'émission, l'ETS. Les entreprises reçoivent un nombre de bons d'émissions et peuvent en racheter à d'autres entreprises ayant moins consommé. Il y a donc un marché d'émissions de gaz à effets de serre. Par conséquent, la réduction des émissions est beaucoup trop lente par rapport aux objectifs nécessaires. Ce système offre néanmoins l'avantage de permettre le suivi précis des émissions de chaque multinationale annuellement et par site. Cette connaissance nous donne
ce qui est réalisable. Certains secteurs, comme

la possibilité d'imposer des normes contraignantes exigeant une réduction des émissions sur cinq ans,

l'industrie de l'acier, montrent qu'une transition vers des pratiques moins polluantes est possible. Par exemple, sous la pression du mouvement syndical, l'industrie de l'acier aux Pays-Bas (entreprise Tata Steel) s'est engagé dans une transition verte tout en préservant l'emploi. Cette réussite démontre qu'il est envisageable d'imposer des changements similaires dans d'autres secteurs au cours des cinq à dix prochaines années. Les entreprises seront contraintes de réinvestir une partie de leurs bénéfices dans des pratiques de production plus respectueuses de l'environnement, mettant ainsi fin à un marché non régulé de produits financiers.

L'État belge a-t-il assez de marges de manœuvres pour mettre en place et faire appliquer ce genre de mesures ? Quels sont les obstacles principaux ?

Le plus gros obstacle réside dans le lien étroit entre l'État belge et les plus grosses entreprises du pays. Si l'on examine le cabinet de la ministre de l'Énergie (Tinne Van der Straeten) on constate la présence constante de personnes ayant travaillé chez Engie pendant des années. De plus, des partis tels que le MR sont ouvertement liés à la grande bourgeoisie belge et défendent ses intérêts au Parlement et au sein du gouvernement. Le problème majeur actuel réside dans le manque de volonté de l'État à s'opposer aux industriels et à la grande bourgeoisie. Nous avons besoin d'un mouvement climatique puissant et durable, intégrant notamment les syndicats et les travailleur·x·euse·s, car c'est dans leurs entreprises que se dérouleront les changements concrets. Si les travailleur·x·euse·s ne sont pas convaincu·x·e·s de l'importance de la transition écologique et si les syndicats ne se mobilisent pas sur cette question, un autre obstacle se dressera. C'est pour cela que la conscientisation et le fait de ne pas repousser une partie des personnes en dehors du climat est primordial. Ce rapport de force doit s'exprimer à la fois sur le plan institutionnel et politique, mais aussi dans la rue, pour faire pression et provoquer le changement.

En général, les jeunes semblent peu intéressé·x·e·s par la politique en Belgique. Comment expliquez-vous ce phénomène d'incompréhension voire de méfiance envers les institutions et certains partis politiques ? Quelles mesures proposez-vous pour rétablir la confiance et réengager les citoyen·x·e·s dans le processus politique ?

C'est une question très large, mais je pense qu'il y a deux problèmes distincts à considérer. D'abord, au niveau belge, notre système institutionnel est extrêmement complexe, ce qui est utilisé par une partie du monde politique pour se renvoyer la balle en permanence. Personne ne semble vouloir assumer la responsabilité des décisions. Nous, au PTB, militons pour plus d'unité dans notre pays en refédéralisant en partie notre État et clarifiant les chaînes de commandement en éliminant les doublons ministériels. Ensuite, au niveau européen, nous sommes confrontés à une crise généralisée de la démocratie et des partis traditionnels. Depuis quarante ans, peu importe pour qui vous votez, à la fin, ce sont des recettes néolibérales qui sont appliquées : privatisation perpétuelle des services publics, austérité, désinvestissement, pression sur les salaires et les pensions, etc. Cela engendre un sentiment de dégoût envers le système politique, que l'on vote pour la gauche ou pour la droite. La gauche, une fois au pouvoir, ne semble pas tenir ses promesses électorales, les programmes étant souvent mis de côté une fois les élections terminées. En Belgique, cette tendance est flagrante, les compromis politiques menant souvent à l'abandon des engagements électoraux. Le PTB vise à construire une gauche forte, radicale, de rupture s'attaquant au problème capitaliste et cherchant à rétablir le rapport de force tant au parlement que dans la rue. L'objectif est de recréer ce grand mouvement de gauche qui a permis de grandes victoires sociales après la Seconde Guerre mondiale, cette fois-ci en faveur d'une transition écologique ambitieuse. C'est cela notre stratégie.

Sur la question de la jeunesse en particulier, je ne suis pas persuadé qu'elle soit moins politisée, mais bien qu'elle ait ses propres codes. Par ailleurs, en France, le système est l'opposé du système belge au niveau politique. Les multinationales jouent un rôle énorme dans les choix politiques qui sont faits en Belgique. Et cela fait partie aussi de l'ADN du PTB de dire qu'on ne va pas faire les choses à la place des gens. À chaque fois que je fais un débat dans une école ou ailleurs, je dis aux jeunes, évidemment, votez pour le PTB, je ne vais pas dire l'inverse. Mais aussi,
C'est comme ça qu'on voit le changement, c'est

vous devez vous saisir de vos propres combats et des questions qui vous interrogent.

comme ça qu'on voit les rapports de forces et qu'on obtient des victoires.

2 Ces données proviennent d'une étude menée par le PTB (2019), basée sur des chiffres issus de l'ETS, disponible via https://assets.pvda.be/downloads/dossiertop5pollueurs2019fr.pdf

MR

Technosolutionnisme et greenwashing

Rémy Leboutte

Conseiller "Energie, Climat, Environnement, Agriculture, Institutionnel" pour le MR

Interview par
Caroline Alvarez & Pierre Schepens

Faisons un point rapide de votre bilan : quels moyens avez-vous investi pour mener la transition socio-écologique ? Dans quelle proportion ces moyens se sont-ils inscrits dans des solutions technologiques ? Et dans quelle mesure cela a-t-il produit des résultats bénéfiques pour l'entièreté de la population belge ?

Sur le premier point, nous utilisons plutôt le terme de durabilité ou développement durable que transition socio-écologique. La notion comprend, selon l'ONU, les trois dimensions : l'économie, le social et l'environnemental. Vous, vous dites que c'est absolument intriqué, l'environnement et le social, mais en fait, l'économie et le social sont encore beaucoup plus intriqués. Si vous avez des problèmes économiques, vous avez des problèmes sociaux. Et de même pour l'économie et l'environnement : c'est la fin du mois qui s'oppose à la fin du monde. Souvent, la fin du monde, on la balance aux oubliettes lorsqu'on a des autres problèmes plus immédiats : il faut manger, il faut payer les factures. La durabilité, c'est une vision systémique de la société définie par les 17 objectifs du développement durable.

Ce bilan-ci, en ce qui nous concerne, moi, je trouve qu'il est plutôt positif. Parce qu'on a poussé des mesures qui ont un impact concret, mesuré, et qui, en plus, respectent les balises de l'économie et du social. Au niveau de l'Autorité fédérale, vous n'êtes pas sans savoir qu'on a bataillé fort pour le nucléaire, mais ce n'est pas pour rien. C'est une logique industrielle avec des cycles d'investissements à 50, 60 ans. Si vous ne lancez pas le train maintenant, la transition énergétique ne se fera pas. Il y a 20% d'énergie décarbonée dans ce pays. Le reste, c'est du pétrole et du gaz.[1] Donc, en gros, on est très mal parti. 10%, c'est le nucléaire. Les autres 10%, c'est 5% des molécules vertes et assimilées. Et les autres 5%, c'est l'éolien et le solaire, pour faire simple.[2] Quand on doit être à moins 55% d'ici 2030 et à 0 (la neutralité carbone) d'ici 26 ans, vous ne commencez pas à chicaner en retirant les 10% de nucléaire qui restent. À un moment, il faut y aller sur nos atouts, il faut tout mettre à fond si nous voulons atteindre nos objectifs.

Concernant l'éolien offshore, on est assez content·x·e·s qu'on ait augmenté les objectifs de puissance installée à l'horizon 2030 (5,8 GW contre 4 GW il y a quelques années) et nous plaidons pour qu'on l'augmente encore plus.[3] Le problème est qu'on n'a plus de place en mer du Nord parce qu'on a des zones de Natura 2000, donc je plaide qu'on le mette en extraterritorial. Mais je me désole un peu que l'appel d'offres pour la zone Princesse Elisabeth qui pourrait accueillir une puissance installée de 3,5 gigawatts ne soit pas encore lancé. On est en retard. Vu les perspectives d'augmentation de la consommation électrique d'ici 2035,[4] je plaide pour qu'on maintienne et construise le plus de centrales pilotables décarbonées possible dans ce pays pour à tout prix, assurer la sécurité d'approvisionnement et accompagner la transition énergétique.

Pour nous, la transition est avant tout une affaire industrielle et technologique. Opposer la technologie à l'adaptation des comportements me paraît sans objet parce qu'en fait, toute nouvelle techno-

1 SPF Economie, « Chiffres-clés de l'énergie – Hiver 2024 », consommation d'énergie finale 2022, pp. 12-13, https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Publications/files/Belgian-Energy-Data-Overview-hiver-2024.pdf
2 A mettre en perspective avec les années précédentes : 2022 est atypique avec un hiver doux et des prix de l'énergie très hauts (moindre consommation de pétrole et de gaz). Pour les chiffres mentionnés ici, il faut détailler l'origine de la production électrique (p. 28) dans le graphique de la consommation finale d'énergie où l'électricité représente 18% environ.
3 Notamment en augmentant la puissance des parcs actuels ou en mettant en place des parcs dans les eaux extraterritoriales.
4 Un schéma très clair en page 18 du rapport d'Elia « Adequacy & Flexibiliy », juin 2023, https://issuu.com/eliagroup/docs/adequacy_flexibility_study_for_belgium_2024-203?fr=sOTBhNDYxOTUwMTY

logie induit une adaptation des comportements. Demandez-vous comment vous fonctionneriez avant le gsm, avant internet et votre ordinateur, avant le transport moderne ? Vos comportements s'adaptent à des nouvelles technologies sans arrêt. Dans les modèles qui scénarisent la société vers un monde neutre en carbone (avec plusieurs chemins de transition), il y a parfois des scénarios qui mettent en avant les évolutions comportementales et les innovations sociales comme moteur principal de la transition. C'est assez flou et confus de comprendre quelles mesures et politiques concrètes pourraient engendrer de tels comportements je trouve. Là, l'idée, c'est de se dire que les innovations sociales et les comportements conscients (« On va baisser le chauffage ») seront les vecteurs de changement. Les gestes de chacun pour le climat et l'environnement, je ne suis pas contre (nous les encourageons plutôt), mais je ne vois pas comment j'arrive à contrôler ça au niveau de toute la population. Comment aller diriger tous les thermostats des gens à 19 degrés ? Et les récalcitrants ? Finalement, je pense que l'objectif doit simplement être de décarboner ce qui est carboné.

Quelle place accordez-vous aux solutions technologiques pour permettre la transition socio-écologique ? Est-ce indispensable pour respecter les accords de Paris en termes d'émission de GES ? Est-ce compatible avec la vision d'un monde reposant sur des low-tech ?

La technologie est centrale dans notre mouvement. Pas forcément parce qu'on y croit et que c'est notre Dieu Prométhée mais parce qu'au bout du compte, c'est elle qui arrive à amener des solutions durables et concrètes.

Je vous ai parlé du nucléaire tantôt, c'est très concret. C'est comme pour la limitation de la vitesse sur les autoroutes : c'est très bien mais je préfère mettre l'accent sur une politique qui met des bagnoles neutres en carbone sur les autoroutes. Ça décarbonera d'autant mieux. Pourquoi ? Parce qu'il sera extrêmement difficile et chronophage de faire passer la mesure de la limitation de vitesse parce que c'est impopulaire. Les gens se sentent attaqués dans leurs libertés. Souvent, ces innovations sociales touchent à des valeurs fondamentales qui constituent les individus. Et là, ça devient délicat parce qu'il y a des piliers culturels et des normes sociales derrière. Et les piliers culturels, c'est très long à faire évoluer.[5] La tendance ne s'inverse pas en 10 ans. Un autre exemple, cité notamment par Jancovici est celui du bâti. Il faudrait arrêter de construire du bâti et que la taille des logements soit de plus en plus petite par ménage. Ce qui est embêtant parce que l'évolution et la tendance sociologique montre qu'on vit de plus en plus seul·x·e·s dans des logements de plus en plus grands[6] : pourquoi ? Parce qu'on vit de plus en plus vieu·x·eille·s et nous divorçons plus que nos aînés. D'un point de vue sociologique, le fait que les personnes âgées puissent rester à leur domicile sans aller dans des maisons de repos, c'est plutôt vu positivement. Toute la politique wallonne concernant les aînés, par exemple, c'est de maintenir les gens chez eux le plus longtemps possible pour leur bien-être. Deuxième point, le divorce. Divorcer, en général, ça crée deux logements au lieu d'un. Mais c'est plutôt une évolution sociologique vue positivement par la société parce que cela permet à chaque conjoint de sortir d'une relation dans laquelle il ne s'épanouit plus. Comment est-ce qu'on concilie ces phénomènes sociaux avec une stratégie sur le bâti qui part du principe que (1) je ne dois plus construire (0 artificialisation) et (2), les logements doivent être trois fois plus petits ?

Quelle est votre définition du greenwashing ? Dans la vision de votre parti, comment vous positionnez-vous par rapport aux entreprises énergétiques polluantes qui cherchent à reverdir leur image ?

Sur la définition du greenwashing, je dois vous avouer que je n'ai jamais défini ça. J'ai juste été voir, en gros, c'est du marketing sur le thème de l'écologie qui vise à rendre plus vert alors qu'on ne l'est pas forcément objectivement. Nous, au niveau de notre mouvement, on s'efforce toujours, dans tous les cas, d'avoir un discours de vérité. Donc, quand une entreprise ment, c'est compréhensible dans la mesure où elle essaye de se rendre désirable envers ses client·x·e·s, les séduire avec les enjeux du moment. Donc, c'est du mensonge et il faut pouvoir le dénoncer. Et ça, il me semble que les associations écologistes, par exemple, le font très bien. Mais je suis beaucoup plus large que ça. Je veux dénoncer les mensonges partout où ils sont. Parfois, j'ai aussi des associations écologistes qui me disent des mensonges, au moins par omission. Pour ça, la plupart du temps, je les oblige à contextualiser ce qu'elles racontent.

Un discours de vérité est primordial. Par exemple, l'Union européenne est en train de se battre pour mettre un objectif 2050 de neutralité pour les gaz à effet de serre[7]. Du point de vue belge, au niveau gaz à effet de serre, on est à moins 25% depuis 1990[8]. On plafonne depuis 2015, environ. On doit atteindre en 2030, vous le savez normalement, moins 55%. Le Bureau du Plan dit qu'on sera à moins 24,4% en 2028.[9] On est en train de se planter sur notre trajectoire et je considère cela comme presque une forme de mensonge. Dire la vérité aux gens, je pense que c'est une des missions des autorités publiques. Dans son programme, le MR plaide pour qu'on objective tout ça.[10] Qu'on dise : « telle politique, on estime que ça fait autant de millions de tonnes de CO_2 évitées ». Et nous plaidons pour qu'on aille encore plus loin et qu'on objective pour chaque personne l'impact des biens de consommation. Vous savez, la plupart des gens ont une idée assez vague de leur impact carbone. Je plaide pour qu'on objective l'empreinte carbone de la même manière que les indices comme A, B, C pour la santé (ecoscore), mais pour les émissions CO_2. D'un point de vue biodiversité et des autres enjeux environnementaux, ce sera plus compliqué parce que ça devient alors beaucoup d'indices environnementaux rapportés à beaucoup de situations particulières mais c'est parfaitement faisable pour la seule donnée du CO_2 (et des autres gaz à effet de serre). Je pense sincèrement que les autorités publiques doivent s'y mettre. Pas forcément pour tout faire elles-mêmes, mais à tout le moins harmoniser les méthodes de calculs des émissions de GES (captages et émissions) pour les appliquer à l'échelle individuelle (et microéconomique).

Au niveau européen, avec le système ETS, on a vraiment enregistré des baisses des émissions dans les secteurs concernés. Le marché ETS a beaucoup dysfonctionné par le passé. Ce n'est pas simple à mettre en place, mais une fois que ça fonctionne, ça fonctionne. C'est comme pour la taxe carbone. Je dis : oui, mais attention, il faut investir dans les alternatives. D'une manière générale, si tu imposes un changement de comportement (via une taxe ou une contrainte), il faut permettre l'émergence et/ou investir massivement dans des alternatives sinon ce changement est mal accepté socialement par les personnes concernées. Sans cela, les personnes concernées sont coincées et elles deviennent folles.

Parlons un peu de social et de technologie. Dans le cas où une solution technologique permettrait de rencontrer des objectifs en matière de réduction de gaz à effet de serre, mais qui créeraient en même temps des inégalités entre les différentes classes sociales, comment est-ce que vous vous positionnerez ?

Je vais vous préciser certaines choses comme ça, vous verrez comment j'ai réfléchi. On ne s'inscrit pas vraiment dans la vision des classes sociales. C'est une vision très marxiste de la société et ce n'est pas notre tasse de thé. On a toujours combattu les thèses de Marx et de ses héritiers. Nous, vraiment le cœur de notre pensée, c'est l'égalité en droit. Ce sont les articles 10 et 11 de la Constitution belge : « Les Belges sont égaux devant la loi » et « La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. »[11]. Donc, une mesure qui créerait des classes entre les gens, c'est-à-dire en gros des esclaves ou un apartheid, ce n'est pas possible dans notre ordre juridique.

Concernant des solutions qui seraient moins abordables pour les personnes moins aisées économiquement comme les rurales·x·aux et les travailleur·x·euse·s, nous défendons ces personnes envers et contre tout dans nos propositions. Nous sommes le parti de la classe moyenne[12] et nous défendons les gens qui travaillent. Après, même si les inégalités économiques augmentent mais que la croissance économique est là (le gâteau est plus gros chaque année), il est possible d'adapter le système social, notamment, pour compenser ces inégalités ou en tout le moins les empêcher de se creuser. C'est d'ailleurs ce que fait notre système social d'une manière générale. C'est pour ça qu'on a une société parmi les plus égalitaires à l'échelle du monde. Après, le tout, c'est de ne pas fractionner la société en prenant des mesures qui laissent certains au bord du chemin et de ne pas casser les moteurs de notre prospérité.

Vis-à-vis des élections de juin 2024, votre position est-elle de maintenir une croissance économique. Si oui, est-ce que vous

5 Exemple : notre vision de la société sur le divorce ou le fait de ne plus rester chez ses parents jusqu'au mariage, le rôle du logement dans l'accomplissement d'une vie, etc.
6 Voir par exemple la fiche p. 27 des chiffres-clés de l'IWEPS pour la Wallonie : https://www.iweps.be/wp-content/uploads/2023/10/CC2023_web_compressed.pdf
7 Réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE, objectifs nationaux pour 2030 : https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20180208STO97442/reduction-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-dans-l-ue-objectifs-pour-2030
8 Historique des émissions de gaz à effet de serre: https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/historique
9 Bureau fédéral du Plan, « Perspectives économiques 2023-2028 », op.cit., p. 18 et p. 20
10 Réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE, objectifs nationaux pour 2030 :
11 Constitution belge, https://www.senate.be/doc/const_fr.html
12 Pages 87 et 88, https://www.mr.be/wp-content/uploads/2024/02/PROGRAMME-GEN-2024-1.pdf

considériez que le terme croissance verte est pertinent ?

Oui, on s'inscrit clairement dans ce qu'on appelle la croissance verte, même si je trouve que le terme est très connoté, un peu péjoratif même. Nous parlons plus volontiers de découplage entre la hausse générale du bien-être économique d'une part et la diminution des pollutions et autres externalités négatives d'autre part.

Cette notion de découplage est vraiment centrale chez nous et on estime que la croissance économique n'est pas forcément inconciliable avec la durabilité. Et j'irais même un cran plus loin : nous n'atteindrons pas nos ambitieux objectifs environnementaux et climatique sans cette croissance, notamment du point de vue de l'adaptation.

On remarque que les pays qui sont riches s'adaptent beaucoup mieux et sont beaucoup plus résilients à tous les impacts négatifs du changement climatique. Si tu t'appauvris, parce que finalement, la décroissance n'est qu'un appauvrissement collectif, tu as finalement moins de moyens pour pouvoir réagir à quelque chose et atteindre tes objectifs. Donc, le découplage, très important chez nous mais il existe déjà : depuis 1990, le bien-être belge et européen continue de croître, mais je vous ai dit, nous sommes à moins 25% d'émissions de GES depuis la même période. C'est un découpage relatif, en fait. Il n'est pas encore absolu, mais c'est un découplage.

Je vais vous faire un point sur la décroissance et la sobriété. On n'est pas contre la sobriété qui, pour moi, reste une vertu éminemment individuelle. Mais il faut qu'elle reste individuelle. Si vous êtes très conscient de votre empreinte carbone ou de votre pollution, c'est super si vous pouvez prendre des mesures en toute liberté pour limiter votre empreinte carbone ou environnementale. C'est pour ça aussi que nous voulons réussir l'enjeu d'informer et de conscientiser mieux les gens. Mais à partir du moment où cette sobriété est imposée à tout le monde, ça commence à me poser un problème. Parce qu'à ce moment-là, on touche aux libertés individuelles et/ou aux vecteurs de prospérité du pays – ce qui signifie des impacts économiques et sociaux. Et à ce niveau-là, une sobriété collective, ce n'est jamais que de la décroissance, concrètement. Poussée au bout, cela signifierait sortir de l'économie de marché et, de manière générale, je ne considère pas les économies planifiées comme étant des bonnes solutions du point de vue économique, social et même environnemental ! Et je n'ai jamais observé non plus une décroissance collectivement et démocratiquement consentie et librement choisie dans une société. Toutes les décroissances économiques ont toujours été subies par des chocs exogènes ou endogènes. Le COVID, c'est une décroissance due à un élément exogène (un virus mondial). En général, une décroissance n'est jamais drôle. Les citoyens, surtout les plus précaires, se prennent droit dans la figure toutes les conséquences néfastes de cette contraction collective du bien-être.

Tous ces hommes et femmes politiques savent parfaitement bien que le premier point que demandent les électeur·x·ice·s à leurs représentant·x·e·s, et surtout aux partis politiques, c'est le pouvoir d'achat.[13] Et on ne fait pas plus de pouvoir d'achat dans une société en décroissance.

De manière générale, les jeunes ne s'intéressent pas énormément à la politique en Belgique. Comment pouvez-vous expliquer cela et que souhaiteriez-vous faire pour pallier ce problème ?

Mon avis personnel est que la politique n'agit plus assez sur le réel. Beaucoup de gens disent : il faut faire plus de démocratie participative. Pour moi, ce n'est pas ça le problème principal. Ce n'est pas le démos, c'est le kratos, donc l'autorité qui fait défaut. Aux Etats-Unis, quand vous regardez les électeur·x·ice·s de Trump, c'est ce qui les motive. Iels veulent que quelque chose change. Et c'est pareil en Argentine, au Brésil, c'est quelque chose qui est mondial. Les économies ouvertes ont amené une série de choses positives, mais aussi de difficultés dans la mesure où l'État-Nation est moins bien adapté pour agir, parce qu'il y a des frontières plus poreuses, il a des acteur·x·ice·s qui peuvent lui échapper. Le deuxième point, il me semble, c'est le fait que ce fameux kratos, cette autorité publique, elle est de plus en plus fractionnée. L'Europe influe énormément sur le droit de ses Etats membres et en Belgique, le pouvoir est encore fractionné entre l'Autorité fédérale, les Communautés et les Régions.

Par rapport à la jeunesse plus spécifiquement, nous, ce qu'on a comme sentiment, c'est que les jeunes se préoccupent de questions qui sont politiques (dans le sens : des grands choix collectifs). Ce qui est plus problématique, c'est l'aspect institutionnel de la politique qui est lourd, compliqué et lent. C'est plus ce décalage-là entre une jeunesse qui est très concernée par toutes sortes de problématiques actuelles et d'ordre politique, et justement, le fait qu'elle ne soit pas tellement impliquée dans ce système institutionnel-là alors qu'elle pourrait l'être. Il faudrait réussir à créer peut-être davantage de dialogues entre cette jeunesse et ce monde politique, que la jeunesse peut voir comme vieillissant et parfois presque d'un autre siècle. Après, ce n'est pas quelque chose de nouveau : on observe que ce décalage entre jeunesse et politique a souvent été présent dans les sociétés humaines. Mai 68, c'est une révolte de la jeunesse contre le carcan social imposé de la société bourgeoise incarnée par le Général de Gaulle à l'époque. Je vous ai dit que la première préoccupation des électeur·x·ice·s de manière générale, c'était le pouvoir d'achat. Mais chez les jeunes, c'est l'environnement et le climat. Il faut pouvoir répondre à ça. Mais les gens qui sont au pouvoir, en général, doivent aussi répondre à tout le reste : sécurité, soins de santé, défense, climat, agriculture, énergie, pouvoir d'achat, etc. Ce sont autant d'arbitrages à faire : « je mets autant de millions dans la police, puis je mets autant de millions dans la santé, et puis, pour le climat, je vais essayer de faire ça. Et puis, j'ai une crise sur les bras (inondations, pandémie, crise énergétique, au choix) : donc je fais face à la priorité du moment puis je fais quelque chose d'autre. »

Contrairement à un modèle climatique théorique, tu ne pars jamais d'une feuille blanche quand tu fais une politique climatique une fois au pouvoir. Ça n'est jamais que des choix mais, comme l'a dit Machiavel : « En politique le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal. »

13 Voir par exemple les graphiques du grand baromètre de La libre du 26 avril 2024 : https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2024/04/26/quels-themes-interessent-les-futurs-electeurs-a-quelques-semaines-du-scrutin-de-juin-MSMRSLAHXVDV5KLXPMKGCXBMH4/

DÉFI

« Une croissance qualitative », solution qualitative à la crise climatique ?

Jonathan De Patoul

Député DéFI au parlement régional bruxellois

Interview par
Lucien Veys & Pierre Schepens

Pour commencer, dans le programme de Défi pour 2024, il est indiqué que vous prôniez une écologie pragmatique. Qu'entendez-vous par là ?

Je précise que les éléments du programme dont vous parlez sont issus des axes programmatiques, écrits il y a un an, en se disant qu'on prend de l'avance. Nous sommes encore en train de les peaufiner. Il ne s'agit pas de la version définitive, même si la philosophie générale y est.

La première chose à dire, c'est qu'aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut absolument lutter contre le dérèglement climatique. Nous partageons ces objectifs, la question n'est pas là. Il s'agit plutôt de savoir comment limiter ce dérèglement ? Pour y arriver, nous pensons devoir être pragmatique sur la question. Il ne faut pas se perdre dans mille choses : cette transition doit être juste, positive et équilibrée. La question sociale est importante : si on n'arrive pas à avoir la population avec nous dans cette transition, cela ne fonctionnera pas.

Comment faire ? De manière pragmatique, en commençant par tout ce qui est possible. Nous pouvons déjà faire une série de choses qui permettent des grands pas en avant sans être trop compliquées.

Nous nous inspirons, entre autres, de Bertrand Picard, qui a pas mal écrit sur ces questions-là, il mentionne « être logique autant qu'écologique » pour y arriver.

Je vous donne quelques exemples de pragmatisme. Tout d'abord pour la question de la rénovation du bâti, on est tous·x·tes conscient·x·e·s que le chauffage domestique est une des grandes causes d'émission de gaz à effet de serre. Les logements bruxellois sont encore en partie des passoires et, en théorie, il faut rénover 16 000 logements par an pour arriver à la neutralité carbone voulue en 2050. Aujourd'hui, or on en rénove 3 000 chaque année à l'heure actuelle1. Être pragmatique, c'est aussi ne pas mentir à la population : nous n'arrivons pas pour le moment à isoler un nombre suffisant de logements par an, et ce n'est pas en 2049 qu'on fera tout ce qui reste. Ainsi, mettons en place des échéances claires. Aussi, commençons par ce qui est « facile », et qui nous permet de gagner « le plus d'isolation » : les toitures. Il reste 30% de toitures non isolées à Bruxelles, commençons par ça ! Un autre exemple, est les audits énergétiques. Les personnes voulant rénover n'ont souvent pas l'argent pour tout faire et n'ont que rarement les connaissances techniques,Financer / donner une prime pour réaliser ce type d'audit permet d'avancer dans la bonne direction. Un·e spécialiste viendra aider les personnes pour choisir par quoi commencer, comment et avec quels matériaux. On ne parle pas assez des matériaux. Si l'on souhaite être pragmatique, il faut mettre des matériaux qui ont un coût énergétique et environnemental faible à la production sinon ça n'a pas de sens. C'est ce qui paraît parfois un peu du bon sens ou de la logique, mais nous, ça nous paraît indispensable parce que sinon, on va la rater cette transition et on n'arrivera pas à nos objectifs.

Dans cette idée de l'écologie pragmatique, vous parlez de croissance qualitative. Comment définissez-vous ce terme ?

Aujourd'hui, on a tendance à opposer deux grands courants. D'une part, c'est la croissance quantitative, la croissance ultra-libérale. Ce courant dit que la technologie va de toute façon nous sauver, donc il faut continuer à produire pour créer de la richesse. D'autre part, la question de la décroissance. C'est une question à laquelle j'ai beau-

coup réfléchi. Je trouve le concept intéressant, mais ça nous paraît quand même être une philosophie sans beaucoup de psychologie. Parce que demain, qui veut décroître ? Il faut payer les soins de santé, l'éducation, les aides sociales, … Lors de la crise du COVID, on a eu une décroissance de 5 à 10% et ça n'a pas fait rire grand monde. À côté de ça, il y a peut-être une troisième voie : la croissance qualitative, c'est-à-dire, comme son nom l'indique, pas une croissance de quantité, mais une croissance de qualité.

Une croissance qui va réparer plutôt que détruire. Par exemple, il y a une croissance, qui nous paraît qualitative et intéressante, grâce à des projets d'économie circulaire.

Elle permet de l'emploi local, non-délocalisable, mais aussi une réutilisation de matériaux et donc une diminution des extractions des ressources naturelles.

Est-ce que la croissance verte rejoint l'idée de croissance qualitative ou ces termes sont-ils différents ?

Cela dépend évidemment des gens qui utilisent ce terme et comment est-ce qu'iels le considèrent. Pour moi, c'est la même chose. Je n'aime pas utiliser le mot croissance verte parce que je trouve que c'est connoté négativement au sein de la population, ça prend une tournure dogmatique et polarise trop les discours.

La mesure du PIB est intrinsèquement axée sur la croissance quantitative. Est-ce que vous pensez que les modèles économiques dominants peuvent entraver la transition vers l'économie plus circulaire que vous prônez ? Est-ce que le système dans lequel on est actuellement peut poser problème ?

C'est évident que le système économique dominant, celui qui a été enseigné jusqu'à maintenant, arrive à bout de souffle. Le PIB est un critère qui est complètement périmé et dépassé. Maintenant, on parle de plus en plus de la question d'évaluer en fonction du bien-être des personnes et non simplement en prenant le produit intérieur brut. Même si notre PIB est excellent, il peut être issu d'une croissance destructrice et polluante, ce qui n'a pas d'intérêt. Au niveau du système, justement, je pense qu'en allant vers des mesures qui permettent une croissance qualitative, on va modifier ce système économique. Il ne faut pas être des bisounours non plus. Le système mondial ne va pas se changer comme ça, mais aller vers des réformes de plus grosse ampleur, pourquoi pas. On y réfléchit, mais on sait que ça va être compliqué.

Est-ce que, selon vous, il y a une nécessité d'avoir des mesures plus restrictives pour les entreprises polluantes ? Si oui, lesquelles ?

Il faut mettre en place tout ce qui est possible pour faire avancer les choses. Effectivement, il faut appliquer une taxe carbone sur les entreprises très polluantes. Certaines entreprises sont belges, d'autres viennent d'ailleurs et nous avons donc des produits issus de ces entreprises étrangères. Ainsi, la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe est pertinente et permettra de favoriser des entreprises peut-être moins compétitives aujourd'hui, mais qui sont moins polluantes. Si demain l'Europe dit : c'est tel matériel ou tel produit, ça ne rentre pas chez moi parce que ça ne correspond pas à des critères, ils vont s'adapter. Je crois que les entreprises belges, en grande partie, ont déjà compris qu'elles avaient plus le choix, notamment parce que le·a consommateur·x·ice ne va plus accepter certains produits. Nous, les politiques, on doit pouvoir accélérer les choses en incitant mais aussi en mettant en place des contraintes plus importantes pour engendrer des modifications de comportements

Ce serait donc plutôt une réforme européenne que bruxelloise ?

C'est tout aussi possible à l'échelle bruxelloise, je crois qu'on peut par exemple avancer très concrètement et mettre en place des projets d'économie circulaire à Bruxelles. Maintenant, les grosses entreprises ne sont pas bruxelloises ou même belges la question est évidemment plus globale. Et donc l'Europe, en tant qu'acteur économique important, doit se positionner. On a une force quand on est unis. Sinon, ça n'a pas beaucoup de sens. Avec toute la complexité que ça pose, évidemment.

Comment peut-on lier cette croissance qualitative avec toujours une extraction d'énergie fossile ou de ressources naturelles ?

Par rapport aux énergies fossiles, je vais être clair, c'est fini, on ne peut pas continuer.

De toute façon, il n'y en aura plus. Ce qu'on défend au niveau énergétique chez nous, c'est ce qu'on appelle le triangle d'or. Le premier élément principal, c'est la modération. On ne peut plus consommer comme on le fait aujourd'hui. C'est toute une réflexion à avoir, qui nous force à se battre contre un système qui nous a appris l'inverse, et c'est là où il faut, je pense, accompagner les citoyen·x·ne·s en y réfléchissant avec des équipes de scientifiques mais aussi de sociologues, de philosophes, etc. Le deuxième élément est l'énergie nucléaire. On a besoin d'énergie et il faut qu'elle soit décarbonée. Bien sûr, nos centrales nucléaires actuelles font déjà partie du passé Il faut ceci dit, vu la situation encore un peu les utiliser (20 ans), mais ce n'est pas l'avenir. En parrallèle il faut investir dans la recherche sur les SMR (small modular Reactor). Et puis troisièmement, bien sûr, les énergies renouvelables, un maximum où c'est possible. Par contre, elles nécessitent quand même une certaine extraction de matières ou de ressources. De nouveau, je reviens à la question de l'économie circulaire. Aujourd'hui, les éoliennes sont en partie recyclables. On doit travailler sur cette notion d'économie circulaire qui va pouvoir nous permettre une économie sans détruire la planète et ses ressources. Cela amène à la question de l'évolution technologique. Je ne suis pas partisan de dire que l'évolution technologique va tout sauver. Selon moi, c'est de la fuite en avant. Par contre, il faut continuer à investir dans la recherche et s'y fier. Il faut absolument que notre énergie soit décarbonée, donc on parle beaucoup de l'électricité mais si à côté de ça, on utilise de plus en plus d'énergie, ça n'a pas de sens. Je crois que la politique a un rôle très important en termes de conscientisation et de pédagogie. Pendant la crise énergétique l'année passée, on a moins chauffé, moins dépensé et personne n'en est mort.

Indépendamment des crises, si vous parlez de modération au niveau de la consommation, comment est-ce que vous, vous comptez proposer cette modération aux citoyen·x·ne·s belges ?

Les gens vont difficilement se modérer eux-mêmes, sauf si ça coûte cher. En fait, on le sait en tant que politique, ce n'est pas agréable à dire, mais le prix d'énergie va continuer à monter. Ce qui va nécessiter de ne pas laisser les gens plus fragiles économiquement sur le carreau. La question sociale est imortante : pouvoir aider celles·x·eux qui n'ont pas la capacité de se chauffer. On peut également déjà prendre toute une série de mesures pour modérer la consommation d'énergie. Par exemple, la question des chaufferettes extérieures. Chauffer la rue n'a pas de sens. Aussi, l'alimentation a un impact important sur l'environnement et l'énergie. Manger des tomates, cultivées sous serre de manière très énergivore, au milieu de l'hiver, n'a pas de sens non plus. Au niveau du Parlement bruxellois on devrait être plus exemplaire, on a des frigos dans tous les étages. C'est ridicule. On peut consommer différemment. Le pouvoir public doit être exemplaire et mettre des choses en place. Pour les entreprises, elles l'ont déjà compris parce que ça leur a coûté de plus en plus cher cette énergie et qu'elles n'ont pas le choix. Maintenant, le·a citoyen·x·ne peut le faire aussi. Cela nécessite une sensibilisation et il faut travailler en amont avec les enfants et les jeunes sur ces questions-là.

Votre parti pense-t-il que les changements les plus significatifs peuvent s'opérer progressivement par la conscientisation individuelle ? Comptez-vous sur l'individu pour opérer les changements et la transition ?

Il serait une erreur de s'appuyer uniquement sur l'individu pour le changement, c'est pour cela que notre approche se veut équilibrée et nuancée. Les actions individuelles sont importantes, mais insuffisantes. Les plus gros pollueurs sont les grandes entreprises, bien que les individus consomment leurs produits. Par exemple, remplacer le ciment par des alternatives est crucial, étant donné son importante consommation en sable. Il est crucial que tous·x·tes les acteur·x·ice·s - politiques, médias, citoyen·x·ne·s et entreprises - se mobilisent pour le changement. Les politiques peuvent influencer les citoyen·x·ne·s par le biais de lois, mais les citoyen·x·ne·s ont aussi le pouvoir d'influencer les politiques par leurs actions et leurs votes. Les citoyen·x·ne·s ont donc un pouvoir électoral mais aussi de consommation, notamment par le boycott de certains produits. Il est cependant injuste de leur imposer toute la responsabilité du changement. C'est pourquoi les politiques doivent induire ces changements et aider à faire évoluer les comportements individuels et des entreprises. Le pouvoir public doit jouer un rôle crucial dans la sensibilisation de la société. Au niveau universitaire il faut en inclure davantage de cours sur le changement climatique dans tous les cursus. Le secteur de la construction doit aussi être mieux sensibilisé à l'importance de la transition vers des pratiques plus durables comme dans le choix des matériaux.

En général, les jeunes semblent peu intéressé·x·e·s par la politique en Belgique. Comment expliquez-vous ce phénomène d'incompréhension voire de méfiance envers les institutions et certains partis politiques ? Quelles mesures proposez-vous pour rétablir la confiance et réengager les citoyen·x·ne·s dans le processus politique ?

Pour moi, la question de la participation citoyenne est un problème multifactoriel. Les réseaux sociaux peuvent véhiculer une mauvaise compréhension des enjeux et les politiques parfois mal mises en œuvre peuvent également dégoûter les citoyen·x·ne·s. Il faut dépoussiérer, réinventer et réfléchir à tout ce système démocratique parce que la société évolue. Il est également essentiel d'éduquer les jeunes à la gestion publique dès leur plus jeune âge, sans se cantonner aux écoles privilégiées. Il y a vraiment quelque chose à faire pour qu'on prenne conscience que ce n'est pas la démocratie des parlementaires mais bien celle de tout le monde. C'est pour cela que des initiatives telles que les commissions délibératives mixtes permettent d'impliquer davantage les citoyen·x·ne·s dans le processus décisionnel. La démocratie nécessite du temps car elle repose sur le dialogue. Elle est donc lente par essence. Il y a quand même un intérêt des jeunes par rapport à de nombreuses causes. Ce qu'il faut qu'iels comprennent, c'est que la politique et donc chez nous la démocratie est un moyen, pour régler ces problèmes ensemble et pour que la société soit juste, durable et inclusive pour tout le monde. La politique implique des concessions et des compromis pour construire une société ensemble. Il est crucial d'éduquer les jeunes (et moins jeunes) à comprendre ce processus. De ce fait, l'intégration d'activités politiques dans les programmes scolaires pourrait renforcer cette compréhension. Des réformes sont nécessaires pour améliorer la qualité de l'enseignement dans toute la société, en garantissant un accès égal pour tous·x·tes, sans distinction d'origine sociale.

Auriez-vous un conseil pour les jeunes et les étudiant·x·e·s qui liront la revue ?

La première chose et la plus importante, c'est de ne pas désespérer. Il faut se dire que c'est possible, qu'on peut y arriver et qu'on doit y arriver. Je crois que la jeunesse est un vecteur, un levier d'action. C'est grâce à sa mobilisation qu'aujourd'hui les partis intègrent la question écologique. La deuxième chose à faire, c'est d'être conscient·x·e et de s'informer sur les impacts de nos actions. Même si ce n'est pas l'individu en tant que tel qui doit tout résoudre, cette conscience est primordiale. Par exemple, le fait si on part au ski après les examens universitaires, de choisir les stations avec de la neige naturelle plutôt que celles utilisant des canons à neige, c'est reconnaître l'impact de cette activité et agir en conséquence sans pour autant la prohiber. Enfin, il est essentiel de s'emparer de la démocratie en interpellant les élu·x·e·s, venant assister aux discussions et votant en conscience. Par-là, on prend en main cette démocratie en reconnaissant qu'elle nous appartient à tous·x·tes. Dans chaque domaine, il y a des actions à entreprendre pour promouvoir la durabilité. Je prends l'exemple de la médecine où le simple choix de privilégier un médicament moins polluant à la production peut faire une grande différence. Enfin, il est important d'être informé·x·e sur les enjeux et de faire des choix conscients, tout en reconnaissant que des plaisirs occasionnels, (comme boire un soda), peuvent être acceptables tant qu'ils sont faits avec conscience et parcimonie.

LES ENGAGÉS

L'importance de l'Europe dans la transition socio-écologique

Ismael Nuino

Président de Génération Engagée, mouvement de jeunesse politique de Les Engagés

Interview par
Pierre Schepens

À la lecture de votre programme, nous trouvons intéressant d'aborder l'Europe avec vous. Quels moyens avez-vous engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique au niveau européen et au niveau belge ces dernières années ? Avez-vous favorisé une échelle de pouvoir plutôt qu'une autre ? Et surtout comment est-ce qu'on articule ces deux échelles, quels sont les liens entre les deux ?

Nous, au niveau fédéral et régional, on est dans l'opposition donc on n'a pas mille moyens mais on a beaucoup travaillé là-dessus. C'est vrai que le niveau européen est pour nous un niveau super important parce que c'est là que se négocient beaucoup de traités internationaux et c'est là qu'on est capable, je pense, d'avoir des grandes ambitions. Le Fit for 55 est un bon exemple de « réussir à se mettre d'accord à vingt-sept » pour un objectif de décarbonisation de l'Europe d'ici à 2050[1].

Il y a donc, typiquement au niveau européen, un vrai enjeu pour nous sur les traités internationaux. On sait que c'est plus laborieux de réformer au niveau de l'Union européenne, même si le niveau fédéral n'est pas beaucoup plus simple, parce qu'effectivement ça demande des majorités qui sont plus complexes. C'est de la technique législative qui est vachement plus complexe mais je crois que le jeu en vaut la chandelle. C'est-à-dire que, le fait de réussir à faire bouger un continent tout entier dans la question de la transition climatique, est primordial. Aujourd'hui, avec le Fit for 55, on est précurseur·x·euse·s dans le monde.

On a une vision qui va peut-être paraître d'écologie pragmatique qui fait que sur tout un tas de projets, on aura tendance à voter « pour » quand c'est mieux que rien. On préfère y aller pas après pas que pas du tout.

Sur la question des niveaux de pouvoir, le défi du réchauffement climatique et de la transition climatique est excessivement important et ne se limite donc pas à un seul niveau de pouvoir.

Je pense que la logique qui doit subsister, c'est la question de la subsidiarité. C'est de se dire : « A quel niveau de pouvoir est-ce qu'on peut prendre l'action la plus efficace pour lutter contre une chose ? ».

On parle donc ici typiquement des traités internationaux pour l'Europe comme le CBAM qui traite de la question de la taxation carbone au niveau des frontières[2]. Pour ce sujet, c'est au niveau de l'Europe que ça doit se faire et donc c'est là qu'on va prioriser. Mais par exemple, quand on va parler de mix énergétique, c'est au niveau fédéral qu'on doit le régler.

Est-ce que les objectifs fixés par les accords de Paris vont être rencontrés au rythme auquel avance l'Europe ? Si pas, qu'est-ce qu'il faudrait faire pour accélérer le processus à l'échelle européenne ? Enfin, qu'est-ce que la Belgique peut faire à l'Europe pour essayer de faire bouger les lignes avec d'autres pays partenaires ?

Première chose, je crois que ce qu'on doit souligner, c'est que l'Europe a réussi à se fixer des objectifs climatiques super ambitieux par rapport aux autres continents. Il y a eu des mécanismes incitatifs et d'autres contraignants qui ont été mis en place. C'est bien et on doit continuer.
À propos de la question « Qu'est-ce que la Belgique doit faire au niveau européen ? », la première question qu'on va se poser c'est « Qu'est-ce que la Belgique doit faire en Belgique ? » parce que malheureusement sur ces questions-là d'avancées en matière de mesures contre le changement climatique, on n'est clairement pas des exemples et on n'est pas à la pointe. On n'a toujours pas de burden sharing, c'est-à-dire le fait de répartir les efforts de réduction entre les entités fédérées. C'est un burden sharing qui était prévu pour 2020-2030[3]. Il y a là un vrai enjeu. De fait, à chaque fois qu'on va dans des conventions internationales, la Belgique s'abstient parce qu'elle n'a pas de position.

Il y a d'autres éléments aussi. On a eu un PNEC, un plan national énergie-climat mais qui correspond juste à l'addition des plans énergie-climat des entités fédérées. Quand il est sorti, on a dit que c'était du bricolage, on a joué notre rôle d'opposition. Ce qui est marrant c'est que la commission a rejeté le PNEC de la Belgique en février 2024, assez récemment. C'est dire à quel point, malheureusement, en intra-belge, on est incapable de se mettre d'accord et d'avoir une vraie stratégie nationale. J'aurais donc encore une fois envie de dire : avant de demander une stratégie européenne - qu'on a et qui était pilotée par la Commission européenne-, mettons-nous d'accord sur notre stratégie nationale.

La dernière chose, c'est la question du mix énergétique au niveau belge. L'énergie c'est une question qui est belge et en même temps très européenne parce que nos systèmes sont très interconnectés mais encore une fois, on a été incapable de gérer la transition de cette sortie nucléaire. Cette transition, bonne ou pas, nous aujourd'hui on s'est positionné en faveur d'une prolongation parce qu'on n'avait pas le choix. La question c'est « Comment est-ce qu'on arrive ensemble à se mettre d'accord ? » parce qu'on dit qu'on veut construire des centrales au gaz mais aucune région n'en voulait. L'autre question importante c'est : « Comment est-ce qu'on arrive à un moment à se mettre d'accord autour de la table pour dire : "voilà notre stratégie et notre plan belge qu'on peut présenter à l'Europe" ? ». Sur ce sujet, les entités non-flamandes qui sont plutôt représentées par Ecolo préfèrent dire : « Nous si on n'a pas tout ce qu'on demande, on n'avance pas ». C'est là que cette écologie pragmatique qu'on prône est nécessaire pour dire « Moi je préfère faire 80% du chemin que faire 0% » et aujourd'hui malheureusement entre 2019 et 2024 on a fait 0% de chemin.

Quelle place prennent les lobbies dans la lutte contre le changement climatique ? Dans quelle mesure est-ce qu'ils sont un frein aux ambitions climatiques en Belgique même ? Et vis-à-vis de la PAC et du glyphosate, comment est-ce que vous vous positionnez par rapport aux lobbies agroalimentaires ?

Je pense qu'il faut avoir un rapport décomplexé aux lobbies. Un lobbyiste, ce n'est pas juste une personne en costard cravate qui est payée beaucoup et qui va venir demander qu'on refuse une législation. Chez Les Engagés, on reçoit tous les jours des associations, des entreprises et des groupes qui veulent nous faire part de leur point de vue sur une législation, sur notre programme, sur ce qu'ils aimeraient nous voir faire à la prochaine législature. Ce sont tous des lobbyistes qui défendent des intérêts.

Première chose : il faut assurer une transparence complète là-dessus. Au parlement européen, il y a normalement un cadastre accessible de toutes les personnes que les membres du Parlement européen reçoivent. Cela devrait être le cas de tous les autres parlements. L'enjeu est celui de l'exemplarité des politiques et de ne jamais oublier l'intérêt collectif. Chez Les Engagés, c'est vraiment un point important de se dire qu'on on ne se bat pas pour une classe de la population, ou une cible particulière mais pour que ça aille le mieux possible pour tout le monde.

Pour créer cet intérêt collectif, il faut être capable d'entendre tous les intérêts particuliers et de faire une balance. C'est certainement l'étape la plus complexe qui fait que parfois la balance est un peu déséquilibrée d'un côté ou de l'autre mais ça nécessite d'entendre les différents points de vue. Les écouter est important mais ce qui importe aussi c'est de garder véritablement son indépendance et de l'expertise en interne. C'est-à-dire avoir de très bons conseiller·x·ère·s qui peuvent dire « attention à ellui, iel dit ça parce qu'iel a cet intérêt-là ».

Écouter ces gens-là permet aussi de ne pas se déconnecter de la population. On est conscient qu'il y a plein de réglementations européennes qui ont pu mettre en difficulté tout un tas de secteurs comme les agriculteur·x·rice·s ou les indépendant·x·e·s par exemple. Les écouter nous permet d'avoir un retour direct du terrain.

1 Conseil européen, Fit for 55 : https://www.consilium.europa.eu/en/policies/green-deal/fit-for-55/ [en ligne]
2 Carbon Border Adjustment Mechanism ou mécanisme d'ajustement carbone aux frontières en français : système mis en place par l'UE pour atteindre la neutralité carbone en 2050 au moyen d'une tarification harmonisée des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE
3 Climat.be, répartition des charges nationales (« burden sharing ») : https://climat.be/politique-climatique/belge/nationale/repartion-des-charges [en ligne]

Voilà : transparence, intérêt général et rester connecté.

Une question un peu plus de projection vers le futur concernant une montée de l'extrême droite dans pas mal de pays en Europe. Il y a un risque qu'elle prenne davantage de place aux prochaines élections européennes. On se demandait comment vous comptiez intégrer cette information dans votre système de réflexion en vue des élections européennes ? Que ce soit sur le sujet de la transition socio-écologique ou d'autres sujets qui risquent d'être mis à mal.

Je pense qu'on peut utiliser le mot combattre quand on parle de l'extrême droite. Je trouve que ces derniers temps, on a un Vlaams Belang qui est à 27%[4] et on ne s'en offusque pas tant que ça... Là pour le coup, on doit combattre ça pour les questions socio-écologiques et environnementales mais aussi pour tout un tas d'autres questions évidemment. Le parti qu'on a pris chez Les Engagés c'est de se dire qu'on devra combattre l'extrême droite, les extrêmes et les populistes par un discours vérité parce que je pense que c'est ce qu'on n'a pas assez fait avant. Les partis traditionnels promettent beaucoup de choses et je pense que cela fait mal à la confiance que les gens ont en les politiques à l'aube des élections. Et cette défiance envers les politiques renforce vraiment les extrêmes, c'est pourquoi chez Les Engagés, on adopte donc le discours vérité.
Le discours vérité, c'est le fait de dire que ça va être compliqué, que ce n'est pas en cinq ans qu'on va tout faire. Ce n'est pas juste promettre un grand truc et puis finalement au lendemain des élections dire qu'on ne va pas être capable de le faire... Sinon, cela sera de l'immobilisme comme on l'a vu ces cinq dernières années et ça renforce à fond l'extrême droite et les extrêmes de manière générale.

Le problème, c'est que sur la question de la transition et de l'extrême droite, on ne réussira pas cette transition avec des nationalistes. Je parlais de l'importance de l'Europe et de l'importance du monde dans cette transition mais ce n'est pas en ayant un renfermement sur soi qu'on va réussir mieux la transition. Elle·x·eux vont dire qu'iels sont « pro environnement » parce qu'iels sont pour les circuits courts mais ce n'est pas crédible, on ne va pas arrêter d'importer des choses qui sont fabriquées en Chine et aux États-Unis du jour au lendemain. Je crois que ces gens ne vont pas non plus régler les problèmes sociaux qui existent autour de la transition climatique parce qu'il y a un vrai enjeu sur la manière dont on va réussir à faire en sorte que cette transition climatique ne perde pas la moitié de la population à cause du coût de l'achat d'une voiture électrique, de la rénovation de sa maison... Je pense que ni les partis d'extrême droite ni ceux d'extrême gauche ne vont résoudre ce problème. Je n'ai pas une solution parfaite mais je pense qu'il faut combattre la montée de l'extrême droite et la montée des extrêmes de manière générale parce qu'elles font du mal à la démocratie et qu'on arrivera à avancer contre le réchauffement climatique et pour la transition climatique seulement à coups de consensus, de discussions, de négociations et à coups d'amendements... Cela, les extrêmes par définition ne le permettent pas.

Comment noue-t-on des liens avec les citoyen·x·ne·s ? Comment restaurer une confiance entre elle·x·eux et les politiques ? Est-ce que justement c'est par plus de discussions qu'il faut aller à leur rencontre ? Est-ce qu'il y a des choses plus structurelles qu'on doit organiser avec les citoyen·x·ne·s ?

C'est un vrai enjeu qu'on a cerné dans le plan climat, c'est-à-dire que pour l'instant le problème c'est qu'on n'a pas associé les citoyen·x·ne·s à la transition climatique. Les gouvernements ont développé des idées, la Commission a développé un plan, les gouvernements s'y sont joints et essaient tant bien que mal de le mettre en place. La grande difficulté, c'est de mettre en place une mesure qui est dure socialement pour réussir peut-être avec un objectif noble de diminuer le réchauffement climatique et de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. En effet, on peut se prendre une volée de bois vert de la population parce qu'en fait, soit les citoyen·x·ne·s ne comprennent pas la situation qu'il y a derrière soit parce qu'on ne les a pas bien accompagné·x·e·s. Et c'est parfois pire quand on n'a pas mis en place les mesures adéquates pour compenser celles·x·eux qui ont plus de difficultés.

En fait, on n'arrive pas aujourd'hui à aller vers Fit for 55 et le Net zéro carbone. La proposition qu'on fait, c'est de mettre en place un référendum climatique, c'est-à-dire créer un grand débat national autour de ça pour qu'on parle du climat en dehors des élections. Le but est qu'on arrive à se dire « ok les amis, est-ce qu'on est tous d'accord d'aller à zéro émission de gaz à effet de serre en 2050 ? ».

4 Le Soir, Grand Baromètre : le Vlaams Belang loin devant, Les Engagés percent en Wallonie (infographies), 2024 : https://www.lesoir.be/576353/article/2024-03-22/grand-barometre-le-vlaams-belang-loin-devant-les-engages-percent-en-wallonie [en ligne]

Je suis convaincu qu'on dira « oui ». Je n'ai pas de grande crainte mais on doit avoir ce débat pour rassurer les gens, pour leur dire comment on peut les y amener et comment on va faire. Il est important qu'on prenne ces engagements et qu'on les explique aux gens parce qu'aujourd'hui on ne le fait pas. Il faut donc un grand débat national. À partir de là, il faut s'engager sur une courbe de réduction des émissions qui obligera les prochains gouvernements à suivre. Cette courbe sera un plafond et on ne pourra pas ne pas descendre. Ce sera au-dessus de leur accord de majorité parce que ce sera toute la population qui aura décidé qu'elle veut cela. Je pense que ça permettra de donner un peu plus les mains libres à des gouvernements qui voudraient faire des choses qui pourraient être considérées impopulaires de prime abord en disant « On s'est mis d'accord là-dessus collectivement, donc avançons ensemble ». Si par après les gouvernements ne respectent pas cette courbe, ils seront obligés de provisionner un fond, en fonction de ce qu'ils dépassent, qu'on appellerait le « fond pour les générations futures ».

Le vrai enjeu, c'est que si on ne combat pas notre production climatique aujourd'hui ça nous coûtera dix fois plus cher demain. C'est une manière de dire « Vous avez une dette envers les générations futures et cette dette il faut la matérialiser ».

Les situations de crise sont souvent accompagnées de périodes de dettes. Selon vous, au vu de la crise climatique entamée, faudrait-il créer volontairement de la dette publique pour favoriser la transition socio-écologique ?

Nous sommes très nuancé·x·e·s là-dessus. Effectivement, les règles budgétaires européennes nous posent un problème car elles prévoient que les investissements climatiques soient pris en compte dans les déficits de l'Etat. Il y a néanmoins une différence entre austérité et responsabilité.
En Wallonie ou à Bruxelles, les dettes explosent, ce qui fait que notre note, calculée par des agences de cotation, baisse. À ce moment, les gens qui nous prêtent de l'argent prennent plus de risques et le taux augmente. Quand ce taux augmente, cela coûte plus cher d'emprunter. Quand on regarde le budget de l'état fédéral aujourd'hui, on est à plus ou moins 120 milliards. Sur ces 120 milliards, 10 milliards sont consacrés au paiement des intérêts sur la dette et non au payement de celle-ci. Il est donc important de dire qu'on a une vraie responsabilité à contracter de la dette. Beaucoup disent qu'on ne remboursera jamais cette dette pourtant, elle a un grand impact sur le budget. Aujourd'hui, la Belgique n'est pas équipée d'une évaluation post plan de relance économique.

Concrètement ce qu'on veut revoir dans les règles européennes, c'est le fait de ne plus prendre en compte les investissements climatiques qui doivent viser la décarbonation de la société dans le calcul du déficit. Ce qui est important, c'est que ces investissements soient de vrais investissements de décarbonation. C'est caricatural ce que je vais dire mais un vrai investissement, ce n'est pas financer une ASBL qui fait des pièces de théâtre sur l'environnement. Il faut continuer à financer des ASBL et à donner des subsides, mais la nécessité première ce sont de vraies actions dont on va évaluer le pouvoir de réduction des émissions.

On justifie le fait de sortir ces investissements climatiques parce qu'ils sont des manières d'éviter du déficit plus tard. Certain·x·e·s avancent que l'émission d'une tonne de CO2 coûtait 100 euros il y a dix ans, qu'aujourd'hui elle nous coûte 180 euros et qu'elle coûtera sans doute 250 euros dans le futur. Suivons la règle de marché peu importe si certain·x·e·s, surtout la droite, ne sont pas convaincu·x·e·s.

Avoir 2 budgets, celui de l'Etat et le budget carbone, nous permettrait de nous rendre compte du passif carbone d'un Etat. Un déficit faible signifierait un Etat ayant décidé de ne pas investir dans les énergies renouvelables et ayant toujours des centrales à carbone, des centrales charbon. Aujourd'hui, ce chiffre (le passif carbone d'un état) est fait sur base d'indicateurs qui ne prennent pas en compte la globalité des investissements.
Concernant le PIB, nous sommes pour la croissance, mais quelle croissance ? Nous avons beaucoup utilisé cette phrase : "plus de mieux, moins de plus". Ce que nous voulons, ce sont des choses de meilleure qualité, une alimentation de meilleure qualité et moins de surconsommation. Actuellement, le PIB ne prend pas en compte les facteurs environnementaux, c'est un indicateur purement de croissance économique. On veut introduire dans la question du PIB ces facteurs environnementaux afin de ne pas juste purement et durement parler d'économie mais aussi de « comment est-ce qu'on a une économie vertueuse qui se nourrit et qui grandit et qui permet d'avoir quelque chose qui soit pérenne ?».

Un exemple de proposition concrète est “l’isolation sans frais”. Nous savons que l’isolation du bâti est un enjeu majeur pour la décarbonation. Actuellement en Belgique, seulement 1% du bâti est rénové chaque année alors que nous devrions atteindre un taux de 3 à 4%[5].Cela coûte cher de rénover son toit, ses fenêtres etc., c’est pourquoi nous proposons une formule « triple zéros » : zéro tracas, zéro frais et zéro émission. “Zéro tracas”, car ce sera l’Etat qui aura la charge de la planification et cela permettra d’avoir une vision de la rénovation à grande échelle. “Zéro frais” parce que ce sera un tiers investisseur qui financera le projet. Cette personne se verra remboursée sur les économies d’énergie qui seront générées par la rénovation. Grâce à la rénovation nous atteindrons “Zéro émissions”, car on pourra économiser plusieurs dizaines de pourcents d’émissions. Cette formule “triple zéros” permettra d’atteindre réellement les objectifs de rénovations énergétiques, les primes de rénovation existant aujourd’hui en Wallonie ne fonctionnent pas.

Quand je dis que les jeunes ne s'intéressent pas énormément à la politique en Belgique, on veut ici souligner le décalage qu'il peut y avoir entre le système politique belge donc les différents appareils d'état et les citoyen·x·ne·s et plus particulièrement la jeunesse. On se demande d'où est-ce que ça vient ? Qu’est-ce qu'il faut faire pour pallier ce problème ? Comment est-ce qu’on recrée du lien entre les citoyen·x·nes·s et le système politique belge ? Comment est-ce qu'on crée du lien entre la jeunesse et le système politique belge ?

C’est une question complexe. Premièrement, je dirais que les partis politiques ne parlent pas assez aux jeunes. Pourtant, les jeunes font de la politique tout le temps, iels marchent pour le climat par exemple, mais effectivement comme la plupart du reste de la population, iels ne vont pas lire des programmes de 700 pages. Malheureusement, celle·x·eux qui l’ont le mieux compris sont les extrêmes. Iels sont le plus présent·x·e·s sur Tiktok, iels payent le plus en publicités sur Facebook, … Il n’y a rien à faire, il faut aller parler aux jeunes là où iels sont et avec leurs codes. C'est-à-dire faire des vidéos courtes, faire des visuels simples. Parce que maintenant, on consomme l'information de manière beaucoup plus rapide. Au lieu de se plaindre du fait que les jeunes ne s'intéressent pas à ce que font les partis, les partis feraient bien d'aller s'intéresser à ce que demandent les jeunes.

Deuxièmement, nous faisons face à un problème d’identification. Personnellement, en tant que président, le parti m’envoie souvent à des débats avec des ministres et avec des députés. J’ai 23 ans et souvent les jeunes viennent me voir en me disant que c'est trop bien de voir quelqu'un comme elleux. Je suis habillé normalement, je parle comme eux et je ne le fais pas volontairement. C’est parce que je vis les mêmes réalités qu’elleux. Iels se disent qu'il y a quelqu'un·x·e comme elle·x·eux qui s’intéresse à la politique et que c'est possible pour eux. Au Parlement fédéral, il n’y a aucun parlementaire de moins de 30 ans. Cela n'invite pas à se dire que c'est possible. Si on ne fait que dire aux jeunes qu’il y a des “sections jeunes”, cela donne vraiment l'impression de leur proposer la table des enfants.

5 Le Soir, Pourquoi la rénovation des bâtiments a besoin d’un coup d’accélérateur 2023 : https://www.lesoir.be/513892/article/2023-05-17/pourquoi-la-renovation-des-batiments-besoin-dun-coup-daccelerateur [en ligne]

LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES ACADÉMIQUES

L'ÉCOLOGIE BOURGEOISE REMISE EN PERSPECTIVE

Théodore Tallent

Chercheur doctorant et enseignant en science politique, Sciences Po Paris

Interview par
Caroline Alvarez

Est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ?

Je m'appelle Theodore, je suis doctorant à Science Po Paris et également chercheur affilié à un centre de recherche spécialisé sur la gouvernance des questions environnementales à l'Université de Cambridge. Depuis plusieurs années, je travaille sur l'acceptabilité de la transition écologique et les politiques climatiques. J'essaye de comprendre comment les citoyen·x·ne·s européen·x·ne·s, notamment celles·x·eux vivant en dehors des grandes métropoles perçoivent la transition écologique. Qu'est-ce qui peut créer du mécontentement ? Pourquoi est-ce que les politiques climatiques sont attaquées ou créent du ressentiment auprès des citoyen·x·ne·s ? Comment potentiellement créer du consensus ou de la désirabilité dans la transition écologique ?

Quels sont les principaux traits de l'écologie dominante actuelle, parfois nommée "écologie mainstream" ?

L'écologie mainstream, bien que cela ait évolué ces dernières années, indique selon moi l'écologie politique telle qu'elle s'est développée depuis une vingtaine d'années, incarnée par les principales organisations et institutions environnementales à travers l'Europe.

Il s'agit d'une politisation particulière de l'écologie, relativement techniciste, qui aborde cet enjeu dans le débat public en mobilisant des concepts tels que « la transition écologique » ou « le développement durable » et cherche à trouver de grandes réponses politiques à la crise écologique qui arrive.

Elle aspire ainsi à structurer le paysage politique, et donc le vote, d'une manière malgré tout plutôt consensuelle. Aujourd'hui, elle est dominée par l'arc allant des acteurs institutionnels de la social-démocratie (voire du centre) jusqu'aux partis Verts de « l'écologie politique ». En simplifiant légèrement, cette écologie est plus tournée vers le global que le local. Elle part des grandes menaces environnementales à l'échelle planétaire, avec notamment le changement climatique, au lieu de démarrer par des sujets qu'on qualifierait de « grassroots ». Cette écologie repose souvent sur un engagement conscientisé des acteurs et militant·x·e·s, qui se mobilisent directement pour la question écologique. Cela regroupe, de manière simplifiée, des profils socio-économiques plutôt aisés, diplômés, jeunes et urbains.

Ces vingt dernières années, le débat public, notamment en Europe, a été dominé et structuré par une question écologique globale, oubliant parfois les questions sociales pour s'attacher principalement à la grande cause du changement climatique. Pour autant, une évolution récente est visible au niveau national, européen, et même au sein des partis verts. Plusieurs enjeux en sont la cause. Premièrement, cela est concomitant à la diminution du pouvoir d'achat, obligeant la prise en compte des enjeux sociaux. Deuxièmement, il y a un intérêt grandissant au niveau académique et médiatique concernant les questions d'écologie bourgeoise, populaire ou encore la place des coûts imposés par la transition écologique. Troisièmement, l'écologie populaire est de plus en plus mobilisée par un champ d'acteur·x·ice·s très divers. Avant, on pouvait être tenté d'identifier la dichotomie suivante : écologie politique contre écologie populaire.

Actuellement, un débat important prend place et il est intéressant d'observer quels concepts sont mobilisés par les différents acteur·x·ice·s – dont d'ailleurs l' « écologie populaire ». Tous et toutes essayent de répondre à la question de l'écologie en la couplant à la question sociale, bien que de manière différente.

Nous l'apercevons par exemple en France, avec un gouvernement français centriste utilisant le concept d'écologie populaire tout en mettant en place des politiques que nous pouvons qualifier de mainstream.

L'écologie en devient moins séparée de la question sociale, même s'il est encore compliqué, dans la pratique politique, de lier les deux. Aussi, il ne faut pas caricaturer et l'écologie est particulièrement plurielle. Nous avons de plus en plus de grass-roots mouvements, c'est-à-dire des mouvements partant du terrain et donc plus en lien avec des problématiques locales et sociales. Cela n'est pas nouveau, l'écologie ayant toujours eu une importance locale, en opposition à certains projets d'aménagements.

Comment est-ce que ces mesures politiques dominantes, visant la transition socio-écologique, impactent les citoyen·x·ne·s ? Est-ce de manière égalitaire ?

Il existe un certain consensus sur la potentielle création ou le renforcement d' inégalités pré-existantes du fait de la transition écologique.

Les nombreuses politiques climatiques, que ce soit la tarification carbone, les zones à faibles émissions ou encore de Zero artificialisation nette, portent le risque de créer des perdants. L'enjeu, dont la société prend conscience, est que ces politiques climatiques imposent nécessairement un coût et qu'il n'est pas également réparti au sein de la population.

Alors, comment prendre en compte les questions sociales au sein de nouvelles politiques ? La question n'est pas nouvelle :

en 2019, la Commission européenne a structuré son plan de transition écologique autour de la transition juste et du slogan « leave no one behind ».

Pour cela, les politiques écologiques essayent de mettre en place des systèmes de compensations. Pour ne pas renforcer des inégalités préexistantes, il faudrait ainsi des politiques particulièrement volontaristes, pouvant coûter cher et être compliquées à mettre en place. Ainsi, même si les éléments sociaux sont intégrés dans les plans depuis 6-7 ans, on a du mal à mettre en place des politiques de transition à la fois ambitieuses et neutres ou égalitaires. Bien souvent, les politiques comportent le risque d'être, d'une part, très coûteuses pour les classes populaires, et d'autre part, de renforcer des inégalités entre les territoires, avec des différences entre zones rurales, urbaines ou périurbaines.

Les politiques n'ont pas encore trouvé la recette miracle pour tenir les engagements de l'Accord de Paris sans renforcer certaines inégalités. En résultent des politiques peu ambitieuses par peur, justement, de susciter des injustices. Il s'agit d'une erreur, car l'inaction renforce finalement d'autres inégalités, telles que celle de l'exposition aux canicules, aux sècheresses ou encore aux pesticides.

Le statu quo est déjà inégalitaire

et ces inégalités vont être renforcées, soit par certaines politiques, soit par l'inaction. C'est pour cette raison qu'une troisième voie, qui vise justement à prendre en compte la question sociale au sein de la transition écologique, est au cœur de nombreuses discussions au niveau académique et politique.

Selon moi, il y a deux manières différentes de mettre cette transition juste en place, et cela dépend finalement de ce que nous souhaitons collectivement comme société. La première option est d'utiliser les mécanismes actuels, c'est-à-

dire ceux d'une société capitaliste et libérale reposant sur la question du prix et de la puissance d'un Etat Providence qui organiserait la transition via le recours à divers mécanismes d'incitations, de subventions et de régulations. Actuellement, l'Union européenne a décidé de suivre cette voie, avec notamment des politiques d'investissement pour décarboner l'énergie et des subventions pour aider les ménages à transitionner. La pertinence de cette option réside d'abord dans une approche relativement consensuelle, qui peut convaincre une majorité de citoyens conscients du problème et désireux de maintenir une certaine stabilité. Le problème, par contre, est que le coût financier pour une telle transition, se voulant être juste pour toutes les strates de la société mais efficace économique, est énorme. Pour la rénovation du bâti par exemple, on parle de 20-30 milliards à l'échelle de la France. Il s'agit-là d'une solution utilisant le système actuel, avec comme atout précisément le recours aux outils de ce système. La deuxième solution estime que la transition juste, écologique et populaire doit s'accompagner d'une refonte complète du système. Certain·x·e·s considèrent que le système actuel est par définition inégalitaire et par défaut créateur de pauvreté. Pour assurer une transition fondamentalement juste, il faudrait donc repenser notre système économique et notre vision de société. Selon cette vision, la transition écologique deviendrait le vecteur d'un changement de système. A l'heure actuelle, la deuxième option n'est pas très présente au sein des discours politiques, qui s'attachent à construire une vision « réaliste » d'une transition écologique efficace et juste qui ne bouleverserait pas trop les acquis du système en place. Les deux options sont possibles, et la voie à choisir dépendra de notre confiance en l'utilité des outils actuels ou justement de la croyance de certains en leur inefficacité. Je laisse les lecteur·x·ice·s en décider…

Selon vous, quelles sont les grandes dynamiques ou les processus derrière cet entre-soi, ce manque de prise en compte d'une partie de la population, lors de l'instauration de différentes mesures ?

Au niveau local, les mouvements écologiques se sont souvent développés autour de mouvements sociaux, contrairement à l'agenda politique à plus grande échelle. Au sein du monde politique, la question écologique a plutôt émergé autour de l'enjeu du désastre environnemental et, en dehors de l'évocation du risque d'exposition aux dérèglements environnementaux (notamment climatique), moins sur des problématiques sociales claires. Les outils ont ainsi été pensés par le prisme écologique prioritaire de baisse d'émissions. L'objectif était avant tout de limiter le changement climatique sans penser à la réduction des inégalités sociales. Pour répondre à la crise climatique, les outils mis en place ont donc souvent été ceux de l'interdiction ou de la régulation de certains comportements afin de faire baisser les émissions. Il s'agit par exemple de l'interdiction de certaines voitures polluantes, de produits de mauvaise qualité ou encore, dans une logique d'instrument de marché, de l'instauration d'une taxe carbone. Ces outils-là sont le produit d'un système construit dès le Sommet de Rio en 1992, avec le protocole de Kyoto qui en suit, et sont finalement assez cohérents face au seul objectif de réduction des émissions.

Cela a changé en 2015, lorsque la question Nord & Sud est devenue centrale dans l'Accord de Paris, et en 2019, quand la Commission européenne a fait de la transition juste son mantra. Cela ne signifie pas que nous y sommes, mais j'estime qu'il est faux de dire que l'écologie est toujours bourgeoise. De plus, je me méfie du terme « bourgeois », qui est peu clair. Cela veut-il dire l'écologie des riches ? L'écologie sans classes populaires ? Le sujet est bien plus complexe que cela. Une étude de l'économiste français Pottier[1] montre que certes, les émissions augmentent en moyenne avec les revenus, mais il existe une grande hétérogénéité des niveaux d'émissions au sein des différents déciles. Bien que la tendance reste ascendante, certaines personnes du 3ème ou 4ème décile polluent plus que certains « riches ». Évidemment, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de responsabilité supérieure des plus riches, mais le sujet ne peut pour autant pas être résumé par écologie bourgeoise ou populaire. Le problème est issu de l'entièreté de notre société basée sur les énergies fossiles.

Pour répondre à la question, il y a deux potentiels discours. Le premier est une véritable ambition écologique, qui causera certes des perdants dont on essayera de limiter au maximum les coûts. Le deuxième se développe parfois au sein de partis populistes sous couvert d'écologie populaire et considère que ce n'est pas la responsabilité de la majorité de la société de lutter contre un réchauffement climatique, notamment parqu'iels auraient d'autres problèmes prioritaires tels que la « fin du mois ». Cela est visible en France mais aussi partout au niveau de l'extrême droite européenne. Ces politiques agiraient sous couvert de « vertu », en protégeant les citoyen·x·ne·s contre des problèmes dont ils ne seraient pas responsables. Il y a une certaine vérité dans l'incapacité de certains citoyen·x·ne·s à payer pour lutter contre les dommages environnementaux, mais ce discours – qui reproduit le statu quo – ne règle pas le problème. Il nous faut trouver un changement systémique permettant à la fois de survivre à la crise climatique et de permettre à toutes et tous de cesser d'ingérer des pesticides dangereux ou d'acheter des produits à 1 euro la pièce venant de Chine.

1 Pottier, A., Combet, E., Cayla, J.-M., de Lauretis, S., & Nadaud, F. (2020). Qui émet du CO2 ? Panorama critique des inégalités écologiques en France. Revue de l'OFCE, 169(5), 73 132. https://doi.org/10.3917/reof.169.0073

Quel est l'intérêt d'aller au-delà de cette écologie bourgeoise et de prendre au sérieux des pratiques écologiques plus populaires ?

L'élément à garder lorsqu'on aborde l'écologie populaire, c'est la question de l'intentionnalité des actions et du discours apposé à ces actions. Historiquement, un individu s'est considéré comme « écolo » lorsque ses actions ont un raisonnement écologique : recyclage, réutilisation ou encore manger bio pour des raisons écologiques. L'intérêt de l'écologie populaire, c'est que ce n'est pas toujours l'intentionnalité de l'action qui fait l'écologie de cette action. Lors d'entretiens que je réalise, de nombreuses personnes précaires, en zone rurale ou urbaine, me disent toujours avoir eu un potager, réparé leur télévision, fait le tri, etc. Ces actions-là sont dues à la contrainte économique, mais aussi à une culture sociale du réemploi. À contrario, ce qui a été reproché aux politiques, notamment en regardant les jeunes manifestant pour le climat, c'est qu'une partie de ces « écolos » a des comportements parfois incohérents avec le discours écologique qu'ils prônent, par exemple à l'égard de l'avion. Cela indique que parfois, malgré une conscientisation importante, les références culturelles prennent le dessus.

Ainsi, il est plutôt intéressant de revaloriser certaines pratiques de « bon sens », ces éléments pas forcément économiques, mais de l'ordre culturel, et qui s'inscrivent dans une écologie de modération, de sobriété et de la terre. Cependant, il faut faire très attention, comme le disent notamment certaines personnalités des quartiers populaires, de ne pas survaloriser des pratiques qui sont parfois des pratiques extrêmement contraintes. Fatima Ouassak, politologue française, mentionne notamment le danger de cette survalorisation en disant « poverty is the new ecology ». Au sein de l'écologie, il faut prendre en considération la pluralité des rapports que les personnes ont avec leur territoire, leurs pratiques et discours. Cette pluralité doit être présente dans le discours européen et national. Une écologie des citadin·x·e·s achetant du bio et roulant à vélo « car c'est bon pour la planète » ne suffira pas, il faut prendre en compte les difficultés économiques de la population sans en être moralisateur·x·ice. En effet, certaines personnes se construisent en opposition à l'écologie, parce que ce terme ne raisonne pas avec leur environnement ou socialisation et qu'iels ont l'impression d'être accusé·x·e·s par le discours écologique d'être des « mauvaises personnes ». L'écologie comporte des conceptions différentes, il est important de ne pas s'enfermer dans un clivage idiot comme le souhaiteraient pourtant les partis populistes. Ces partis essayent de nous polariser en faisant de l'écologie l'incarnation de nos différents problèmes sociétaux. Il va falloir réussir à construire un contre-discours et démontrer qu'avec des politiques bien ficelées, beaucoup d'investissements et une refonte de l'actuel discours, l'écologie est faite pour tous·x·te·s.

Comment assurer la mise en place de mesures plus inclusives et ayant un impact plus équilibré ou égalitaire sur la population ? Quels sont des outils utiles pour cela ?

Il faut que pour n'importe quel instrument de transition écologique, la question sociale soit prise en compte. Aussi, l'Etat se doit d'être plus ambitieux et de mettre en place de nombreuses politiques environnementales. Si on part du constat qu'il nous faut plus d'actions pour réduire nos émissions, on peut structurer un discours écologique systémique réformant et régulant toutes les sphères de la société. La transition socio-écologique doit être vue comme positive, désirable et fondamentalement bénéfique pour les classes moyennes et populaires. C'est une transition qui va rapporter énormément d'un point de vue santé et bien-être ! Si on arrive à tracer un imaginaire de l'Europe transformée dans trente ans qui donne envie, les changements seront plus acceptés.

Bien sûr, il faut inclure la question sociale passe par la mise en place de systèmes de compensation. Par exemple, en British Columbia, un système de tarification de carbone existe et 90% des revenus de taxes carbone sont renvoyés dans le système aux citoyen·x·ne·s[2]. Finalement, 80% des citoyens seront bénéficiaires dans ce système. Il faut donner les moyens aux citoyen·x·ne·s de faire les changements nécessaires, tels que la rénovation des bâtiments. La grande question est de savoir où chercher l'argent dans un système bloqué. C'est à l'Union européenne de poser la question et de réorienter certains financements pour des causes démocratiquement très importantes. Le coût économique et comportemental est intrinsèque au changement, mais il s'agit aussi de raconter un récit donnant envie d'aller vers ce futur-là.

2 Le fonctionnement de la tarification du carbone au Canada est disponible via https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/fonctionnement-tarification-pollution/mesures-pour-mettre-un-prix-sur-carbone.html

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'ÉCOSOCIALISME

Article par

Thomas Huygens

Chercheur indépendant en sciences politiques

L'éco-socialisme est une pensée politique qui tire ses racines dans les années 1970 sous les réflexions d'auteurs tels que Manuel Sacristan, Raymond Williams, André Gorz ou encore Barry Commoner. Le terme même serait apparu en 1975 sous la plume du prospectiviste Joël de Rosnay[1] et se dévoile au monde politique seulement au cours des années 1980 dans le sillage du parti des Verts Allemand (Die Grünen) qui se définit comme tel. Simultanément, cette pensée fait son chemin : aux USA, le sociologue James O'Connor développe ses travaux éco-marxistes, tandis qu'en Europe le député écologiste Frieder Otto Wolf et Pierre Juquin, fondateur du parti AREV, vont rédiger le manifeste « Europe's Green Alternative »[2].

Fondamentalement, l'enjeu essentiel de l'éco-socialisme est d'arriver à démontrer que le mal qu'inflige l'humain par l'exploitation de ses semblables à des fins capitalistiques est lié au mal qu'il inflige à son environnement, mettant ainsi en danger son existence même. Il part du constat selon lequel le mode de production capitaliste tend à ignorer les limites physiologiques humaines, ainsi que celles de la nature[3].

Aujourd'hui, la question du rapport de l'être humain vis-à-vis de la nature se trouve relativement bien documenté, de telle sorte qu'un consensus scientifique s'est formé autour d'une série de limites écologiques à ne pas franchir au niveau mondial : le changement climatique, l'affaiblissement de la biodiversité et de la couche d'ozone, l'acidification océanique et la diminution des réserves d'eau douce, la déforestation, la pollution atmosphérique et des terres agricoles ainsi que l'émission de nouveaux polluants chimiques[4].

Les risques encourus sont également connus : sécheresse, inondations, feux de forêt, cyclones, tornades, hausse du niveau de la mer, etc… Ces bouleversements majeurs auront irrémédiablement un impact sur le mode de vie des sociétés humaines, ainsi que sur les migrations.

Face à ce constat qui commence à partir des années 1970 à émerger dans le débat publique, l'écologie passe d'une discipline essentiellement scientifique à une dimension plus politique. Ce phénomène prend lieu en raison de la prise de conscience de la question environnementale, mais aussi par la crise énergétique de 1973 qui, comme le précise Delwit, joue le rôle de « catalyseur »[5]. Les premières luttes se coordonnent contre la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire, en faveur d'un renforcement de la démocratie et la participation citoyenne[6].

Dans ce contexte général, l'analyse éco-socialiste impute les causes des catastrophes causées par le réchauffement climatique au mode de production capitaliste qui s'est développé et mondialisé à partir de la révolution industrielle.

Marx avait déjà écrit en 1844 : « Dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est indissolublement liée à la nature ne signifie pas autre chose sinon que la nature est indissolublement liée avec elle-même, car l'homme est une partie de la nature »[7]. En termes purement matérialistes, cela implique qu'il n'y a pas de séparation entre l'être humain et la nature : ce dernier est un primate faisant partie intégrante du monde naturel.

Afin de comprendre le rapport de l'humain au non-humain, nous pouvons nous intéresser aux thèses anthropologiques de Phillipe Descola dans son ouvrage « Par-delà nature et culture » qui considère l'importance des ontologies à cet égard.

1 Jahan, S.,Lamy, J. (2016). Introduction : Pour une histoire de l'écosocialisme. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 130, p. 11-32
2 Löwy, M. (2013). Sources et ressources de l'écosocialisme. EcoRev', 41, p. 14-16.
3 Magnette, P. (2022). La Vie Large. La Découverte, Paris, p. 8-9
4 Randers, J., Rockström, J., Stoknes, P.-E., Goluke, U., Collste, D., Cornell, S. E., & Donges, J. (2019). Achieving the 17 Sustainable Development Goals within 9 planetary boundaries. Global sustainability, 2, p. 8
5 Delwit, P. (2018). Introduction à la science politique. Editions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, p. 322-326
6 Delwit, P. (2018). Introduction à la science politique. Editions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, p. 324
7 Marx, K. (1996). Manuscrits de 1844. Flammarion, Paris, p. 114

En effet, en partant de ces rapports, il décrit 4 grandes ontologies présentes dans les différentes sociétés humaines au cours des siècles : l'animisme, le totémiste, l'analogie et le naturalisme[8]. En tant que pensée au cœur de la cosmologie occidentale qui se mondialisa par la colonisation et les échanges, le naturalisme prône une discontinuité des intériorités et une continuité des physicalités. Cela implique que bien que l'être humain prenne ancrage dans le monde matériel, mais que sa nature profonde serait intrinsèquement séparée du monde non-humain, autrement dit cela impliquerai que social et naturel soient deux choses séparées et que l'on finisse par subordonner la nature. D'autres auteurs voient en le christianisme une des sources de l'anthropocentrisme et de la séparation de l'humain et de son environnement[9].

Plus récemment, dans la recherche sociologique, Bernard Lahire tenta dans « Les structures fondamentales des sociétés humaines » de réinsérer ou du moins réconcilier la discipline avec la biologie et la zoologie. Dans une étude comparative inter-espèces de l'être humain et du vivant (animal, végétal et bactérien), il permet de reconsidérer l'humain comme un primate social partageant de nombreux points communs avec les autres vivants, tant sur le plan physiologique que social, ou même culturel[10].

Si nous revenons à l'analyse critique du capitalisme formulée par les marxistes, des limites sont déjà formulées à travers l'étude du temps et des capacités de travail : des limites physiologiques et morales corollaires de la nature humain, que le capitalisme bafoue sur l'autel de la maximisation des profits. Simultanément, ce système économique ne cesse de se perfectionner dans l'art d'exploiter le travailleur comme la terre[11], c'est-à-dire les deux sources de la richesse et de la production de valeur marchande.

Dans les travaux de Marx sur les contradictions inhérentes au système capitaliste, il est pointé le fait que par l'exploitation des ressources naturelles, le capitalisme sape les conditions de sa propre reproduction[12].

Bien que nous puissions entendre cette critique et cette analyse, le marxisme présente néanmoins à certains égards une fascination pour le « déchaînement des forces productives » ou la soumission des forces de la nature aux hommes[13]. L'enjeu pour Marx, certainement influencé par l'imaginaire productiviste, n'était pas tellement que l'abondance menace l'équilibre environnemental, c'était surtout que cette même abondance ne bénéficie pas au prolétariat[14]. Cela explique pourquoi le déchaînement des forces productives ne s'est pas calmé dans les pays du bloc de l'Est, pas plus qu'il ne le fut dans les pays capitaliste durant la guerre froide.

Comme le souligne le philosophe Cornélius Castoriadis, le marxisme ne produit pas une critique de la technique capitaliste elle-même, et se cantonne à l'utilisation des moyens de production, de telle sorte qu'il reproduit inconsciemment une part de l'imaginaire capitaliste[15]. À cet égard, André Gorz comme Castoriadis critiqueront le socialisme sur le fait qu'il ne permet pas de développer l'autonomie de la société civile[16], et démontrèrent le caractère particulièrement révolutionnaire de l'écologie[17].

L'enjeu pour le mouvement travailleur est alors d'arriver à se défaire de l'imaginaire productiviste et consumériste. C'est-à-dire d'arriver à concevoir le socialisme comme un système politique et social nouveau, qui porte un imaginaire et une moralité qui lui est propre, fondée sur l'autonomie, l'émancipation, la rationalité, la justice et la jouissance de biens authentiques tels que : la culture, l'instruction, la santé et un rapport sain avec son environnement.

Pour ce faire, l'éco-socialisme prône le plus souvent la planification écologique, la démocratisation du pouvoir au sein des organisations et entreprises, la défense et l'évolution de la démocratie, la réhabilitation et la protection des biens « communs » compris comme des patrimoines collectifs (l'eau, l'énergie, les forêts, l'air, etc…), la diminution voire l'abolition des inégalités sociales et économiques, l'universalisation de la protection sociale et la création de nouveaux mécanismes de solidarité entre les individus.

8 Descola, P. (2005). Par-delà nature et culture. Folio, Paris, p. 302-350
9 White Jr. L.T. (2019). Les racines historiques de notre crise écologique. Presses Universitaires de France, Paris, p. 38 ; Hadot, P. (2008). Le Voile d'Isis : Essai sur l'histoire de l'idée de nature. Folio, Paris
10 Lahire, B. (2023). Les structures fondamentales des sociétés humaines. La Découverte, Paris, p. 44-49
11 Marx, K. (1985). Le Capital – Livre I, Section I à IV. Flammarion, Paris, p. 537-539
12 Flipo, F. (2014). Marxisme, lutte des classes et écologisme. Actuel Marx, 55, p. 162
13 Pour plus de précisions sur les différences entre « marxisme classique » et écologisme : Flipo, F. (2014). Marxisme, lutte des classes et écologisme. Actuel Marx, 55, p. 176
14 Castoriadis, C. (1979). Le contenu du socialisme. Editions 10/18, Paris, p. 11-43
15 Castoriadis, C. (1979). Le contenu du socialisme. Editions 10/18, Paris, p. 11-43
16 Gorz, A., Bosquet, M. (1978). Ecologie et politique. Point-Politique, Paris, p. 27
17 Voir : Castoriadis, C., Cohn-Bendit, D. (1981). De l'écologie à l'autonomie. Seuil, Paris, p. 19-46 ; Castoriadis, C. (2011). Une société à la dérive: Entretiens et débats 1974-1997. Seuil, Paris, p. 241-250

RADICALITÉ ET PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE, QUEL CHAMP DES POSSIBLES ?

Claire Lejeune

Chercheuse doctorante au Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Interview par
Caroline Alvarez

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots et préciser votre position pour aborder la transition socio-écologique ?

Je m'appelle Claire Lejeune. Je suis en troisième année de doctorat à Sciences Po Paris, sous la direction de Pierre Charbonnier, et je travaille sur la question de la planification écologique. J'étudie l'histoire de la planification économique tout au long du XXe siècle, en l'observant sous l'angle de la théorie politique environnementale, en présupposant qu'il y a déjà des enjeux écologiques qui se posent, et que les analyser aide à comprendre la manière dont se posent les questions climatiques et environnementales aujourd'hui. Je questionne ainsi le retour de cette idée de planification, cette fois comme réponse directe à ces questions, et non plus pour relancer la machine économique mais pour inventer une économie écologique, organiser la décroissance ou la post-croissance, concrétiser la bifurcation... J'analyse aussi la manière dont cette notion de « planification » est récupérée par le camp néolibéral qui cherche simplement à verdir la croissance sans introduire pour autant de changements structurels. Avant et en partie pendant ma thèse, j'ai milité en m'engageant dans le mouvement climat, en essayant d'y porter une vision sociale et populaire de l'écologie politique.

Le terme planification apparaît souvent dans vos travaux. Pouvez-vous le définir ? En quoi la planification est-elle bénéfique pour la transition socio-écologique et est-elle implémentée en Europe ? Quels sont les freins, les manières de l'implémenter ?

La planification, c'est le fait pour les autorités publiques d'appliquer une direction et des objectifs explicités à l'économie. Ce concept moderne de la planification qui émerge en Occident au cours du XXe siècle va venir s'opposer à l'idée de libre marché qui présuppose que l'État n'a qu'un rôle secondaire dans l'économie, puisque le marché est, dans le cadre du libéralisme, défini comme un domaine autonome qui n'a pas ou peu besoin de régulation politique. Dans les faits, l'extension des institutions du libre marché s'est faite par interventions politiques telles que des dérégulations, des transformations du droit, etc.

Karl Polanyi a décrit ce mouvement-là en soulignant qu'il n'y a en fait rien de plus planifié que la mise en place du marché libre[1] : bien loin d'être un ordre naturel tombé du ciel, le marché « libre » est donc bien un projet politique, impliquant des arrangements institutionnels et des stratégies de classe bien particulières.

L'idée de planification émerge du constat que le fait de laisser la machine économique générer elle-même son fonctionnement mène à des crises : ce qu'on appelle le « courant planiste » (avec notamment le rôle clé du Belge Henri de Man) apparaît à la suite du krach de 1929 et de la Grande Dépression. Face à ces crises répétées du capitalisme, il faut donc une forme de prise en main de la part des autorités politiques de la direction de l'économie de manière séquencée dans le temps. De plus, les marchés par nature ne peuvent intégrer le temps long, au contraire de la planification, qui va de pair avec le développement d'outils de prospective. Le tournant néolibéral, pour le dire très rapidement, a remis en scène l'idée que le politique devait s'assujettir aux dynamiques marchandes, ou du moins y être conditionné. L'Etat ne s'y efface pas, loin de là, mais il devient en quelque sorte un appendice et un assureur du marché. Il s'efface d'un rôle de direction économique et exclut la possibilité de contraindre les marchés -la contrainte est reportée sur le plan social et écologique- et exclut d'autant plus la possibilité d'un changement de paradigme économique (c'est le « there is no alternative » de Thatcher, qui a la vie longue). Tout cela a changé dans les dernières années, où l'on voit une sorte de néocorporatisme interventionniste et « vert » se profiler (avec le Green New Deal européen, l'Inflation Reduction Act américain...). Dans le même temps, ces dernières décennies ont fait grandir la prise de conscience de la crise climatique et écologique et de ses conséquences concrètes remettent en évidence que le marché laissé à lui-même et la maximisation des profits, détruisent les solidarités sociales et les écosystèmes. Tout cela mène à la trajectoire de dépassement de l'objectif à 1,5 °C, avec toutes ses conséquences humaines et écologiques.

Les objectifs qui vont de pair avec la transition écologique sont un projet politique, qui peut prendre une variété de sens, de directions, de contenus, mais il s'agit dans tous les cas d'un projet collectif, touchant aux structures et infrastructures matérielles et immatérielles de nos sociétés.

Dire cela c'est dire que la transition ne pourra pas émerger d'un ensemble d'initiatives individuelles. Cela demande des réformes radicales de structure, un terme utilisé par les planistes, qui implique de changer les structures économiques, sociales, politiques et les agissements écologiques. L'idée de planification a aussi l'intérêt de permettre une prise temporelle. Et précisément, la crise écologique nous met dans une espèce de double contrainte de l'urgence et du temps long. La planification fait donc sens à ce niveau. Elle peut être réfléchie en coordination avec l'idée de post-croissance, de décroissance, de trouver des moyens de décélérer le rythme économique et d'encastrer la machine économique dans les écosystèmes et les limites planétaires.

Ce qui est intéressant dans la période actuelle, c'est que cette idée de planification écologique revient. On observe le retour de cette idée à travers différentes manières d'approcher la question telles que le réformisme radical ou à un travers un prisme libéral.

Comment définirais-tu la radicalité en écologie et quels sont les liens entre radicalité et planification ?

La radicalité, dans sa définition classique et étymologique, c'est avant tout s'intéresser aux racines des contradictions observées de nos jours et des crises qu'elles suscitent aujourd'hui.

Et l'écologie politique, à mon avis, est un projet radical dans le sens où il va intégrer et contester les cloisonnements disciplinaires, des crises et des problèmes que génère la rationalité capitalistique. On a hérité d'une approche cloisonnée des sphères économiques, démocratiques, sociales, environnementales. Persiste une difficulté à envisager l'environnement comme base même de l'ensemble du système social.

Sur le plan théorique, la « radicalité » de l'écologie politique vient du fait de chambouler l'ensemble des imaginaires politiques qu'on a et des séparations disciplinaires. On ne peut plus penser une représentation du social déliée des contextes environnementaux. Et pour terminer sur un aspect plus stratégique, la radicalité de l'écologie politique climatique s'inscrit aussi dans la dimension structurelle des changements qu'on vise. Il est en effet difficile de s'accommoder de formes de verdissement ou de décarbonation qui seraient partielles.

Dans ce contexte-là de radicalité, quelle place prennent les citoyen·x·ne·s et l'État dans la transition socio-écologique en termes d'actions ?

Mon approche de l'État, c'est de considérer (à la suite de Gramsci ou de Poulantzas) qu'il est un champ de bataille, un construit politique qui a un cheminement historique. Il a connu des formes diverses qui ont accompagné l'évolution du capitalisme, institution politique qu'on a construit et qu'on peut potentiellement déconstruire.

Cela veut dire que l'État est un domaine dans lequel il faut qu'il y ait des forces sociales qui s'investissent pour obtenir des transformations et des réformes. L'État est l'institution à partir de laquelle on peut toucher à la structure.

1 Karl Polanyi, The great transformation, 1944

Mais la lutte dans le champ étatique n'est pas la seule qui joue ce rôle. Les luttes locales (par exemple la lutte des Soulèvements de la Terre contre la construction de méga bassines) touchent aux points clés des infrastructures capitalistes et en cela peuvent contribuer à des formes de bascule qu'il est parfois, voire souvent, difficile d'obtenir dans des cadres plus institutionnels. Il faut donc penser la composition et la complémentarité des champs de lutte et des stratégies. La revendication d'une démocratisation radicale des structures étatiques, via des formes de déconcentration et de recomposition par le bas (par le terrain, par le vécu) du pouvoir et de ses échelles d'application, doit être vue comme la condition d'une bifurcation écologique -du moins si on veut qu'elle soit un projet de société et un changement de paradigme et pas seulement un ajustement technique préservant l'essentiel du capitalisme.

Le rôle des citoyen·x·ne·s face à cette situation est un rôle forcément pleinement politique, qui se joue à plusieurs niveaux. Le paradigme libéral de la transition écologique va rabattre le·a citoyen·x·ne sur le·a consommateur·x·ice individuel·le. On va faire peser la responsabilité et le narratif de la transition sur les actes d'achat, sur la morale individuelle, ce qui contribue à dépolitiser et à décollectiviser des questions qui le sont (politiques et collectives). Et c'est en tant que citoyen·x·ne -c'est-à-dire en tant qu'habitant.e.s d'un espace écologique et composante d'un corps politique- qu'on a un rôle à jouer dans la mobilisation en faveur d'une bifurcation écologique. Ce rôle est multiple. Les formes d'action directe sont parfaitement légitimes et utiles. On a vu ces dernières années des formes de désobéissance civile qui se multiplient. Les Soulèvements de la Terre proposent de « désarmer » et « démanteler » les grandes infrastructurelles agro-industrielles (mégabassines, filière béton…). Ces militant·x·e·s jouent leur rôle de citoyen·x·ne·s pleinement. Iels dénoncent cet écart entre le légal et le légitime, pointent le décalage entre les décisions prises et les constats scientifiques sur la gravité de la crise écologique. Il y a toujours une pression populaire qui va forcer l'État à prendre des mesures, d'ailleurs historiquement l'État n'a pas fait grand-chose sans ce rapport de force qui l'oblige à prendre des mesures protectrices ou régulatrices.

La démocratie est bien une question de lutte, de rapports de forces politiques, d'action directe, en plus des procédures plus institutionnelles. Par conséquent, les formes de luttes écologiques aujourd'hui sont dans la filiation et la suite logique de cette histoire-là.

Certains partis politiques avancent que la radicalité et la planification seraient incompatibles avec l'incitation des personnes à changer de comportement vis-à-vis de la crise climatique. Cela serait dû au fait de définir le citoyen·x·ne par son statut de consommateur·x·ice ?

Je pense que cette manière de présenter la transition sur le mode individualiste de consommation présuppose qu'on a des vrais choix en tant que « consommateur·x·ice·s ». En fait, c'est la fiction libérale du libre choix qui accompagne celle du libre marché. Elle est démentie très simplement par le fait que nos choix dans le système consumériste sont aussi influencés par la publicité, par les imaginaires capitalistes dont on est entouré. Ce point-là est important parce que l'idée d'une réforme plus radicale de l'économie, qui dépasserait certaines formes capitalistiques et introduirait des éléments de planification, ne veut pas dire que ce serait quelque chose de plus liberticide que le système de marché qui présuppose que les prix et la confrontation entre l'offre et la demande sont sources d'une forme de justesse et de justice économique -alors qu'en réalité les prix masquent les coûts sociaux et économiques de la production, et que l'offre est un piètre simulacre d'un choix « libre ».

Avec l'idée d'une planification écologique et démocratique, on change les coordonnées du système. On impose une autre rationalité à la structure d'information et d'incitation dans laquelle les choix individuels se font. En fait, le rôle de l'intervention de l'État -et plus généralement de la puissance publique, sur la base d'une revitalisation démocratique- par des formes de planification, c'est justement de créer les conditions de possibilités structurelles et systémiques pour que chacun puisse faire des choix économiques qui soient cohérents avec la satisfaction des besoins de toutes et tous, l'impératif de respect des limites planétaires et la dimension collective des existences humaines.

Les questions comme la dynamique de croissance, l'indicateur du PIB pouvaient avoir un sens dans les moments de crise, pour mesurer la vitesse de la reprise économique. Mais l'a-t-il dans la situation actuelle ? C'est là où la question de l'appareil étatique est importante, parce qu'on va devoir changer en son sein les indicateurs (normes comptables) qu'on utilise pour mesurer ce qui compte, ce à quoi on tient.

Les indicateurs sont une forme de nouveau langage qu'on tente d'avoir en commun pour envisager les transformations en évitant d'utiliser celui qui colle au système précédent et donc le conserve.

LE MIRAGE DU TECHNO - ÉVANGÉLISME

Article par

Jonathan Vandescotte

Chercheur au département d'Économie appliquée de L'ULB (DULBEA)

Vous l'avez certainement déjà entendu, ironiquement ou non : « La technologie va tous nous sauver ! ». Ce mantra est aujourd'hui largement relayé par les grandes entreprises technologiques, et dans une moindre mesure par des institutions internationales puissantes telles que l'OCDE ou le FMI. Ces différents acteur·x·ice·s se positionnent comme fers de lance de la transition écologique (en réalité plutôt des champions du greenwashing). Selon leur vision des choses, la question du dérèglement climatique en est réduite à la capacité d'innovation : il suffirait de créer et déployer des nouvelles « technologies vertes » pour régler le problème auquel nous faisons face. Simple et efficace. Attention à ne pas trop gratter le vernis de ce type de discours, vous risqueriez de vous rendre compte du vide immense charrié par de tels propos. Dans cet article, nous allons explorer brièvement les raisons pour lesquelles il est irresponsable de compter sur l'innovation technologique pour résoudre un problème aussi profond que celui de la crise socio-écologique en cours.

Technologie et raison

Essayons tout d'abord de comprendre pourquoi ce type de discours, fondé sur une croyance inébranlable dans la technologie, est si ancré dans nos imaginaires. Premier constat : la société d'abondance telle qu'elle existe aujourd'hui est fondée sur la croissance économique et la productivité industrielle. Or, derrière ces deux facteurs, nous retrouvons l'innovation technologique. En tout cas selon les règles de l'économie orthodoxe, mises en valeur dès la fin des années 50 par le très influent modèle de Solow, le facteur technologique est l'élément-clé qui permet de sortir d'une économie stationnaire. Entendez par là que la technologie nous rend plus riches et plus productif·x·ve·s. Pourquoi essentiellement le progrès technique[1] et pas autre chose, comme une quantité de travail plus importante, l'augmentation de l'exploitation de la nature ou un accroissement de la spéculation financière ? Robert Solow ne nous donnera pas la réponse, et les économistes néoclassiques qui travailleront sur la question par la suite garderont les facteurs d'innovation et de progrès technique au cœur de leurs modèles ajustés. L'humanité aurait donc la chance de découvrir peu à peu des technologies nouvelles qui permettent une amélioration continue de ses modes de vie et de son pouvoir d'agir dans tous les secteurs. Ainsi, nous sommes habitué·x·e·s à considérer le progrès technologique comme un progrès humain linéaire et naturel. Cette logique aboutit à la conclusion que le développement technologique est forcément positif, puisque cela nous fait avancer sur le sentier balisé du progrès. Rien d'étonnant à ce que la solution envisagée pour passer d'une société fossile à une société durable soit alors d'ordre strictement technique.

Cette manière de considérer la technologie s'inscrit plus largement dans une vision du monde bien spécifique. Une vision du monde qui se veut objective et rationnelle, qui est politique mais se considère comme étant au-delà de la politique. Selon cette approche, la crise socio-écologique peut se résumer à un problème d'émissions de CO_2[2]. Si nos sociétés émettent trop de CO_2, alors il faut inventer de nouvelles technologies pour remplacer celles de l'industrie fossile. Lorsque ce nouvel arsenal technique sera au moins aussi profitable que le précédent, nous franchirons un point de bascule et la transition s'opérera sans trop d'efforts supplémentaires. Nous pourrons continuer à produire plus de choses de plus en plus vite, car notre production sera « sustainable » et « carbon neutral ». C'est l'essentiel du narratif de la croissance verte, qui s'appuie sur une forme de rationalisme occidental pour objectiver et simplifier une réalité pourtant beaucoup plus complexe. Le rationalisme[3] opère une mécanisation de la pensée, et transforme l'humain et son environnement en variables ajustables (et donc exploitables) dans son calcul. Il revendique aussi une forme de supériorité intellectuelle par rapport aux autres manières de penser, qu'il disqualifie d'emblée (pensons par exemple aux ingénieur·x·e·s qui pensent pouvoir résoudre pour tout le monde la question énergétique). Cette vision est confortable à plus d'un égard : en réduisant le problème de la sorte, elle permet d'éviter toute remise en question sérieuse des dynamiques politiques et économiques du système en place, et des privilèges qui y sont associés. Mais elle empêche aussi, et c'est tout l'objet de cet article, d'interroger le rôle que le développement de nos grands systèmes technologiques joue actuellement, et de l'obsession idéologique que nous avons naïvement appelée « le progrès ».

1 J'utiliserai ici alternativement les mots « technique » et « technologie » pour désigner les objets et systèmes techniques.
2 C'est le fameux biais du « tunnel carbone », typique d'un rationalisme qui associe la résolution du dérèglement climatique uniquement à la réduction des émissions de CO2.
3 La littérature sur ce que j'appelle rationalisme et ses effets est déjà amplement documentée, pour une perspective occidentale voir Hartmut Rosa, Accélération et pour un point de vue centré sur les dynamiques (néo)coloniales, voir Achille Mbembé, De la postcolonie.

Technologie et société

La réalité de notre modernité technologique est pourtant bien moins évidente. Le développement technique, chevillé à la croissance et à la productivité, s'est construit au détriment d'une grande partie de l'humanité et de son environnement[4]. Les grands systèmes technologiques que nous avons construits fonctionnent aujourd'hui grâce à des chaînes de valeur mondialisées, et engendrent une exploitation humaine et écologique à grands frais d'un côté du monde pour amener prospérité et abondance de l'autre. Prenons par exemple l'industrie de l'intelligence artificielle, technologie qui concentre les espoirs pour mener à bien la transition écologique. Faire tourner un logiciel d'IA[5] nécessite des centres de données remplis de puces électroniques qui tournent à plein régime. L'industrie des semi-conducteurs, qui fabrique ces puces repose sur l'industrie minière, qui elle-même s'appuie sur l'exploitation intensive de terres et d'êtres humains dans des régions parmi les plus pauvres du monde. Mais l'industrie de l'IA s'illustre aussi par une exploitation particulièrement importante de « travailleur·x·euse·s du clic », travail pénible effectué par des millions de personnes en situation précaire pour nettoyer, labelliser des données et vérifier les résultats du logiciel[6]. Enfin, la consommation importante d'eau et d'énergie des centres de données entre en compétition avec les usages des populations locales. Lorsque l'on pose une question à ChatGPT, nous faisons appel à une industrie lourde, tant sur le plan humain qu'environnemental. Difficile dès lors de croire que l'IA telle qu'elle est conçue aujourd'hui fournira une quelconque avancée vers une société socialement et écologiquement apaisée. Cet exemple est généralisable à d'autres grands systèmes technologiques bâtis par et pour une partie des Occidentaux, au détriment des intérêts du reste du monde.

La vision d'un développement technologique neutre est intenable. La technique est en fait plutôt au cœur de la politique, elle est la concrétisation de rapports de force sociaux et politiques[7]. Cela signifie plusieurs choses. Premièrement le progrès technologique est contingent et toujours ouvert : la configuration technologique dans laquelle nous sommes n'est pas la seule possible. A titre d'exemple, l'essor de la voiture individuelle s'est déroulé au prix de la mise au rebut des tramways au Etats-Unis au milieu du 20ème siècle, et ne doit rien au déterminisme technologique[8]. Elle fut plutôt actée par une suite de décisions politiques dans l'intérêt de l'industrie automobile. Deuxièmement les systèmes technologiques chevillés au pouvoir économique dont nous héritons de nos jours font pleinement partie du problème, et il sera impossible de les rendre durables et équitables sans les repenser en profondeur, c'est-à-dire en-dehors d'un cadre capitaliste productiviste. En ce sens certaines des technologies qui sont mises en avant par les grands industriels et le secteur de la tech (IA générative, voiture électrique mais aussi la plupart des technologies de capture et de stockage de CO_2, etc.) sont problématiques d'un point de vue écologique, et devraient pouvoir être soumises à un débat sociétal beaucoup plus large sur leur désirabilité et leur potentiel réel au vu de l'ampleur des investissements dont elles font l'objet. Troisièmement, toute réelle bifurcation écologique et sociale doit pouvoir imaginer et mettre en place une nouvelle trajectoire technologique ambitieuse, basée sur une redéfinition des besoins du plus grand nombre. Cela signifie aussi pouvoir refuser certaines technologies, et accepter que progrès humain et progrès technique ne sont pas nécessairement corrélés. L'innovation sociale et politique aura toujours plus d'impact pour le bien-être de l'humanité que n'importe quelle prouesse technique développée dans un monde profondément inégalitaire.

Technologie et futur

La croyance persistante dans le développement de solutions techniques à la crise systémique que nous traversons n'est pas tant scientifique que religieuse[9]. Les tenant·x·e·s du techno-solutionnisme

4 Pour une histoire détaillée de la « mégamachine », voir l'excellent Lewis Mumford, Le Mythe de la Machine.
5 Par IA nous entendons ici un gros logiciel de machine learning de type ChatGPT.
6 Voir notamment les travaux d'Antonio Casilli, et particulièrement son livre En attendant les Robots.
7 J'emprunte cette définition à François Jarrigue, dans son livre Technocritiques.
8 A ce sujet voir l'article de Mediapart : https://blogs.mediapart.fr/bertrand-rouzies/blog/060418/comment-les-etats-unis-ont-saborde-leurs-reseaux-de-tramways
9 L'historien américain David Noble a consacré un ouvrage à ce sujet : The religion of technology.

se basent en grande partie sur des promesses futures et très peu sur les constats scientifiques actuels. En ce sens, leur discours doit être vu comme un discours de prosélytisme et non comme un point de vue neutre d'experts de la technologie. La parole de ces « optimistes de la technologie » entretient l'espoir dans de fausses solutions et travaille à la conservation du statu-quo dans un avenir de plus en plus incertain. La première étape pour résister à ce genre de discours est de le nommer correctement. C'est pourquoi nous préférons appeler ces personnes les techno-évangélistes. Loin d'apporter des solutions réelles ou de se montrer naïvement optimistes, les techno-évangélistes entretiennent un point de vue essentiellement basé sur une foi irrationnelle qui culmine dans la fétichisation de l'objet technique. Leur parole n'est pas innocente, elle consolide la domination d'un ensemble d'acteur·x·ice·s politico-économiques organisé dans la défense de ses intérêts. Or le techno-évangélisme pose un immense problème aujourd'hui : ce type de discours nous détourne des alternatives possibles, et accapare notre attention et nos ressources à une époque où nous manquons cruellement de temps pour réaliser une bifurcation écologique et sociale. 2050, c'est demain, et chaque année passée à maintenir le statu-quo est une perte irréversible pour l'humanité et la planète.

Dans son dernier ouvrage, l'auteur de science-fiction Kim Stanley Robinson parle des « années-zombies » pour désigner cette période où l'humanité stagne et persiste à foncer dans le mur malgré la nécessité de bifurquer[10]. Le narratif autour de la technologie aujourd'hui joue le rôle d'œillères entre nous et les futurs possibles. La foi en l'innovation salvatrice et les promesses d'institutions puissantes dominent toujours la bataille culturelle en cours pour déterminer le rôle des technologies dans les décennies à venir. Or le réalisme des constats scientifiques et le travail d'une myriade d'autres acteur·x·ice·s n'est pourtant pas de leur côté : la trajectoire technologique actuelle est insoutenable et injuste. Une croyance répétée mille fois n'en devient pas plus vraie pour autant, et les fantasmes d'un petit groupe d'hommes blancs privilégiés de la Silicon Valley ne doivent pas nécessairement servir de boussole au reste du monde. Les adeptes du techno-évangélisme et leurs croyances irréalistes sont aujourd'hui l'un des principaux facteurs d'inaction écologique et sociale. En ce sens, le techno-évangélisme est le principal et le plus puissant des leurres qu'il nous faut combattre pour voir la réalité de la crise socio-écologique en face. La technologie n'est pas le problème, mais la technologie telle qu'elle est actuellement développée doit radicalement changer de cap. Or c'est uniquement lorsque nous aurons re-politisé et réinvesti la question technologique que nous pourrons envisager d'autres futurs possibles pour nos dispositifs techniques. Nous serons alors en mesure de réclamer une technologie réellement émancipatrice, principalement articulée autour d'idéaux de justice sociale et de soutenabilité écologique.

10 Je parle ici de son livre Le ministère du futur.

LA DÉCROISSANCE : UNE TRANSITION NÉCESSAIRE ?

Tom Bauler

Professeur à l'ULB et détient la chaire « Environnement et Economie », il est membre de SONYA et co-directeur de l'iiTSE

Julien Vastenaekels

Chercheur sur les transformations socio-écologiques et la décroissance, membre de SONYA et professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Interview par
Jane Cortvriend

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? Quelle position prenez-vous lorsque vous aborder la transition socio-écologique ?

Julien : Je suis Julien Vastenaekels, et ma formation initiale est en ingénierie, suivie d'un master en sciences environnementales. J'ai ensuite poursuivi mes études en effectuant ma thèse au sein de SONYA (Socio-environmental Research Group), une unité de recherche de la faculté des sciences se concentrant sur les transformations socio-écologiques. Dans le cadre de ma thèse, j'ai examiné les questions de transition, en particulier la décroissance et la façon dont elle pourrait se déployer depuis un système capitaliste axé sur l'accumulation du capital. À présent, je suis professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, où je suis titulaire d'une chaire de professeur junior.

En ce qui concerne mon positionnement par rapport à ces questions de transition, je pense que, en tant que chercheur, notre rôle diffère de celui des militant·x·e·s, des activistes et des politiques, bien que nous ne soyons pas totalement extérieurs à la transition puisque nous menons des recherches sur le sujet. En fin de compte, nous participons d'une certaine manière au processus de cette transition.

Je m'inscris dans le cadre de l'économie écologique avec le principe fondamental de prise en compte des limites biophysiques de la planète. Cette approche implique l'idée d'essayer de comprendre précisément comment ces limites interagissent avec les activités humaines. Quant à la décroissance, je ne me considère pas spécifiquement comme un militant ou un chercheur activiste de la décroissance. J'essaie plutôt de comprendre ce phénomène et ses possibles trajectoires. Cependant, en m'immergeant dans la recherche sur les transitions et en examinant les preuves scientifiques ainsi que les études sur la croissance et ses impacts environnementaux, il m'est difficile de soutenir l'idée d'une croissance verte.

Tom : Je m'appelle Tom Bauler, professeur à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et membre de SONYA, où nous sommes une petite vingtaine. Je suis également impliqué dans la gestion du master en sciences et gestion de l'environnement de l'ULB, un programme d'importance relative en Belgique pour la formation sur les questions environnementales. De plus, je suis co-directeur de l'Institut interfacultaire des transformations socio-écologiques, de iiTSE, un réseau de chercheur·x·euse·s interfacultaires de l'ULB qui tentent de coordonner leurs recherches sur ces questions.

Mon parcours professionnel me semble toujours assez linéaire. Après une formation d'économiste et un intérêt croissant pour les questions de transformations des sociétés, je me suis intéressé au cours de mon doctorat à l'économie écologique, une approche alternative des sciences économiques qui se concentre sur les questions environnementales et socio-écologiques. Nous remettons en question certains principes ou propositions de l'économie orthodoxe. Par exemple, nous défendons le principe de durabilité forte. Traditionnellement, les sciences économiques classiques considèrent que les facteurs de production, tels que la main-d'œuvre, les matières premières et le capital industriel, sont parfaitement substituables.

Cependant, l'économie écologique soutient que les ressources naturelles et les écosystèmes ne peuvent pas être totalement substitués par d'autres formes de capital, en raison de leur nature vivante. Ce principe de non-substituabilité peut prendre en bout de raisonnement la forme d'une critique du néo-libéralisme ou du capitalisme.

Je me vois davantage comme quelqu'un qui met en critique l'économisme ambiant. Cela signifie que je ne suis pas enfermé dans une seule perspective. Je travaille plus dans une optique où nous n'avons pas de solutions toutes faites en tête, nous cherchons plutôt à mieux comprendre les problèmes et ces potentielles solutions. Cette approche n'est pas nécessairement très originale, car la critique de l'économisme et du capitalisme existe depuis longtemps. Cependant, ce qui distingue notre démarche, je crois, c'est que nous prenons vraiment au sérieux le monde du vivant. Cela nous amène à poser les questions de recherche de manière différente et plus originale, peut-être en tenant davantage compte de la complexité des systèmes socio-écologiques.

Comme vous l'avez dit, notre modèle économique actuel est vraiment dominé par le principe de croissance. Comment est-ce que vous définiriez ce principe de croissance ? De plus, comment définiriez-vous le terme de décroissance, souvent mis en opposition ?

Tom : La course à la croissance est une caractéristique inhérente à la vision orthodoxe de l'économie, où l'amélioration constante des conditions de vie est considérée comme une quête fondamentale qui passerait nécessairement par l'accumulation d'activités économiques. Certain·x·e·s auteur·x·ice·s soutiennent que cette recherche de progrès est inscrite dans notre nature humaine. Cette progression se traduit dans une lecture économique de base par une quête de moyens permettant d'améliorer la condition humaine, avec pour indicateur principal la croissance économique mesurée par le PIB.

Cependant, il existe de nombreuses critiques à l'égard de cette logique linéaire. Les constats actuels, à la fois conceptuels, théoriques et empiriques, montrent que les gains de croissance économique posent de réels problèmes en termes de respect du monde du vivant. Les problèmes environnementaux qui en découlent sont si graves et variés qu'ils mettent pour certains en péril la survie de l'humanité, pour d'autres la survie du modèle socio-économique actuel. Il est donc absurde de chercher à améliorer les conditions humaines tout en ignorant les limites imposées par les ressources naturelles. De plus, des travaux tels que ceux de Thomas Piketty ont montré que l'accumulation de richesses ne contribue pas nécessairement à l'amélioration des conditions de vie ou au progrès social. Au contraire, nous vivons une période où les inégalités se creusent et où le mal-être social s'accentue.

Il est essentiel de remettre en question le concept de croissance économique comme principal indicateur de progrès. Il existe de nombreux autres leviers qui influent sur ce qui constitue une vie bonne. La décroissance soulève une question presque philosophique : vers quelle société voulons-nous tendre ?

Pour ma part, une société idéale serait post-croissante, ayant renoncé à la course effrénée vers la performance économique. Pour parvenir à cet état, une période de décroissance, plus ou moins prolongée, serait probablement nécessaire.

Pendant cette période, il faudrait remettre en question un certain nombre de réflexes et d'activités économiques. La décroissance pourrait s'appliquer à différents aspects de la société, que ce soit la consommation d'énergie nucléaire ou l'utilisation de pesticides, et plus largement à des objets et à des trajectoires sociotechniques. En somme, la décroissance consiste à réorienter nos priorités vers la construction d'une société meilleure, plutôt que de se focaliser sur la croissance économique.

Julien : La notion de décroissance a émergé comme une remise en question de cette croyance aveugle en la croissance infinie. Bien que présente depuis les années 70, elle a pris une forme moderne au début des années 2000, avant même la crise financière. Initialement perçue comme un simple « mot-obus », un slogan contre la croissance, la décroissance est progressivement devenue un projet de société, une alternative à la logique de croissance perpétuelle.

La décroissance ne se réduit pas à une simple récession économique. Elle est plutôt envisagée comme un processus planifié démocratiquement, visant à réduire la production et la consommation de manière socialement juste, tout en respectant les limites planétaires.

La décroissance englobe des objectifs environnementaux et sociaux et se distingue donc de la récession, qui est plutôt un accident économique.

Ce concept a donné lieu à de nombreuses études académiques, mobilisant des chercheur·x·euse·s mais aussi des activistes et des citoyen·x·ne·s. Elle remet en question l'hégémonie de la pensée économique, en proposant de sortir de l'imaginaire économique de l'économisme. Elle invite à repenser la société au-delà de l'unique prisme de la croissance économique, remettant ainsi en question le rôle de l'économie comme idéologie dominante.

Un indicateur principal en économie classique est le PIB. Il est bien souvent critiqué, quels autres outils peuvent se révéler pour comprendre les notions de croissance et décroissance dans le modèle économique actuel ?

Tom : Il y a eu un travail considérable au sein des cercles de réflexion sur la décroissance, de l'éco-croissance ou de la critique de la croissance, visant à élaborer un programme de décroissance et à rompre avec le modèle de croissance perpétuelle. Il comprend plusieurs chantiers, notamment la réinvention des indicateurs économiques pour mesurer un état de société différent.

Parmi les propositions les plus souvent évoquées figure le revenu universel, sous différentes appellations et configurations, comme un moyen d'améliorer la condition sociale. La critique de la croissance du PIB se heurte souvent à l'argument selon lequel la croissance est nécessaire pour financer les filets de sécurité sociale et assurer l'intervention de l'État dans l'économie. Pour contrer cet argument, les partisan·x·e·s de la décroissance proposent plutôt de redistribuer équitablement les ressources, notamment à travers des allocations universelles ou un revenu de base. Un autre pilier de la pensée de la décroissance est la réforme du filet de sécurité sociale pour assurer la protection des travailleur·x·euse·s, des citoyen·x·ne·s, des malades et des ménages fragiles. En plus du revenu universel, de nombreuses autres idées circulent, telles que la mise en commun de certaines ressources, que ce soit par le biais de coopératives ou par une forme de communalisation ou de patrimonialisation. Cette réflexion porte notamment sur la gestion des ressources appartenant à l'humanité, comme l'atmosphère chimique et les forêts vierges de l'Amazonie ou du Congo, dans le but de les soustraire à la logique marchande et financière et de redéfinir les droits de (non)propriété. Cette dimension est encore peu discutée mais gagne en importance dans les débats en économie écologique.

Julien : Effectivement, l'idée principale est de ne pas se reposer uniquement sur les marchés pour gérer les ressources naturelles et pour orienter la société vers des modes de consommation et de production plus durables. La décroissance s'inspire également de mouvements existants, comme l'économie sociale et solidaire et l'agroécologie, pour repenser le système agricole et alimentaire. Par exemple, l'établissement d'une sécurité sociale de l'alimentation est une proposition qui pourrait être reprise dans la communauté de la décroissance. Bien sûr, il reste encore des zones d'ombre quant aux modalités concrètes pour parvenir à la décroissance et organiser la transition vers une société de post-croissance. En parallèle des politiques, la décroissance pourrait également s'appuyer sur des alternatives citoyennes et des innovations sociales, telles que les monnaies locales et alternatives, les coopératives citoyennes, et s'articule avec les mouvements de résistance ou d'opposition, comme ceux contre les projets destructeurs pour l'environnement. L'idée est que ces différentes initiatives, combinées, puissent conduire progressivement la société vers la post-croissance.

Une décroissance voulue est-elle possible dans le cadre du système politique belge et européen actuel ? Quelles sont quelques outils concrets pouvant aider à cette transition pour contrer le système économique dominant ?

Tom : Je suis d'avis que le fonctionnement de l'économie ne peut être comparé à celui d'un train avec un ou deux conducteurs, un volant, des pédales de frein et d'accélérateur. Il s'agit plutôt de mouvements, de dynamiques sociales et politiques qui opèrent sur le long terme avec une énergie considérable. Ces mouvements ont également des inerties importantes, ce qui peut être bénéfique car cela permet de ne pas céder aux distractions temporaires. L'Union européenne constitue un cas d'étude intéressant, car elle a été fondée sur l'idée d'un marché commun comme moyen de parvenir à une paix collective et de prévenir les conflits. Cependant, on constate aujourd'hui, au sein des institutions européennes telles que le Parlement et la Commission, un certain consensus sur le constat que le modèle économique actuel a atteint ses limites. Les limites auxquelles nous sommes confrontés – sociales, écologiques, humaines, sentimentales, psychologiques, culturelles – sont visibles de tous·x·tes et sont largement partagés. Cela soulève la question de la trajectoire à suivre pour amorcer ce changement. Quelles sont les orientations philosophiques, pratiques ou de pensée sur la direction à prendre ? Les opinions divergent sur ce point. Pour autant, il y a un début de consensus sur la nécessité de défocaliser – voire restreindre - la croissance économique, car il est physiquement, chimiquement et biologiquement impossible d'augmenter indéfiniment le gâteau économique.

Aujourd'hui de grandes conférences et mobilisations réunissent des acteur·x·ice·s aux convictions diverses, allant des décroissantistes aux économistes critiques, en passant par les politiques de différents bords et les représentants de la société civile. Cette diversité témoigne des coalitions improbables qui se forment pour répondre aux défis actuels. Les solutions et les trajectoires pour y parvenir varient, et des débats intenses ont lieu sur la manière de concilier les objectifs écologiques avec les valeurs démocratiques.

Il est également crucial de maintenir les principes démocratiques face à la montée des discours autoritaires qui prônent une dictature verte comme solution à la crise écologique.

Il s'agit d'un défi majeur, car de plus en plus de personnes perdent espoir en la capacité de la démocratie à répondre efficacement aux défis actuels.

Julien : Sur ce point, j'ai également eu des réflexions similaires lorsque tu as posé la question. Je ne crois pas qu'il y ait un moment précis où nous basculerons soudainement vers un paradigme de décroissance. Je pense que cela restera plutôt une série d'avancées et de reculs sur ces questions, avec peut-être à un certain moment une convergence des convictions qui accélérera le processus. Pour autant, les élections européennes représentent un enjeu important.

Ce que je remarque, c'est qu'au sein des différents groupes politiques européens, il semble y avoir une fracture au sujet de la croissance. On parle plus ouvertement de cette question de la croissance. Cela dépasse le cadre des seuls écologistes ; on trouve des critiques dans d'autres groupes également.

Pour moi, l'enjeu est peut-être de rendre visible ce débat qui existe très fort au niveau académique, où des discussions importantes ont eu lieu sur la nécessité et la possibilité de poursuivre la croissance dans un monde fini. En ce qui concerne l'avenir, je ne peux pas le prédire, mais au niveau de la Commission européenne, il y a eu comme mesure phare le pacte vert pour l'Europe, qui est plutôt pro-croissance verte. Cependant, dans le monde de la décroissance, il y a aussi des personnes qui cherchent à réorienter ce concept de pacte vert vers un horizon plus post-croissance. Ce ne sont pas des changements de cap radicaux, mais plutôt des ajustements dans la direction des projecteurs.

Ensuite, le concept de "croissance verte" ou "croissance qualitative" est utilisé par certains partis politiques. Il s'agirait d'une continuité de la croissance économique, mais en étant durable. Selon vous, est-ce qu'une croissance économique en tenant compte des enjeux socio-écologiques est possible ? Si pas, quelles critiques formuleriez-vous à ce propos ?

Tom : Aujourd'hui, la question écologique, notamment celle du changement climatique, prend une importance capitale. Dans ce contexte, une première étape consiste à intégrer un objectif environnemental à ce projet industriel, ce qu'on appelle généralement la croissance verte. Je pense que les acteurs européens et même au niveau des pays individuels, comme la Belgique et d'autres, ne sont pas naïfs au point de croire en une croissance verte authentique. Évidemment qu'on pourrait interpréter l'existence de ce terme et de ce plan comme un espoir de dernier recours pour sauver la croissance, car il faut bien admettre qu'il n'y a plus de croissance en Europe à l'heure actuelle. Certains États, notamment ceux qui sont encore fortement orientés vers la production industrielle comme l'Allemagne, tentent de sauver leur modèle économique en imposant une trajectoire de verdissement de leur industrie. Ils espèrent ainsi sauvegarder à la fois leur modèle industriel et, implicitement, maintenir une croissance économique. Cependant, il est loin d'être certain que cette stratégie soit efficace dans la réalité.

Julien : La croissance verte, c'est davantage un discours qu'une réalité concrète. C'est un peu comme un emballage, une mise en forme d'une série de politiques axées sur l'augmentation de l'efficacité, de la productivité et de l'efficacité énergétique en particulier.

Bien sûr, si l'objectif est de revenir sur le seuil des limites planétaires, cela semble être une illusion. En effet, on observe dans la littérature des découplages entre l'activité économique et les impacts environnementaux, mais ceux-ci sont soit insuffisants en termes d'ampleur, soit temporaires, soit limités à un seul type d'impact environnemental. Par exemple, le développement des voitures électriques peut permettre de réduire les émissions de CO_2 par kilomètre parcouru, mais peut entraîner d'autres impacts environnementaux. Ainsi,

que ce soient des normes sociales ou environnementales, s'il s'agit d'une imposition, toutes les entreprises seront sur le même pied d'égalité.

CRITIQUE DES POLITIQUES SOCIO-ÉCOLOGIQUES DE L'UE

Annelies Broekman

Chercheuse au CREAF, centre de recherche rattaché à l'Université autonome de Barcelone

Interview par
Caroline Alvarez

Pourriez-vous brièvement vous présenter à nos lecteur·x·ice·s ? Quelle position prenez-vous dans le débat de la transition socio-écologique ?

Je m'appelle Annelies Broekman. Je suis chercheuse au CREAF (Centre for Ecological Research and Forestry Applications), un institut de recherche public en Catalogne. Le centre a été fondé avec le but de répondre aux problèmes de feux de forêt : 60% de la Catalogne est boisée et, après les grands feux des années '90, la région nécessitait un appui scientifique dans l'aménagement du territoire. Le CREAF ne comptait que 18 chercheur·x·euse·s à sa fondation, concentré·x·e·s sur la gestion des forêts. Aujourd'hui, 30 ans plus tard, nous sommes 250 à travailler dans un domaine très vaste.

Le CREAF s'est beaucoup développé et diversifié car, aujourd'hui, le défi de la dégradation écologique est un problème systémique. Cette expansion était également une opportunité d'étendre notre domaine de recherche. Personnellement, je suis active dans des groupes de recherche dont la thématique est celle de l'eau dans le changement global et je m'intéresse en particulier à une approche transdiscipinaire. L'eau est mon leitmotiv dans mes recherches sur les discours relatifs à l'adaptation, la réflexion stratégique, et l'élaboration de politiques environnementales. En bref, notre domaine d'activité est l'implémentation de la science dans les politiques et la nécessité de se lancer dans une transition technique et scientifique basée sur une information diversifiée.

Les objectifs établis par l'Accord de Paris visaient à garder le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. L'Union Européenne est-elle sur la bonne voie et avance-t-elle au bon rythme ? Si pas, quels sont les principaux reproches que vous lui feriez ?

Déjà, je trouve ces objectifs pratiquement inatteignables. La politique climatique européenne ne peut à ce jour pas suivre avec la vitesse, l'urgence et l'efficacité nécessaires. Bien sûr, l'implémentation de toutes les propositions est difficile, mais si vous me demandez si la politique climatique européenne est satisfaisante, alors non, pas du tout. Les outils nécessaires ne sont pas en place, l'implémentation est limitée, le suivi encore plus et tout avance trop lentement. C'est surtout dû, je pense, au fait que les objectifs ne sont pas bien établis. Je veux dire qu'un changement systémique qui toucherait à absolument toutes les parties de l'économie, est nécessaire.

C'est le modèle économique dans lequel nous vivons qui est source de problèmes. Nos outils ne sont destinés qu'à pallier les effets du dérèglement climatique comme si c'était possible. Personnellement, je trouve que le green deal et autres programmes sont trop limités et ne s'attaquent pas au problème de la croissance. Les limites de la planète et de l'écosystème ne sont pas prises en compte correctement. Pour moi, le découplement de l'économie a déjà montré ses manquements et l'idée d'économie circulaire est un peu surfaite face au problème structurel qu'est l'inclination pour une croissance infinie, ce qui n'est pas durable.

Je pense aussi que la complexité des problèmes est mal représentée. On veut trop se focaliser sur le CO_2 quel que soit le domaine, sans prendre en compte la destruction de la biodiversité et des écosystèmes. Bien sûr, le CO_2 a un lien avec tout ça, mais ce n'est pas le seul indicateur, c'est trop limité. C'est pourquoi j'applaudis la nouvelle loi sur la restauration[1], la stratégie en matière de biodiversité, et beaucoup d'autres politiques qui prennent en compte les liens entre ces facteurs et la complexité de la chose, mais il faut renforcer ces outils. La loi sur la restauration est trop peu contraignante, on voit que les sites Natura 2000 se dégradent de jour en jour malgré elle. Les intérêts économiques à court terme prennent le dessus sur la préservation de notre habitat.

Le dualisme entre profit personnel à court terme et bénéfices collectifs à long terme empêche une action harmonisée au niveau européen dans l'élaboration et l'implémentation de politiques ; il y a trop de contradictions qu'on attend de voir se résoudre toutes seules. C'est un autre problème de l'UE : les ressources destinées aux administrations locales se perdent en chemin et ce sont ces pouvoirs locaux et la société qui subissent le changement climatique. Je trouve donc qu'il faudrait mettre le local en priorité dans l'élaboration de solutions, ce qui amènerait beaucoup de diversification. Les "packages technologiques" qu'on voit de nos jours sont néfastes pour la diversification et l'adaptation aux conditions locales qui nécessiteraient moins de coûts et de ressources.

En somme, je pense que les politiques européennes en place constituent une bonne base, mais sont trop peu ambitieuses. On a besoin de dirigeant·x·e·s qui placent la conservation au centre de l'aménagement du territoire et il me semble que, malheureusement, il n'y a pas assez de ressources institutionnelles ou politiques pour effectuer la réelle transformation structurelle, sociétale et économique nécessaire.

La gestion de l'eau est également un élément central de la transition socio-écologique, or les sécheresses sont de plus en plus fréquentes en Europe. Trouvez-vous les programmes européens dans ce domaine suffisants et réalistes ? Certains activistes ont qualifié ces politiques, comme les méga bassines en France, d'inadéquates ou même de contreproductives. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons vu après les terribles sécheresses en Catalogne à quel point notre système économique dépend de l'eau. C'est pourquoi je peux dire que je suis une grande fan des directives relatives à l'eau. Bien sûr, ce n'est pas suffisant, mais les principes fondamentaux sont là. J'étais heureuse que la restauration des écosystèmes soit au cœur de ces directives, mais après 20 ans, il est clair qu'elles n'étaient pas implémentées efficacement : ces directives mettent l'accent sur l'approvisionnement en eau, donc on cherche d'autres moyens d'en obtenir (désalinisation, réduction de la consommation, aller chercher de l'eau sur Mars…), mais on sera simplement confronté au même problème à l'avenir. Plus on cherche de l'eau, plus on stimule la demande du système et plus on consolide les procédés de consommation non durables sans observer l'impact sur les territoires, la justice et les réserves d'eau. Il manque toujours une vision d'ensemble : au lieu de gérer la demande en eau, on se concentre sur la gestion de la consommation. Cela rentre dans les discours de consommation efficace, mais c'est contreproductif. Le problème, c'est que personne ne rend l'eau recyclée aux fleuves. Elle est plutôt réinvestie dans le système et constitue un moteur d'industrialisation et d'agriculture ; après quarante ans d'investissement dans une consommation efficace, l'Espagne n'a fait qu'augmenter sa consommation d'eau.

Tout ça pour dire que dans le domaine de l'eau, je vois beaucoup de techno-optimisme qui n'améliore pas réellement la protection des réserves d'eau et n'envoie pas le bon message pour la gestion de la demande : la quantité totale d'eau disponible est limitée et il faut ouvrir le débat sur la valeur de l'eau, ses utilisations, et la façon dont nous voulons l'utiliser. Par exemple, à Barcelone, ville très touristique, un slogan disait qu'elle ne dépendrait bientôt plus de la pluie. Ce type de pensée dystopique est dû au fait que d'ici 2027, on s'attend à ce que la ville puisse être entièrement approvisionnée par des systèmes tels que la désalinisation. Cela donne une mauvaise impression : les gens pensent que tant qu'il y a de l'eau dans le robinet, il n'y a pas de problème, mais ils ne pensent pas au manque d'eau dans tous les autres processus nécessaires au fonctionnement de notre société. Tout cela nuit au débat.

D'un autre côté, je suis tout de même bien contente de rencontrer toujours plus de personnes dont l'objectif est de protéger la nature et de rétablir les réserves d'eau, non seulement pour l'écosystème mais également comme source durable : par exemple, retirer l'imperméabilisation des sols, encourager le déménagement hors des zones inondables, protéger les côtes des infiltrations salines… Il y a tout un nouveau courant d'ingénierie et de gouvernance qui prône l'harmonisation intersectorielle dans les directives relatives à l'eau et qui insiste sur l'indispensabilité de l'eau dans de nombreux secteurs économiques. Il faut impérativement communiquer avec d'autres secteurs, comme celui de l'agriculture.

1 https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20240223I-PR18078/le-parlement-adopte-un-reglement-pour-restaurer-20-des-terres-et-des-mers

En parlant d'agriculture, les récentes manifestations ont laissé entendre des promesses de réglementations moins contraignantes de la part de l'Union Européenne en matière d'agriculture. Certains groupes comme Greenpeace qualifient ces relaxations de cadeaux empoisonnés qui n'amèneraient que plus de difficultés aux agriculteur·x·ice·s face sur le long terme face aux sécheresses, inondations, et à la grêle. Que pensez-vous de la gestion de la situation par l'Europe ?

On pourrait écrire un roman sur le sujet. Pour commencer, je trouve que la situation est plutôt injuste pour les agriculteur·x·ice·s. La communauté agricole était très diverse et spécifique, surtout autour de la Méditerranée où la relation à la nourriture est forte ; ces structures ont été détruites par les politiques agricoles communes, l'économie d'échelle et la poussée vers l'industrialisation des 50 dernières années. C'est l'argent européen qui a créé ce monstre technocratique qui ignore l'aspect culturel du monde agricole. On a observé une forte diminution du nombre de petits agriculteurs face aux investissements d'entreprises qui rachètent des hectares et des hectares sans avoir de lien antérieur à la terre ou aux produits. Ces entreprises ne sont pas confrontées aux catastrophes naturelles car elles sont assurées. Les petits agriculteurs, si, mais cette grosse machine industrielle a tout bouleversé, des techniques agricoles aux ressources humaines, et on attend des agriculteur·x·ice·s qu'iels s'adaptent.

Je ne sais pas ce qu'il en est du reste de l'Europe, mais en Catalogne, il y a un grand débat entre celleux qui soutiennent ce système industriel et veulent moins de contraintes environnementales et les petit·x·e·s agriculteur·x·ice·s qui ont besoin de la biodiversité, d'eau, de protection de l'environnement pour maintenir une production agricole durable. Iels se sentent laissé·x·e·s de côté par les nouvelles stratégies agricoles et n'ont pas l'impression d'être écoutés. Je pense surtout qu'il est pervers d'essayer de régler un problème sans prendre en compte les besoins de la population qui va devoir mettre cette solution en place et de prioriser à la place les lobbys et l'industrie agroalimentaire qui n'ont rien à voir avec les territoires qu'ils exploitent ou les plus grands débiteurs, comme le Qatar qui importe une grande partie de la production agricole catalane, et qui polluent ou utilisent les ressources locales comme l'eau tout en en privant les agriculteurs locaux. Que nous puissions aujourd'hui faire de la nourriture sans nous soucier des relations complexes de la biodiversité et de l'impact sur l'environnement me semble particulièrement dystopique.

À côté de la dimension écologique, il ne faut pas oublier la dimension de justice sociale. Les petites fermes familiales engagent du personnel dans des circonstances très différentes des grosses industries agricoles et, en Espagne, on sait que beaucoup de personnes meurent parce qu'ils vivent dans des conditions déplorables près des sites agro-industriels comme à Almeria, en Catalogne, à Donana où on cultive des fraises… L'implantation en Europe, mais également en Afrique du Nord, de cultures industrielles utilisent les ressources et exploitent la population locale, pendant que les habitants des pays comme la Belgique consomment ces produits qui détruisent et polluent des territoires comme ceux d'Almeria et pour lesquels les travailleurs sont pratiquement comme des esclaves. C'est une véritable dystopie. Il faut plancher sur ce problème non seulement d'un point de vue culturel mais aussi par rapport aux allocations financières pour redécouvrir le lien entre notre quotidien et le monde rural.

Merci beaucoup pour votre réponse, le focus sur l'Espagne était très intéressant. Pensez-vous que l'Union Européenne est capable de poursuivre une politique socio-écologique unifiée ? Que peuvent faire les citoyen·x·ne·s pour mettre la pression sur les institutions européennes ?

Je ne pense pas que les gens puissent attendre que les institutions résolvent nos problèmes. Malheureusement, le processus d'élaboration et d'implémentation de réglementations, malgré le travail honnête et la bonne volonté de beaucoup, maintient les perversités du système. Nous ne pouvons pas nous reposer sur ce système seul. Il faut être plus intelligent que cela.

Pour moi, l'accent est à mettre sur les territoires. Il faut un environnement proactif pour émanciper le monde agricole des politiques agricoles communes et organiser des alternatives locales diversifiées. Beaucoup de personnes tentent de créer des coopératives ou des accords entre acteurs pour partager leurs machines, pour réduire les coûts… Voilà pour la production. Pour ce qui est de la vente, c'est là que les citoyen·x·ne·s entrent en jeu. Acheter de la nourriture dans un supermarché devrait être un blasphème, il faut que nous apprenions à aller au marché. Si un marché n'est pas possible à installer, il faut faciliter le lien entre producteur·x·ice·s et consommateur·x·ice·s. Dans mon domaine, cela s'est montré aussi efficace qu'enrichissant et sain.

Du côté politique, il faudrait documenter tous les bons exemples qui fonctionnent à l'échelle locale qui, aujourd'hui, n'ont pas de visibilité parce qu'ils sont considérés trop petits. Le monde d'aujourd'hui est différent de celui du siècle passé : tout est connecté en réseau. Même les opérations à petite échelle, une fois lancées dans une collaboration, peuvent amener de grands changements. Ensuite, il s'agirait d'influencer les décisions politiques par toutes sortes de processus participatifs.

J'invite tous les pays à véritablement essayer d'implémenter des propositions durables qui viennent directement du peuple des territoires affectés. Il y a beaucoup de marge de manœuvre pour s'organiser même sans administration locale : les citoyen·x·e·s peuvent entreprendre des projets concrets afin de montrer ce qui marche aux décideur·x·euse·s.

LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE SELON LES MILITANT.X.E.S

L'ÉCOLOGIE BOURGEOISE ET SON DISCOURS

Sebastian Franco

Chercheur au Gresea, Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative

Interview par
Caroline Alvarez

Comment définiriez-vous l'écologie bourgeoise ? L'écologie bourgeoise a-t-elle une visée sociale selon vous ? Avez-vous des exemples ?

Le terme « écologie bourgeoise » porte, selon moi, une certaine contradiction dépendant des définitions du terme « bourgeoisie ». Si je me réfère à la bourgeoisie capitaliste, celle-ci parle d'écologie en termes de croissance verte et veut s'appuyer principalement sur une décarbonation basée sur les technologies. Il s'agit d'une optique de développement de marchés et de croissance guidée par le profit. Ces éléments me mènent à dire qu'il ne s'agit pas d'une écologie, ou en tout cas, que cette dite écologie ne répond pas aux besoins écologiques.

Après, nous pouvons aussi voir l'écologie bourgeoise comme l'écologie des élites. Ces personnes reprennent évidemment ce que je viens de mentionner tout en y ajoutant un autre aspect. Par exemple, le fait de prendre des mesures qui ne les touchent pas personnellement, mais qui touchent surtout le reste de la population. C'est mettre la responsabilité de la crise climatique sur les masses. Cela engendre des propositions qui touchent principalement les couches élargies de la population sans impacter les grand·x·e·s polueur·x·se·s qui sont généralement les riches et les grandes entreprises. L'écologie bourgeoise fait alors porter une responsabilité individuelle sur ces questions-là alors que, selon moi, les questions écologiques sont fondamentalement collectives. On peut et on doit définir des secteurs de la société qui doivent se transformer en premier lieu pour aller vers une transition socio-écologique.

Quelle est, selon-vous, la place actuelle de ce type de mesures dans la politique ? Est-ce que les mesures prises relèvent plutôt d'une écologie bourgeoise ou populaire ? À qui s'adressent les politiques au sujet de la transition socio-écologique ?

Je pense qu'une des difficultés est que les premiers partis qui ont mis ces questions sur la table, les partis appelés écologistes ou verts, en Belgique comme dans toute l'Europe, sont devenus des partis de pouvoir et de gouvernement. Pour autant, la situation n'a pas radicalement changé et ces partis ont donc été incapables de modifier les paradigmes nécessaires pour "faire écologie" aujourd'hui. Je pense que dans ce processus-là, ces partis se sont embourgeoisés. Au départ, plusieurs secteurs de gauche au sein des partis étaient liés au militantisme antinucléaire, écologiste ou autre. Aujourd'hui, force est de constater qu'ils se rangent du côté des gouvernements et font, comme la plupart des gouvernements, des mesures écologiques que j'appelle antisociales,-telles que les taxes kilométriques, les taxes carbone ou autre sur l'essence, etc...

Je ne dis pas qu'il ne faut pas s'attaquer aux énergies fossiles, mais s'attaquer à cela impacte de manière plus importante les couches populaires que les couches aisées de la population. Selon moi, il faut au contraire s'attaquer aux couches les plus aisées et riches, vu qu'elles ont l'impact climatique le plus lourd. Globalement, nous sommes aujourd'hui dans une écologie toujours plus punitive. Cela était visible récemment avec les paysan·x·ne·s, et ce sujet concerne l'Union européenne dans son ensemble. Ces paysan·x·ne·s dénoncent des mesures "vertes" parce qu'on ne leur permet pas d'avoir un revenu suffisant. Il y aurait beaucoup moins de difficultés à faire accepter des mesures "vertes" si on ne les imposait pas à des personnes qui ont déjà l'impression de faire beaucoup d'efforts. Le même souci se présente lorsque nous nous attaquons à la voiture des personnes qui travaillent quotidiennement. Ces dernières années, ces personnes-là ont vu leurs salaires et prestations sociales baisser. Ainsi, leur dire qu'elles sont obligées d'acheter une voiture électrique alors qu'elles n'en ont pas les moyens ne va pas aider la transition socio-écologique.

Malheureusement, je crois que toutes ces politiques ont un effet d'éloignement de la population vis-à-vis d'une potentielle volonté de mettre en place des politiques écologiques. Les personnes pensent qu'on est dans une dictature écologique alors que ce n'est pas le cas. Ce genre de sentiment s'accroît dans la population et rend une transformation de la société plus difficile.

Quel est l'impact de la place importante de cette écologique bourgeoise sur l'avancement des mesures prises ? Est-il important d'inclure plus les classes populaires au sein des décisions écologiques ?

Il est souvent dit aux politiques d'avoir une vision de genre sur les politiques mises en place. Ces politiques ont souvent des effets différenciés pour les hommes, femmes, pour les personnes aisées et plus précaires, ... Évidemment, selon moi, il est important d'avoir une perspective de revenu social dans toutes les politiques écologiques. Cependant, dans un premier temps, on doit obligatoirement s'attaquer aux personnes qui mènent les vies les plus fastes et les plus polluantes. Ce serait impossible de demander aux personnes de fournir des efforts si les ultra-riches continuent de prendre des avions privés. Ce n'est pas anecdotique, il n'y en a que quelques-un·x·e·s qui prennent des avions privés, mais cela participe beaucoup à la pollution aérienne. Si nous ne montrons pas une réelle volonté de s'attaquer aux modes de vie des plus riches, les gens ne vont pas adhérer et il ne sera pas possible d'avancer.

On reproche parfois au parti ÉCOLO de s'adresser beaucoup aux classes moyennes et supérieures, privilégiées, et très peu aux classes populaires. Celles-ci peuvent alors se sentir très peu incluses dans les débats écologiques. Quelles solutions avez-vous pour y remédier ?

Je crois fondamentalement au fait que nos conditions matérielles définissent notre façon de penser. Par exemple, les cadres et électeur·x·ice·s des partis écologiques font plutôt partie des secteurs "éduqués" de classe moyenne et moyenne haute. Iels réfléchissent leur écologie de ce point de vue-là, ce qui va évidemment tendre à favoriser ce qu'elles·x·eux estiment être l'écologie. Cela est visible avec le plan "Goodmove", iels ont essayé de transformer la circulation à Bruxelles. Bien que l'idée de départ fût probablement bonne, les politiques n'ont pas réussi et ne réussissent pas à comprendre la mobilisation des classes populaires et à penser une ville selon des personnes plus précaires. C'est un problème ! Comment y remédier ? Avec la participation politique des classes populaires. Bien sûr, ce n'est pas simple et ça a rarement eu lieu. Lorsqu'on regarde notre démocratie, ce sont toujours les professions libérales, les chef·x·fe·s d'entreprises et rarement des chômeur·x·se·s ou des ouvrier·x·ère·s qui sont élu·x·e·s. Je pense que tous les partis devraient avoir en perspective de favoriser en leur sein une présence d'ouvrier·x·ère·s, de classes populaires...

Je pense que laquestion écologique amène beaucoup de contradictions au sein de la société. Par exemple, la défense de l'emploi, parfois, va à l'encontre de la décarbonisation d'un secteur comme l'aérien et les syndicats défendant les activités d'un aéroport. Il faut s'attaquer à ces différences de point de vue et y trouver des équilibres. Après, en effet, on pourra difficilement défendre très longtemps l'aérien, mais alors faisons en sorte que tous·x·te·s les travailleur·x·euse·s de ce secteur-là retrouvent un emploi bien payé.

Malheureusement, aujourd'hui les nouveaux emplois liés à la transition écologique ne sont généralement pas aussi bien rémunérés et encadrés par des conventions collectives. L'écologie bourgeoise s'attache à déréguler le capitalisme vert et à le rendre le moins cher possible ce qui se traduit par des emplois de mauvaise qualité. On peut alors comprendre que certain·x·e·s ne veulent pas se retrouver dans une entreprise d'un secteur décarboné avec des salaires 20 à 30 % plus faibles. Il faut rassurer ces personnes-là et selon moi, c'est à travers les politiques publiques que cela peut se faire. Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui prennent toutes les grandes décisions ; il faut au contraire que ce soient les politiques et donc la population qui puisse décider de chemin à suivre. De cela découle l'importance du service public et de la propriété publique dans la transition socio-écologique.

ÉCOSOCIALISME

L'écosocialisme, réponse aux ingalités à la fois causes et conséquences du dérèglement climatique?

Arnaud Zacharie

Secrétaire général du Centre National de Coopération et Développement (CNCD) et Prof. À l'ULB et l'ULiège

Interview par
Jane Cortvriend

Est-ce que vous pourriez vous présenter en quelques mots ? Quelle position prenez-vous, en tant que personne, pour parler de la transition socio-écologique ?

Je suis secrétaire général du Centre National de Coopération et Développement, le CNCD-11.11.11, qui est la coupole des ONG belges du développement et plus généralement des associations engagées dans la solidarité internationale. J'enseigne aussi à l'ULB et à l'Université de Liège, dans le master en sciences de la population et du développement. J'ai publié plusieurs livres sur la transition écologique et sociale, sur la reconstruction écologique et sociale post-Covid, etc. On travaille beaucoup sur la transition écologique, mais justement, en mettant en évidence le fait que la transition écologique est d'abord une question sociale et qu'elle ne verra pas le jour si elle n'est pas sociale.

Comment définiriez-vous l'écosocialisme ? Que signifie cette pensée ?

De la manière la plus simple, l'écosocialisme est le fait d'intégrer les limites planétaires, les enjeux climatiques et environnementaux à l'idéologie socialiste. Bien sûr, nous pourrions aussi parler de la sociale-écologie ou des partis écologistes prenant en compte la dimension sociale. Ce sont des traductions idéologiques des enjeux environnementaux et sociaux qui traversent nos sociétés.

Pourquoi est-ce important de prendre en compte le social dans la question écologique ou à l'inverse, l'écologie dans la question sociale ? Quel est le lien primordial entre les deux ?

Tout d'abord, pour qu'elles soient acceptées par la population, la transition écologique doit être fondée sur la justice sociale et sur la justice fiscale. Si nous nous limitons à dire qu'il faut protéger l'environnement, quelles que soient les conséquences sociales, les populations vont rejeter la transition écologique. Il faut faire de la transition écologique un objectif d'amélioration des niveaux de vie de la population, de réduction des inégalités et de renforcement de la solidarité intergénérationnelle.

La transition écologique ne peut être une régression sociale. Par régression, on entend une transition écologique entraînant un appauvrissement d'une partie de la population et une augmentation des inégalités.

Un constat majeur est que des inégalités sociales sont au fondement à la fois des causes et des conséquences du dérèglement climatique.

Au niveau des causes, en général, ce sont les plus riches qui polluent le plus. En moyenne, les 10% les plus riches de la population mondiale sont responsables de la moitié des émissions, alors que les 50% des plus pauvres sont responsables d'environ 10%[1]. Au niveau des émissions d'origine industrielle, nous retrouvons la même chose. Il y a plus de 100 000 multinationales dans le monde, mais les 100 plus polluantes sont responsables de près de trois-quarts des émissions mondiales d'origine industrielle[2]. La concentration des richesses, que ce soit au niveau des individus ou des entreprises, est une des causes majeures des émissions de gaz à effet de serre et du dérèglement climatique.

1 Oxfam, 2015. "Inégalités extrêmes et émissions de CO2 : Les 1 % les plus riches du monde sont responsables de plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre cumulées depuis 1990" : https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2/

2 CDP, 2023. "Business and Climate Change: Survey of Corporate Climate Action". https://guidance.cdp.net/en/tags?cid=46&c-type=theme&gettags=0&idtype=ThemeID&incchild=1&microsite=0&o-type=Questionnaire&page=1&tgprompt=TG-124%2CTG-127%2CTG-125

Ensuite, par rapport aux conséquences, malheureusement, ce sont les plus pauvres qui sont les moins pollueurs et les principales victimes du changement climatique, que ce soit entre les pays, à l'intérieur de chacun des pays ou même au sein d'une ville. Il y a par exemple des différences d'espérance de vie de plusieurs années entre les quartiers riches et les quartiers pauvres d'une même ville. Cela est aussi valable pour les investissements nécessaires à l'atténuation des émissions ou à l'adaptation au dérèglement climatique, que ce soient des panneaux solaires ou des pompes à chaleur. Les personnes plus précaires économiquement n'arrivent pas à jouer sur le double objectif de fin du monde et de fin du mois. Si elles avaient les capacités d'isoler leur maison et de placer des panneaux solaires, cela serait bon pour leur portefeuille, avec une réduction de la facture énergétique, et pour le climat, mais cela nécessite des moyens financiers auxquels elles n'ont pas accès. Au niveau international, malheureusement, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, les régions les plus pauvres du monde et les moins émettrices de CO_2, sont aujourd'hui les principales victimes du dérèglement climatique.

Ainsi, les inégalités sont au cœur de la crise environnementale et des dérèglements climatiques et il faut aborder la transition écologique comme une question sociale et pas comme une question technique pour régler des problèmes environnementaux, qui n'ont pas d'impact neutre sur les différentes catégories de la population.

Par quels instruments est-ce qu'on peut s'assurer que justement, cette question sociale et le combat contre le changement climatique et les autres problèmes environnementaux soient pris en compte dans la politique actuelle ?

Cela peut se faire à plusieurs échelles. En Belgique, par exemple, parallèlement à la mise en œuvre de politiques de réduction des émissions et de protection de la biodiversité, il faut un accompagnement social de la transition. En opérant la transition énergétique, on va gagner des emplois dans certains secteurs comme les énergies renouvelables, mais on va en perdre aussi dans d'autres comme les énergies fossiles. Ainsi, il y a un gros travail à faire concernant la reconversion professionnelle. De plus, il faut renforcer la protection sociale, tant préventivement que concernant les conséquences du dérèglement climatique. Lors des inondations de l'été 2021 dans la région liégeoise, le coût pour certaines familles les plus pauvres, qui sont dans des zones inondables avec bien souvent des maisons moins adaptées à ce genre de catastrophes naturelles, était très élevé. Il serait intéressant de développer la protection sociale en imaginant une nouvelle branche de la sécurité sociale pour assurer des ménages contre des catastrophes climatiques.

Une augmentation de la justice fiscale permettrait de mieux répartir des richesses et d'avoir une transition plus égalitaire. Un autre instrument potentiel est un plan énergie-climat. Comme je le mentionnais, un ménage pauvre, locataire d'un logement social ou d'un appartement et qui a du mal à nouer les deux bouts, n'a pas l'argent pour investir dans des technologies vertes et durables. C'est là où des politiques publiques sont primordiales. Cela permettrait de doter d'énergie renouvelable et d'isolation efficace les populations les plus pauvres qui souffrent déjà des passoires énergétiques dans lesquelles elles vivent.

Au niveau international, ce qui est nécessaire et d'ailleurs présent dans le cadre de l'Accord de Paris, c'est que les pays riches alimentent le Fonds Vert pour le climat, afin de financer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions dans les pays en développement. Cela, en particulier dans les pays à faible revenu qui sont les principales victimes du dérèglement climatique. C'est tout aussi valable pour le Fond concernant les pertes et préjudices, « loss and damage ». Aujourd'hui, il y a déjà des conséquences du dérèglement climatique dans des pays qui n'ont pas les moyens d'y faire face et qui demandent d'indemniser les populations victimes. Un fonds international permettrait ainsi d'indemniser ce genre de dommages. Il y a une série de choses à faire pour que la réduction des inégalités à travers la protection sociale, à travers la justice fiscale et la solidarité internationale, permettent d'atteindre à la fois les objectifs de fin du monde et de fin du mois.

C'est non seulement souhaitable pour le bien-être des populations, mais aussi pour qu'il y ait une acceptabilité sociale de la transition écologique qui va imposer des mutations importantes dû à l'urgence de l'action nécessaire. Les primes ne sont pas suffisantes et

il faut une forme de planification écologique de l'État, qui se doit de rassembler les parties prenantes pour fixer le cap de manière démocratique et mobiliser les moyens nécessaires.

Est-ce que vous avez l'impression que c'est un discours qui devient majoritaire et dominant dans nos politiques ? Certaines mesures sont-elles non-inclusives dans leur idée de transition écologique ?

Malheureusement, les exemples non-inclusifs sont nombreux et il s'agit même d'une approche plutôt dominante en politique. En regardant ne fût-ce que le principe de pollueur-payeur, celui qui a des moyens va pouvoir continuer à polluer et il y a une inégalité vis-à-vis de la transition écologique qui est néfaste à la fois pour le climat et pour la cohésion sociale.

Lors de la flambée des prix du gaz et des énergies fossiles, il y avait un certain discours de personnes qu'on peut qualifier d'écolos radicaux ou d'écolos fondamentalistes, estimant que cela était une manière efficace de diminuer la consommation de gaz. La précarité énergétique incitera tout le monde à investir dans des panneaux solaires et autres. Le problème est que ces personnes n'ont pas les moyens d'investir et la flambée des prix signifie qu'elles ne peuvent plus se chauffer. Une solution à ce problème serait par exemple de cibler le "signal prix" sur les classes moyennes supérieures ou les plus riches qui n'ont pas encore investi dans l'efficacité énergétique de leur bâtiment ou dans les énergies renouvelables, mais de soutenir financièrement les personnes vivant dans la précarité énergétique. Le dérèglement climatique, rappelons-le, n'est pas tellement un problème pour la planète, qui va continuer à exister, mais pour nous les êtres humains. La question, c'est comment garantir l'habitabilité de la planète, pour que les humains puissent vivre dans un environnement sain et stable ? Voilà pourquoi cela est une question intrinsèquement sociale et démocratique.

Comment est-ce qu'en tant que citoyen·x·ne, on s'implique là-dedans, on s'assure que ce sont des questions qui soient prises en compte ? Comment est-ce que nous nous positionnons par rapport à ça ?

La place citoyenne est importante. Par exemple, tout le monde n'est pas pour une transition énergétique, notamment parce que les partis d'extrême droite en font leur fonds de commerce électoral et surfent sur le sentiment d'abandon des populations les plus vulnérables. Elles ont l'impression qu'elles vont devoir payer plus que les plus riches la crise climatique, alors que ce sont les plus riches qui en sont les principaux responsables. C'est un terrain fertile pour faire basculer des populations vers des partis extrémistes, en particulier l'extrême droite et c'est à éviter. Il y a de nombreux chemins différents pour arriver à une transition énergétique. Certains prônent uniquement les technologies, certains uniquement les innovations sociales, d'autres un peu des deux. Il y a des débats démocratiques à avoir sur le chemin à prendre pour aboutir à cette transition écologique, qui n'est pas seulement une transition énergétique.

Ensuite, pendant des décennies, les mesures n'ont pas été assez ambitieuses et nous rentrons enfin dans le vif du sujet. L'horizon 2030, c'est dans six ans, plus nous attendons, plus il y aura de décisions difficiles à prendre. S'il y a eu un Green Deal en Europe, c'est uniquement parce qu'il y a eu les mouvements pour le climat avec les jeunes et des organisations de la société civile qui se sont mobilisées en 2018-2019. Ce qui est un peu inquiétant, c'est la remise en cause de Green Deal et la récupération politique de partis conservateurs et d'extrême droite qui traduisent par exemple le manque de revenus des agriculteur·x·ice·s par un discours sur les normes environnementales qui seraient exagérées. Un des enjeux majeurs de ce 9 juin 2024, ce sera la question de la continuation et du renforcement du Green Deal en y intégrant une dimension sociale qui, pour l'instant, est inexistante. Ou est-ce qu'on tue le Green Deal comme le veulent les partis conservateurs et de droite radicale ?

Ces élections sont importantes et donc, le mouvement social, le mouvement citoyen est fondamental.

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE PLURALE DE LA RADICALITÉ DANS LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

Hélène Debaisieux

Responsable coordination de Quinoa ASBL

Interview par
Pierre Schepens

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? Quel point de vue prenez-vous pour parler de la transition socio-écologique ?

Je m'appelle Hélène et je travaille en tant que coordinatrice chez Quinoa depuis 2020. Je gravite autour de cette ONG depuis 2010, je connais très bien la structure donc j'avais envie de contribuer à faire germer cette graine Quinoa en Belgique francophone.

Il s'agit d'une organisation de jeunesse qui fait de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. On cherche à susciter l'engagement chez les jeunes, principalement les 18-35 ans, en les sensibilisant et les formant. On utilise des outils éducatifs et pédagogiques comme des ciné-débats, arpentages et conférences qui nous permettent de toucher plusieurs publics : du scolaire, des mouvements de jeunesse, des associations, des profs… On organise aussi des formations sur demande pour un groupe de militant·x·e·s, ou un collectif sur des sujets précis comme le genre, la gouvernance, l'accompagnement dans le changement social…

On montre que l'engagement peut prendre des formes très différentes, qu'il n'y en a pas une qui est mieux que l'autre et qu'il est important que chacun·x·e trouve celle qui lui correspond. On brasse assez largement tout le panel qui existe en termes de militance et d'engagement. De plus, on propose des formes de mobilisations concrètes comme les Brigades d'Actions Paysannes, initiative qu'on a créé conjointement avec FIAN[1] qui propose des chantiers participatifs pour la souveraineté alimentaire et l'alimentation paysanne en Belgique.

Comment définiriez-vous le terme "radicalité" dans un contexte de transition socio-écologique ? Sous quelles formes peut-elle s'exprimer selon vous ?

Dans tous nos contenus ou formations, on aime questionner les mots qu'on utilise parce qu'ils sont porteurs de tout un système, d'une vision du monde. J'aime bien prendre comme exemple notre outil pédagogique Dezobeyi qui permet de retracer de manière historique les différentes personnes qui ont utilisé la désobéissance civile comme levier de changement social. Forcément, beaucoup de mots qui sont souvent galvaudés rentrent dans cette discussion. On parle de militant·x·e·s, de radicalité, d'engagement, de changement social. On s'interroge sur le sens des mots et il est clair que le terme radicalité est souvent questionné par les jeunes car il contient beaucoup d'aprioris qu'on doit déconstruire.

Pour nous, chez Quinoa, le mot radicalité est intrinsèque à notre vision du monde et à la création même de l'ONG. Il a la même étymologie que le mot racine donc l'idée est de trouver les racines d'un problème donné. C'est cette lecture du mot qu'on va essaimer à travers nos contenus.

Il s'agit d'une vision systémique où on explique que le politique, le social, l'écologique s'entremêlent et que les crises auxquelles nous faisons face aujourd'hui reposent sur des systèmes d'exploitation et de domination qui engendrent des inégalités.

On a aussi une approche interculturelle, l'idée étant de prendre conscience de sa culture, de ses propres lunettes pour pouvoir se décentrer et se

1 Organisation de droits humains qui défend le droit à l'alimentation et à la nutrition pour toutes et tous.

rendre compte que ce qu'on vit n'est pas universel mais culturel et contextuel. Chez Quinoa, notre objectif est de faire prendre conscience de ce constat puis de retourner à cette radicalité, aux racines mêmes, pour pouvoir trouver des solutions et arriver à cette transition socio-écologique. On souhaite aussi aller au-delà du constat et susciter l'engagement.

Selon vous, quels rôles peuvent avoir les citoyen·x·ne·s dans la transition socio-écologique ? Quelle place peut prendre la radicalité dans ces rôles ? En tant que citoyen·x·ne, comment s'informer et se former sur ces questions-là ?

Le rôle des citoyen·x·ne·s est essentiel, le changement ne peut pas se faire sans une pression de la société civile et des débats dans l'espace public. Les sphères politique et publique doivent se coordonner pour permettre la transition vers une société plus juste, équitable, durable etc.

Cela peut se faire « avec », « sans » ou « contre » le pouvoir. Aucun ne prévaut sur l'autre parce que le changement social et sociétal ne s'est joué que lorsque les trois systèmes ont opéré de manière équivalente.

Néanmoins, on tire comme constat que, dans notre société actuelle, on valorise plus certaines formes que d'autres, surtout le « avec le pouvoir », comme faire du plaidoyer politique, dire : « on va petit à petit aller vers une transition et non un changement radical ». Mais cela n'a pas l'air d'avoir amené un gros changement dans la société. Ainsi, chez Quinoa, on essaye de montrer aux jeunes qu'il y a la nécessité d'amener d'autres manières de penser ce changement. Le rôle des citoyen·x·ne·s est aussi de travailler sur les autres formes : « sans le pouvoir » en réfléchissant aux alternatives à la consommation, au logement, dans la santé… et « contre le pouvoir » au travers d'actions, de mobilisations, de pétitions. En parallèle, il faut continuer à informer et éduquer, ce qui est un des leviers les plus importants. Quelle place pour la radicalité dans tout ça ? Pour moi, elle se retrouve dans le fait d'essayer de traiter toutes les racines des systèmes dans lesquels on vit.

Donc, le rôle des citoyen·x·ne·s est essentiel mais il ne peut pas être esseulé. Il faut souligner l'importance du collectif et la nécessité d'avoir des espaces où tu peux t'exprimer et débattre. Comment est-ce qu'on exploite ça ? En utilisant l'interculturalité, des outils comme la gouvernance partagée, l'intelligence collective.

La radicalité a-t-elle sa place dans les décisions de l'état ? Est-il souhaitable qu'elle y ait sa place ? Est-ce réaliste ?

Face aux multiples crises auxquelles on fait face, il y a la nécessité d'être radical. Si tu ne vas pas aux racines de la crise climatique, tu fais du greenwashing. Donc, pour nous, il est essentiel que l'État aille, au moins sur le diagnostic, poser une forme de radicalité. Cependant, les divergences et les différences doivent continuer d'exister.

Penser qu'il n'y a qu'une seule façon de voir le monde de demain est dangereux parce qu'on tombe sur une uniformité et on perd l'interculturalité.

Chez Quinoa, on parle des alternatives, des mondes pluriels et du fait qu'on peut tou.te.s essayer et les co-construire ensemble avec des perspectives très différentes.

Alors, est-ce réaliste de penser que l'État puisse être radical ? L'État est quelque chose de très impersonnel mais il est incarné par des personnes qui portent des responsabilités. Il y en a certaines qui portent cette forme de radicalité. Mais alors, est-ce que l'enjeu est là ? Comment tu le portes collectivement et comment tu les fais coexister en sachant que chacun·x·e a peut-être une racine ? Ce serait l'idéal, c'est souhaitable en tout cas, mais c'est très compliqué à faire vivre. En tout cas, il y a aussi la nécessité de l'État de continuer à laisser un contrepouvoir exister. Les médias et la parole des citoyen·x·ne·s doivent continuer à exister pour permettre un changement et penser cette radicalité.

Et comment est-ce que les citoyen·x·ne·s peuvent porter cette radicalité dans les sphères de pouvoirs de l'État ? Est-ce qu'il y a des leviers ? Comment se fait le lien entre ces deux mondes ?

Avant de parler des leviers, on va parler de ce qu'on appelle les freins à l'engagement. Dans cette théorie du changement, il y a plein de freins inhérents au système que les gens se mettent en disant que le changement n'est pas possible.

Un système, par définition, cherche à tout faire pour perdurer dans le temps. Donc, les forces et les pouvoirs qui régissent ce système n'apprécient pas lorsque des gens tentent d'en sortir ou de le remettre en question.

Ces freins à l'engagement peuvent être d'ordre administratif, financier, psychologique, politique, …

Chez Quinoa, on va essayer de lever ces freins en cassant les mythes associés au changement social.

Dans notre outil Dezobeyi, on prend des exemples de victoires collectives du passé pour montrer que des changements ont déjà eu lieu et que ça a fonctionné ! Montrer des victoires qui peuvent parler aux citoyen·x·ne·s, cela inspire.

Après, notre levier principal c'est l'éducation et on y voit un fort potentiel mobilisateur. Ce qui est très compliqué pour les citoyen·x·ne·s, c'est de déterminer si on va mettre ces leviers en place au sein ou en dehors du système et du pouvoir. Les leviers vont être très différents en fonction de là où on se trouve et de là où on a envie d'agir. Chez Quinoa, on utilise le terme « pouvoir d'agir » qu'on cherche à renforcer. C'est-à-dire se rendre compte que chaque personne a le pouvoir, à son échelle, d'arriver à faire changer les choses et de continuer à faire grandir ça chez tout un chacun et chacune. Le tout en prenant soin de sa santé mentale et de recharger ses batteries car le secteur militant peut être très prenant à ce niveau-là.

As-tu quelque chose à ajouter ?

Peut-être revenir au poids des mots et comprendre leur sens. Typiquement le mot « transition » que vous utilisez. Je vous retourne la question, est-ce que vous vous êtes questionnés sur ce mot « transition socio-écologique » ? Parce que de nouveau, il est très galvaudé. Derrière le mot transition, il y a le côté « petit à petit, pas par pas ». Lorsque des changements sociétaux s'opèrent, c'est souvent avec des facteurs de déclenchement brusques comme avec le mouvement ***Me too*** par exemple.

Après, on ne dit pas qu'on n'est pas déjà en train de vivre cette forme de transition et que ce terme n'a pas d'utilité évidemment. Mais il est important de s'interroger sur son sens et de se demander aussi : on transitionne mais vers quoi ? Ce sont des questions très intéressantes à se poser pour les associations dans le monde militant. Questionner les mots transition, radicalité, révolution, voir quel mot on va favoriser et pourquoi. Je vous invite à vous interroger là-dessus.

TECHNOSOLUTIONISME ET GREENWASHING SELON UNE APPROCHE MILITANTE

Nadia Cornejo

Porte-parole francophone et conseillère politique chez Greenpeace Belgium

Interview par
Pierre Schepens

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? Quelles positions prenez-vous par rapport à la transition socio-ecologique ?

Je m'appelle Nadia Cornejo, je suis porte-parole et conseillère politique chez Greenpeace. Je suis aussi militante, activiste. Je parle du point de vue de quelqu'un d'engagée qui pense que la transition socio-écologique doit se faire au plus vite. Mon boulot et mes engagements sont très liés.

Comment définiriez-vous le technosolutionisme et le greenwashing ? Est-ce monnaie courante dans nos sociétés ?

On ne travaille pas spécifiquement directement sur le technosolutionnisme ou sur le greenwashing. Cependant, ça fait partie de beaucoup de nos campagnes. On peut citer notre réaction à l'issue de la COP[1]. On y exprime l'idée de sortir doucement des énergies fossiles et dans le texte on met plein de pistes de réflexion sur les potentielles technologies qui nous aideraient à sortir de celles dites fossiles. On peut prendre l'exemple de la capture du carbone, on n'est pas du tout convaincu par son efficacité et son fonctionnement. Il y a aussi le nucléaire, qui ne nous semble pas une énergie tout à fait au point, avec les nouveaux réacteurs, le SMR, que le MR met beaucoup en avant dans son programme comme étant une solution technologique. Pour nous, ce n'est pas une solution. On peut aussi parler de l'hydrogène, sur lequel on a fait tout un rapport. On y explique que cette technologie n'était pas non plus au point et qu'elle n'allait pas venir nous sauver. Ça, c'est un exemple de technosolutionnisme.

Concernant le greenwashing, chaque fois qu'on va faire des enquêtes qui vont concerner des entreprises, on ne va pas forcément cibler celles qui se vantent un peu d'être vertueuses. Après, on suit de près ce que fait Total Energies qui se présente comme une entreprise très vertueuse, qui investit à fond dans les énergies renouvelables. On prend alors un malin plaisir à pouvoir remettre les chiffres en disant : "Et non, il n'y a que très très peu d'investissements de leur part mis pour les énergies renouvelables dans l'ensemble de leur mix énergétique. En plus de cela, ils ne prévoient pas d'en avoir tellement plus d'ici à 2040". On montre alors qu'ils ne sont pas du tout engagés dans la transition. IKEA, c'est la même chose que pour Total, ils mettent eux aussi en avant l'importance du bois durable et le fait qu'il soit certifié. Alors que nous, cette question de certification, on n'en est pas du tout convaincu·x·e·s. En fait, la certification n'assure pas du tout que les bois ne soient pas issus de forêts primaires ou de forêts anciennes. IKEA se met derrière cette certification en disant : "nous on est vert, on est durable". Alors que quand on voit les bois qui sont importés, ce sont des bois qui viennent de forêts primaires, notamment en Europe.

En quoi le greenwashing peut-il compromettre les efforts de sensibilisation et d'action en faveur de l'environnement ? Pensez-vous que le recours excessif au technosolutionnisme puisse détourner l'attention des solutions fondamentales qui nécessitent des changements systémiques et comportementaux ?

En fait, ce qui est très embêtant avec le greenwashing, c'est que les consommateur·x·ice·s se disent, à juste titre : "c'est super cool, là j'ai un produit qui respecte les droits humains" ou "qui respecte l'environnement" et donc "c'est chouette, je peux consommer sans trop me poser de questions ". Ça, c'est à cause des certifications et des labels. Concernant la pêche durable ces labels sont super questionnables par exemple. En fait, ça dérespon-

1 Conference Of Parties ou Conférence Des Parties en français : organe compétent qui réunit la majorité des pays du monde annuellement pour mener les négociations internationales sur le climat

sabilise le·a consommateur·x·rice. Mais on reste persuadés, nous, en tant qu'ONG, que ce n'est pas le·a premier·ère qui doit être le·a premier·ère responsable. Le·a consommateur·x·rice se retrouve avec des incitants à consommer. L'entreprise va faire une forme de communication positive sur son produit, n'expliquant vraiment pas très bien en quoi il est plus écologique ou plus vert.

Pour nous en tant qu'ONG, ce n'est pas toujours facile d'aller chercher pour chaque entreprise, ce qui exactement a été dit : est-ce qu'on peut vraiment l'attaquer ? Est-ce que ce qu'elle a dit est de la désinformation ? etc. Pour revenir à Total, Greenpeace France les avait attaqués pour Greenwashing, parce qu'ils avaient annoncé qu'ils voulaient vraiment être leaders en termes de développement durable et de transition. Greenpeace France avait alors fait un grand rapport en prouvant que ce n'était pas le cas. Total les a alors attaqués pour diffamation. Ça va aussi vraiment loin dans l'autre sens. Mais vous avez raison, c'est un vrai sujet, le Greenwashing, et il faut qu'on s'y attelle et qu'on s'y attaque plus. Même si après, c'est difficile de trouver comment s'y attaquer. Soit tu cibles une entreprise et tu dis "OK, je vais regarder tout ce qui a été dit et je vais essayer de voir comment je vais démonter son argumentaire", soit tu t'attaques aux certifications. Une autre possibilité serait une législation européenne sur le greenwashing par exemple. Il y a eu des propositions pour faire ça, notamment avec le greenwashing en ligne. Nous, Greenpeace, on ne bosse pas directement dessus, mais il y a d'autres associations ou d'autres collectifs qui sont directement actifs sur ce sujet. Par contre, ce qu'on se dit, même si ce n'est pas vraiment du greenwashing, c'est que, par exemple, la publicité devrait être interdite pour toute source d'énergie fossile.

Et avec ton parcours de militante, comment est-ce que tu sens qu'on peut se positionner sur ces sujets en tant que citoyen·x·ne ? Comment agir ?

En fait, je pense qu'il y a plusieurs modes d'action possibles. Tu as le plaidoyer politique ou la pression qui est faite directement sur les entreprises, que je pense important de continuer à faire à un niveau individuel en tant que citoyen·x·ne. Réaliser des pétitions, des lettres, des marches, ça fonctionne. Regardez les cas de boycotts, qui sont quand même quelque chose de fréquemment utilisé comme moyen d'action et qui fonctionnent. Le·a citoyen·x·ne peut mettre la pression sur les marques.

Si on a du green-washing, c'est parce que les marques se rendent compte que ça fait mieux vendre, parce que les gens sont conscients, on n'a pas forcément envie d'avoir un impact écologique négatif. En fait, si la marque met en avant ces choses-là, c'est qu'elle se dit, "ça touche un certain public !". Donc si on met une pression sur la marque avec des pétitions, etc., et qu'on force l'entreprise à changer, il y a une chance !

Mais ça demande de cibler des entreprises spécifiques, ça demande de peut-être s'accorder entre différents pays quand ce sont des multinationales. Donc c'est quand même du boulot.

Ensuite tu as les actions, donc là plus c'est plus le champ de Greenpeace ou d'autres. Ça va être des actions de désobéissance civile comme Code Rouge qui a ciblé des entreprises comme Alibaba. On se dit que nous ciblons un modèle de consommation qui nous semble peu vertueux, incorrect, et que c'est important de le dénoncer. Mais c'est une étape au-dessus, tout le monde n'est pas prêt à faire ça, et c'est normal. On n'est pas tous·x·te·s obligé·x·e·s de le faire. Il faut aussi des gens qui continuent à croire dans l'action politique, il faut aussi des gens qui continuent individuellement. Ce n'est pas parce qu'on fait une action qu'on doit se dédouaner de toutes les autres. Et on ne doit pas se mettre trop de charges sur nos épaules non plus, on peut ne pas être plus catholique que le pape.

Et à l'échelle individuelle ?

Essayez de consommer de manière plus durable ! Mais c'est tout un truc très compliqué, possible, mais compliqué. Il faudrait consommer plus local, aller plutôt chez de petit·x·e·s artisan·x·ne·s, des gens qui font des pièces uniques quand tu consommes des produits. Faire de la seconde main ! Là, je parle des trucs de base que tout le monde connaît, aller dans des coopératives alimentaires ou au marché plutôt qu'au supermarché. Plus tu évites les grosses entreprises de consommation, plus tu t'assures d'avoir un lien plus proche avec ton·ta producteur·x·ice, et tu pourras tracer la durabilité du produit.

Pour revenir sur les gouvernements et les éventuels régulateurs, quels liens entretenez-vous en tant qu'ONG et militant·x·e·s avec ces instances ? Est-ce qu'il y a un lien qui est possible ? Etes-vous écouté·x·e·s ?

On a quand même pas mal de liens avec les responsables politiques à différents niveaux, que ce soit pour Greenpeace Belgique ou Greenpeace International. On est quand même assez écouté·x·e·s en tant qu'ONG. Quand tu demandes une rencontre, souvent il y a un moment d'échange autour du sujet. Après, la difficulté c'est de la transformer en action concrète. Soit tu as une proposition très concrète que tu peux leur demander en disant que cette disposition soit ajoutée dans la loi, ou que ce truc-là c'est vraiment très problématique et qu'il faut l'enlever ! À ce moment-là, en fonction du bord politique, du partenaire politique, il va y avoir plus ou moins d'écoute. Certain·x·e·s qui sont très convaincus de ce qu'on défend, d'autres un peu moins. Iels sont quand même globalement tous assez ouvert·x·e·s à ce qu'on ait un échange.

Après, est-ce qu'iels vont vraiment aller plaider notre cause ? Ça, ce n'est pas le cas !

On a évoqué pendant l'introduction le recours excessif au technosolutionisme de la part de certaines entreprises ou certains partis qui peut détourner l'attention d'autres solutions qui nécessiteraient des changements systémiques. Voyez-vous souvent cette sorte d'écran de fumée ? Comment vous positionnez-vous par rapport à ça ?

C'est quelque chose qui nous préoccupe vraiment. On ne dit pas qu'il ne faut plus faire de recherches et qu'il ne faut plus essayer de trouver des solutions alternatives, mais en même temps, on n'a plus le temps. Donc si tu veux être avoir une neutralité climatique d'ici 2050 il faut que ta technologie soit déjà là. Tu dois déjà la mettre en place maintenant. On sait que le 100% énergie renouvelable est possible et pourtant on continue à investir dans l'hydrogène vert, dans le nucléaire et dans sa recherche (avec les petits small et medium reactors -les SMR-) alors que cette technologie est de plus en plus coûteuse. Tu y investis des milliards, tu détournes cet argent d'un investissement que tu pourrais mettre dans d'autres choses. Dans notre cas, les énergies renouvelables par exemple.

Et effectivement, nous aussi on a l'impression que les partis défendent le technosolutionnisme. Du côté francophone, le MR le met dans son programme tel quel. On est là face à des gens qui ne veulent pas changer. Pour elleux, on peut continuer à investir dans l'aviation parce qu'on va finir par trouver des solutions et cette solution ce sera un kérosène vert. Pour cette proposition, les personnes qui travaillent dans l'aviation ne sont pas super convaincues de la possibilité d'y arriver. C'est le même scepticisme pour l'avion qui fonctionnerait uniquement à l'énergie solaire d'ailleurs. C'est un avion qui aura des immenses ailes et qui transporterait que très peu de personnes donc c'est ne seront pas du tout des avions utilisables sur des vols commerciaux.

Pourquoi est-ce qu'on ne réinvestit pas dans le rail ? Pourquoi est-ce qu'on ne s'assure pas que les prix des tickets soient moins chers ? Pourquoi est-ce qu'en fait on n'incite pas les gens à faire ce changement ? Ça, c'est un des gros trucs que nous défendons. Au lieu d'envisager de nouvelles technologies et mettre de l'argent là-dedans, pourquoi est-ce qu'on ne soutient pas les gens qui ont du mal à faire cette transition socio-écologique ? Parce qu'effectivement, ça peut coûter cher de faire ces choix-là, de prendre le train plutôt que l'avion par exemple. Pourquoi est-ce qu'on ne les soutient pas en ayant des prix plus attractifs dans le rail sur le rail international ? En effet, si ça coûte trop cher, le changement à l'échelle individuelle risque d'être compliqué. Pourquoi ne pas y mettre des connexions plus simples en ayant des tickets intégrés ? Le technosolutionnisme est une échappatoire à une vraie remise en question de notre modèle de fonctionnement.

On défend également vraiment la suffisance énergétique. Parce que si on continue à augmenter notre consommation de manière exponentielle, on ne va juste pas s'en sortir. Mais tu as certains partis qui, eux, se mettent vraiment la tête dans le sable et qui se disent « non, non c'est impossible » alors que ça l'est. Mais attention, il y a des milliards de personnes sur cette planète et certain·x·ne·s ont besoin d'avoir plus de sources d'énergie que ce qu'iels ont aujourd'hui, car iels en on pas un bon accès. Imaginez que nous, on continue à augmenter notre demande et qu'elleux accèdent à quelque chose de juste digne, il va y avoir un problème. En matière de répartition au niveau mondial, il faut qu'on change notre logiciel. Mais c'est vrai que ce n'est pas forcément facile individuellement ni collectivement.

Dans quels cas pensez-vous que le technosolutionisme pourrait être bénéfique ?

Comme dit plus haut, la recherche reste importante. On ne dit pas qu'il faut arrêter d'investir dans la recherche. Dans les énergies renouvelables, par exemple, il y a des pistes de recherche et il y a des besoins de financement. Parce que la technologie est encore jeune et qu'il y a encore plein d'améliorations à faire.

Tu as par exemple de la recherche portée sur des questions comme : comment est-ce que la Belgique peut mieux intégrer le réseau énergétique ? Parce qu'en fait, si on veut fonctionner au 100% renouvelable, c'est sûr qu'être juste dépendant·x·e·s de notre pays, ça ne va pas fonctionner. La Belgique est trop petite. Donc il faut réfléchir à comment est-ce que tu vas faire en sorte que l'Europe s'intègre à un vrai marché d'énergie et d'échanges d'énergie. En ajoutant des sources d'énergie qui viendraient d'Irlande et qui iraient jusqu'en Espagne et vice-versa lorsque c'est nécessaire. En Europe, on n'a pas tous·x·te·s la même météo, c'est intéressant de se demander comment on peut tirer un maximum de tous ces espaces-là pour s'assurer une énergie un peu plus constante. Ça, ce seraient des recherches dans lesquelles il faudrait investir.

Et comment est-ce qu'on donnerait des clés aux citoyen·x·ne·s pour justement un peu décoder tout ce discours-là de greenwashing et de technosolutionnisme ?

Il faut éveiller à l'esprit critique ou le garder éveillé. Quand tu commences à faire des études, tu es éveillé à cet esprit. Je me souviens que quand j'étais moi-même à l'université on avait fait des débats sur les questions nucléaires. On voyait qu'il y avait un certain lobby nucléaire qui poussait pour soutenir le nucléaire. Ça m'avait donné beaucoup de questions et je les ai posées et j'ai essayé de comprendre… « Ça veut dire quoi ? C'est quoi cette technologie ? Jusqu'où elle va ? ». Il y a un vrai besoin de s'informer. Nous, en tant que Greenpeace, on n'a pas de volet jeune où on va dans les universités, sauf si on nous demande pour une conférence. Mais en général, ce n'est pas un axe qu'on active particulièrement. Après, je pense que si tu éveilles globalement l'esprit critique, c'est surtout pour ne pas prendre pour argent comptant ce qu'on te dit, creuser qui te le dit et s'il y a un quelconque intérêt derrière le discours. On comprend qu'il faut croiser des sources, lire plusieurs choses différentes pour essayer de comprendre un peu mieux comment fonctionne le monde et se forger sa propre opinion.

Aurais-tu un dernier point à ajouter? Ou un message à faire passer aux lecteur·x·ice·s de l'Arrosoir ?

Moi, j'avais trouvé hyper intéressant de lire les études du Shift Project parce qu'il y a des ingénieur·x·e·s et en même temps des politologues, etc. Et ils analysent vraiment ce qui parait réalisable techniquement de façon scientifique. Je trouvais ça assez intéressant parce que c'est vrai que parfois on peut nous reprocher à nous en tant qu'ONG d'être trop hors sol et de ne pas être assez être connecté·x·e·s à la réalité de ce qu'est le travail en entreprise, etc. Je pense réellement qu'on a un intérêt à se mettre en lien aussi avec des ingénieur·x·e·s, des personnes qui travaillent en entreprise et qui ont réellement envie de bouger et de faire changer les choses et qui ne sont pas dans une dynamique de greenwashing ou de technosolutionnisme. Des personnes qui pourront mettre le doigt sur les technologies qui ne vont pas fonctionner et celles qui vont fonctionner.

Donc plus de liens avec les entreprises et avec le milieu scientifique pour pouvoir appuyer les discours de transition sociale et écologique qu'on porte. Et sinon, allez voter !

EN FINIR AVEC LE MYTHE DE LA CROISSANCE VERTE

Article par

Romain Gelin

Chercheur au Gresea, Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative

Développement durable, croissance verte, pacte vert, neutralité carbone : les qualificatifs pour nommer les politiques à visée écologique ont fleuri ces dernières années. Pourtant, les indicateurs environnementaux ne montrent aucune amélioration. En 2023, un nouveau record d'émissions de CO_2 a été battu au niveau mondial. Le dernier datait de 2022, le précédent de 2021… En 2023, une étude scientifique[1] a déterminé que nous avions franchi six des neuf limites planétaires. Après les pollutions chimiques, le changement climatique, la biodiversité, les changements d'usage des sols (notamment liés à la déforestation), et les perturbations des cycles du phosphore et de l'azote, une sixième limite ou frontière a été franchie, celle des cycles de l'eau.

Malheureusement, ces alertes ne semblent pas de nature à modifier la trajectoire de nos économies. Le pacte vert pour l'Europe (Green Deal), qui chapeaute les politiques environnementales européennes l'affirme pourtant: « Cette nouvelle stratégie de croissance vise à transformer l'UE en une société juste et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, caractérisée par l'absence d'émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 et dans laquelle la croissance économique sera dissociée de l'utilisation des ressources. »[2]

Croissance verte : l'impossible découplage

Selon l'Union européenne, nous sommes donc sur la voie d'une « croissance durable ». Mais de quoi parle-t-on au juste ? La croissance économique mesure l'accroissement sur une année du produit intérieur brut (PIB). Le PIB est calculé comme la somme des valeurs ajoutées. Schématiquement, cet indicateur mesure la valeur des biens et services produits sur un territoire donné au cours d'une année.

Le PIB est la boussole de presque toutes les politiques économiques. La croissance serait la condition du maintien de nos systèmes sociaux. La croissance économique permet aussi d'accroître l'emploi. Plus de personnes en emploi signifient généralement une plus grande satisfaction de la population et donc de meilleures chances de réélection lors des prochains scrutins. C'est cette logique qui gouverne encore les politiques publiques de nos pays. Récemment, le Premier ministre belge, Alexander De Croo, drapé d'un gilet à l'effigie de Coca-Cola, expliquait lors d'une visite d'un site de la multinationale à Gand : « Nous devons veiller à reprendre le chemin de la croissance et c'est pour moi l'enjeu de ces élections. »[3]

Problème : la croissance du PIB est associée à une croissance de la consommation de matières premières (métaux, bois, matériaux de construction, plastiques…) et d'énergie – elle-même fortement émettrice de gaz à effets de serre. Fabriquer plus de voitures, de vêtements, d'appareils électroniques nécessite plus de ressources. On dit que la consommation de ressources naturelles et le PIB sont couplés.

Pour parvenir à une « croissance verte », il faudrait pouvoir découpler l'utilisation de ressources de la production économique, c'est-à-dire produire plus avec moins de ressources. Notons que ceci n'a jamais été observé par le passé au niveau mondial. On observe un découplage dans certaines économies développées, comme en Europe. Le PIB continue à croitre tandis que la consommation de ressources stagne ou diminue. L'explication est assez simple : l'Europe a fortement délocalisé ses industries au cours des dernières décennies. La réduction des émissions de gaz à effets de serre de la Wallonie doit plus à la fermeture des hauts fourneaux d'Arcelor Mittal et au départ de Caterpillar qu'aux politiques menées par la Région. Les ressources anciennement produites en Wallonie le sont désormais hors de l'Union européenne.

En 2019, un rapport[4] publié par le Bureau environnemental européen, un réseau d'organisation environnementale expliquait clairement que « non seulement il n'existe aucune preuve empirique de l'existence d'un découplage entre la croissance économique et les pressions environnementales à une échelle nécessaire pour faire face à l'effondrement de l'environnement, mais aussi, et peut-être surtout, un tel découplage semble peu probable à l'avenir ». En 2021, l'Agence européenne pour l'environnement[5] , une agence publique, parvenait à des conclusions similaires. Un découplage a peu de chance d'advenir dans le futur.

Technosolutionnisme : dernier alibi du capitalisme

Visiblement, l'évidence empirique d'un impossible découplage n'est pas de nature à impressionner notre Premier ministre. Fin 2021, à la tribune de la COP26, Alexander De Croo appelait à « se reconnecter avec une croissance économique verte » arguant que les « technologies durables sont abordables »[6]. Ainsi, dans la lignée des discours de la Commission européenne, il serait possible d'accroître la production, tout en réduisant nos consommations de ressources (énergie, métaux…), grâce à la technologie.

C'est la même promesse qui est inlassablement faite aux populations depuis plusieurs décennies[7]. Au moment des premières COP, à la suite du Sommet de la Terre organisé à Rio en 1992 et du premier rapport du GIEC au début des années 1990, des solutions telles que l'ensemencement des océans (pour stimuler la croissance du phytoplancton qui absorbe le CO_2) sont avancées, de même que le développement du nucléaire. Dès 1997, suite au protocole de Kyoto, on parle de réduire les émissions à partir des ressources fossiles existantes par des techniques de capture et de stockage du carbone. L'idée est alors de récupérer le CO_2 à la sortie des centrales électriques fossiles. Après 2009 et la COP15 de Copenhague, on évoque les bioénergies avec capture et stockage du carbone. Cette fois-ci, on récupérerait le carbone issu de la conversion de biomasse (biocarburants, matières organiques…).

Depuis la COP 21 et l'accord de Paris, on parle de neutralité carbone. Puisqu'il sera économiquement douloureux d'arrêter d'émettre du CO_2, il faudra compenser par des « émissions négatives », c'est-à-dire en absorbant le carbone excédentaire émis, par la reforestation, en le captant directement dans l'air (à l'aide de gros « aspirateurs ») ou en le capturant directement à la sortie des usines (CCS) et des centrales électriques. Après 28 éditions des COP, et le recyclage continu des mêmes promesses qui ne sont jamais respectées, les dirigeant·x·e·s mondiaux·ales·x ont abouti à un scénario dans lequel il est admis que l'on émettra trop de CO_2 pour rester sous le seuil des 1 ,5°C d'augmentation des températures par rapport à l'ère préindustrielle. Le reste repose sur la technologie qui va nous permettre d'aspirer le surplus de carbone émis. Malheureusement, ces techniques sont toujours à l'état embryonnaire et rien ne garantit qu'elles permettront d'atteindre les objectifs fixés d'ici à 2050. Le captage du carbone dans l'air a permis d' « aspirer » 8.000 tonnes de CO_2 en 2022, l'équivalent de ce que l'économie mondiale émet toutes les sept secondes. Concernant le captage du carbone (CCS), un rapport de 2022[8] nous apprenait que les trois quarts du carbone capté avaient en fait été réinjectés dans des puits de pétrole, pour en augmenter la quantité extraite…

Décroître n'est pas une option

À chaque fois, la même logique est à l'œuvre. Il s'agit de ne surtout pas remettre en cause le fonctionnement du système économique, et de repousser les engagements écologiques à plus tard en évoquant une improbable croissance verte et des technologies qui n'existent pas encore ou n'existeront peut-être jamais.

Nous ne parviendrons pas à produire toujours plus en consommant moins de ressources. La décroissance apparait donc comme une double nécessité : celle de produire moins, mais également de mieux répartir les richesses créées. L'autre option, moins enviable, que laisse entrevoir le statu quo actuel, sera une décroissance subie – du fait de catastrophes environnementales, de la baisse des rendements agricoles, de pandémies, de conflits pour l'accaparement des ressources accessibles ou simplement de l'épuisement inéluctable des ressources non renouvelables.

La décroissance n'est donc pas une option. Ce que nous pouvons choisir en tant que société, c'est la manière de la mettre en œuvre. Ceci nécessitera de repenser de fond en comble notre économie : Que voulons-nous produire ? Pourquoi ? Comment ? Avec quelle répartition des richesses?

1 https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.adh2458
2 COM(2019) 640 final, page 2.
3 https://www.lesoir.be/573302/article/2024-03-08/alexander-de-croo-sur-leconomie-belge-nous-sommes-un-bon-pays
4 https://eeb.org/wp-content/uploads/2019/07/Decoupling-Debunked.pdf
5 https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth
6 https://www.rtbf.be/article/cop26-alexander-de-croo-appelle-les-autres-economies-du-monde-a-se-joindre-aux-efforts-europeens-pour-le-climat-10871730
7 https://www.nature.com/articles/s41558-020-0740-1
8 https://ieefa.org/resources/carbon-capture-crux-lessons-learned

Heureusement, les propositions pour une autre économie ne manquent pas. En 2022, une équipe d'universitaires[9] avait recensé quelque 500 propositions pour une économie décroissante, concernant le temps de travail, les services publics, le commerce, les transports ou encore l'agriculture. Le problème n'est donc pas celui de l'organisation économique – nous n'avons pas besoin de réinventer la roue – mais plutôt celui de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de bon sens.

Force est de constater que de nombreux verrous demeurent. La croissance verte est le leurre des industriel·x·le·s et des élites capitalistes pour maintenir le statu quo. Une décroissance, choisie, et délibérée collectivement nous semble la seule voie raisonnable pour traverser le siècle en cours de manière pacifique et conviviale. Les changements sociaux, économiques, politiques n'adviennent que par des luttes collectives, associatives, syndicales, citoyennes... Le défi peut effectivement paraître vertigineux, mais nous n'avons d'autre choix que de le relever, collectivement.

9 Fitzpatrick, Parrique, Cosme (2022), Exploring degrowth policy proposals: a systemic mapping with thematic synthesis, in Journal of Cleaner production, 365.

CRITIQUE DES POLITIQUES SOCIO-ÉCOLOGIQUES DE L'UE

Aucun intervenant·x·e·s n'a donné suite à nos propositions d'articles et d'interviews pour ce sujet. Nous vous suggérons de vous tourner vers le chapitre 2 et les recommandations de Chloé Brière pour apporter plus de lumière à ce sujet.

CHAPITRE 4

ET LES MÉDIAS DANS TOUT ÇA ?

ANALYSE DU DISCOURS ÉCOLOGISTE DES POLITIQUES DANS LA SPHÈRE MÉDIATIQUE

Gilles Toussaint

Journaliste La Libre Belgique

Interview par
Aymeric de Backer & Pierre Schepens

Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

Mon nom est Gilles Toussaint, j'occupe actuellement la fonction de responsable du service International et du service Planète de La Libre Belgique, le service Planète étant celui qui traite des questions environnementales, de sciences et de santé. Je travaille sur la question environnementale depuis une vingtaine d'années. Pour un journaliste de quotidien généraliste, on peut dire que je suis assez spécialisé dans les questions climatiques et de transitions écologiques.

Mon combat personnel est que l'on n'ait plus besoin de service Planète et que l'on prenne en compte les enjeux climatiques et environnementaux dans toutes les revues du journal, que tout les journalistes s'en préoccupent car ces questions sont éminemment transversales et touchent tous les pans de nos sociétés, donc de l'information.

Le traitement de la question de la transition écologique par les politiques est-il suffisant ? Quelle place lui est accordée dans leur discours ? Quelles questions sont posées dessus ?

Est-ce que c'est suffisant ? Non. Après, il y a une évolution assez notable depuis 2015 et l'accord de Paris. Au moment de sa mise en œuvre en 2018, tout a commencé à être beaucoup plus clair dans la vision de tous les partis.

En schématisant très fort : avant, c'était la thématique d'Écolo qui était la question de la crise environnementale et des problèmes environnementaux globaux. Par la suite, le discours a commencé à se structurer petit à petit autour des notions de justice sociale, de justice climatique. On a vu notamment le parti socialiste, qui était un parti très productiviste, se recentrer aujourd'hui sur l'éco-socialisme avec certaines convergences avec le parti Ecolo. Parallèlement à ça, il y a les Engagés (ex-CDH) qui a longtemps été un parti assez hermétique sur ces questions-là mais qui, depuis quelques années, a clairement commencé à se repositionner sur ces sujets dans une lecture davantage de centre-droit et axée sur le « pragmatisme réaliste ».

Puis, il y a le MR qui, après avoir flirté avec le climato-dénialisme, se positionne dans ce qu'on appellerait le climato-rassurisme qui se résume par une minimisation des effets des dérèglements climatiques et l'implémentation de solutions technologiques pour répondre au problème.

Ensuite, le PTB a une posture qui demeure très productiviste parce qu'ils défendent les travailleur·x·euse·s encore un peu plus radicale que le PS, notamment le droit de consommer des plus pauvres. Enfin, Défi s'en soucie un peu avec un positionnement qui aurait tendance à se rapprocher de ce que font les Engagés.

Le traitement de la question écologique se fait aussi par phase et selon les actualités du moment. Quand il y a eu le COVID et maintenant la guerre en Ukraine et au Proche-Orient, la transition socio-écologique devient moins une priorité pour une majorité. A contrario, quand il y a eu les accords de Paris, des rapports du GIEC ou encore les récentes inondations en Wallonie, cela remet davantage la lumière sur la crise climatique. Et donc, les prises de positions politiques de certains partis et le traitement médiatique évoluent selon ce timing.

Par contre, j'ai la conviction certaine qu'on n'en fait pas assez, que ce soit en tant que citoyen·x·ne, politique ou journaliste. Le point qui nous bloque est l'économie qu'on a développée sur les énergies fossiles qui fait beaucoup de dégâts, mais qui a créé également beaucoup de richesses et de bien-être pour une partie de la population mondiale. Sortir de ce système économique a des implications lourdes pour les gens, ce qui rend tout l'enjeu climatique très compliqué. Et la question de justice sociale centrale dans ces débats, comme l'a montré par exemple le mouvement des « gilets jaunes ».

À quel point les partis tentent-ils de minimiser ces questions de transition socio-écologique et ramener ça à des questions économiques ?

C'est difficile à dire et ce sont des enjeux complexes où l'économie est évidemment très importante. Souvent, quand on fait des interviews avec les partis politiques, ils vont dérouler un peu leur programme, leurs idées et ils vont un peu taper sur les partis adverses. Ils sont souvent dans les grandes intentions, grandes déclarations, grandes ambitions. Et puis après, quand il faut réfléchir à comment les mettre en œuvre, là, on retourne dans la politique pure. Et si on caricature un peu, un·x·e politicien·x·ne de gauche verra plutôt ça sous forme d'un système de normes et d'aides sociales, avec davantage de taxes pour les plus riches. De l'autre côté, un·x·e politicien·x·ne de droite défendra la liberté d'entreprendre, des aides, des déductions fiscales, de la solution par les progrès techniques qu'il faut encourager de toutes les façons possibles, etc. Et on n'arrive pas à sortir de ces grands discours. On n'arrive pas à un moment à dire : "Il faut sans doute un peu de tout. Changer nos modes de consommation, et la réduire en partie ; mettre en place sans attendre les technologies pertinentes ; permettre à tout le monde d'avoir accès à celles-ci et pas seulement à un club de privilégiés".

Mais soyons honnêtes : le chantier est tellement immense et porteur de tels dangers de déstabilisation de nos sociétés, qu'il n'est simple à aborder pour aucun politique, peu importe sa tendance.

Comment les médias pourraient-ils avoir un impact différent dans le débat public et amener sur le devant de la scène certains sujets comme la transition socio-écologique ? Est-ce qu'ils ont une responsabilité aussi vis-à-vis de ça ?

On a assurément une responsabilité. Je vais d'abord un peu nuancer. Je trouve qu'il y a un peu une forme d'injustice quand on dit que les médias n'en parlent pas. Je peux vous sortir une « Une » de 2007 de La Libre Belgique intitulée "Alerte rouge" (Toussaint, 2007)[1] Dire qu'on n'en a pas parlé, ce n'est pas vrai. Est-ce qu'on en a toujours bien parlé ? Non, forcément, sinon peut-être que les gens auraient été sensibilisé·x·e·s plus tôt. Est-ce que le problème, ça a été une inconstance aussi ? Quand on en parle beaucoup puis un peu moins, c'est assez compliqué, cette inconstance n'est pas porteuse. Ça ne doit pas non plus rester cantonné à la rubrique « Planète ». Il faut que mon collègue qui parle d'économie, ma collègue qui parle de la culture et ceux qui traitent du social intègrent la dimension écologique dans leurs réflexions et leurs papiers quand cela se justifie. Et montrer ainsi les liens qui existent entre les thématiques et disciplines. Par exemple, le traitement des aides sociales pourrait être lié à la précarité énergétique.

Cette transversalité journalistique est très compliquée à aborder mais il y a une évolution. En effet, mes collègues du Soir, par exemple, ont créé un vrai pôle avec des journalistes de différents services pour traiter de ces questions de crise climatique. A La Libre aussi, cette question de transversalité est discutée en interne et on essaye de tendre vers ça. D'autres médias, comme la RTBF, sont désormais beaucoup plus au taquet sur le sujet. Après, évidemment la grande difficulté, c'est la complexité et l'enjeu social.

Quels sont les argument utilisés par les politiques pour convaincre les futurs électeur·x·ice·s dans les médias ? Quelles questions est-ce que ça a pu susciter chez vous ?

On l'a déjà évoqué mais le MR et les partis de droite vont se réclamer du pragmatisme et vanter leur réalisme en faisant appel à la technologie. Ecolo aborde cette question sous forme de transition juste pour tous·x·te·s depuis longtemps avec parfois une dimension moralisatrice dans leur discours. Les autres partis de gauche font désormais le lien entre l'écologie et le social en jouant aussi sur la corde des taxes plus importantes sur les grandes fortunes pour financer la transition socio-écologique. Maintenant, dans les arguments utilisés, je pense que ce qu'on n'a pas suffisamment utilisé, c'est de montrer aux gens que les mesures avancées sont dans leur intérêt économique long terme. Par exemple, indiquer qu'iels gagneront autant s'iels isolent leur maison rapide-

1 Toussaint, G. (2007). Alerte Rouge. La Libre Belgique, 1-5.

ment. Et dans leur intérêt tout court d'ailleurs, vu la multiplicité des conséquences néfastes. Il faut choisir d'agir ou de subir.

En d'autres termes, il faut sortir du discours théorique et montrer aux gens les impacts concrets positifs que cela peut avoir dans leur vie. L'autre aspect concret et pratique concerne les catastrophes comme les inondations en Wallonie ou le manque d'eau dans le Sud de la France et en Espagne. Il faut que l'État agisse en imposant des normes plus fortes, établisse une planification et agisse sur ces questions et les conflits sociaux qu'elles peuvent impliquer aussi.

Cela m'évoque également la question de la décroissance : qu'est-ce qu'on fait décroître et qui fait-on décroître en premier ? C'est ça qui est compliqué car, qu'on le veuille ou non, il faudra réduire la croissance, la consommation matérielle, etc. Se pose aussi la question de comment intégrer la technologie dans les solutions en l'utilisant à bon escient sans verser dans le technosolutionnisme, qui peut poser plus de problèmes qu'en résoudre et retarder la mise en œuvre des mesures indispensables.

Est-ce que les médias pourraient plus axer leur discours dans un imaginaire positif ? Comment est-ce que les jeunes peuvent se projeter positivement et du coup créer une énergie mobilisatrice plutôt que de la démobilisation à certains niveaux ?

On en revient à la question de comment on en parle. Est-ce qu'il faut parler en étant neutre et purement scientifique avec des chiffres des rapports du GIEC ? Est-ce qu'il faut être techno-optimiste ? C'est-à-dire vanter aveuglément les bienfaits de la technologie. Est-ce qu'il faut être rêveur et aller au-delà ? C'est-à-dire imaginer comment pourrait être le monde en 2050 avec plus de vélos, plus d'éoliennes, de véhicules électriques, des choux-fleurs qui poussent dans votre cuisine, etc. Je crois que beaucoup de médias se posent ces questions-là et utilisent les différents registres. Après, notre boulot, c'est d'expliquer la réalité du moment. On doit faire un effort pour une approche plus positive ou constructive, mais de l'autre côté on n'est pas là pour vendre du « peut-être » ou du « possible » et on n'est pas prescripteur·x·ice·s. En France, il y a des longs rapports faits par l'ADEME et la RTE qui ont réalisé des exercices de projections selon les différentes voies de transition possibles évoqués au début de cet entretien qui sont difficiles à résumer en un article de journal, mais dont je recommande la lecture (RTE Réseau de transport d'électricité, 2021[2] & écologique, 2024)[3]..

En Belgique, le Bureau du Plan s'est également livré à des exercices de ce genre.

Avez-vous un conseil à donner en lien avec le sujet évoqué ?

Si les gens veulent que les médias soient le reflet de la société, il faut faire l'effort lire et de s'informer plus en profondeur pour se forger une opinion. En allant plus loin que le survol des réseaux sociaux. On est critiquable, il y a beaucoup de choses qu'on ne fait pas toujours bien, mais à partir du moment où vous êtes peu lus, vous devenez aussi beaucoup plus dépendants de la publicité pour vos rentrées. Je reviens à ce qu'on disait : Pourquoi est-ce que mon patron payerait-il 10 journalistes pour traiter de l'environnement et du climat s'il se rend compte que ça fait cinq clics, alors que quand il met un truc sur une polémique à trois francs, qui lui coûte beaucoup moins cher, il est à 100 clics ?

Conclusion, si vous voulez que les médias s'intéressent à vous, à ce problème-là, intéressez-vous aux médias et lisez ce qu'on fait. Mon message est très simple : « Informez-vous ». Vraiment.

2 RTE Réseau de transport d'électricité, S. a. (2021, 10). Futurs énergétiques 2050 Principaux résultats. From rte-france.com: https://assets.rte-france.com/prod/public/2021-10/Futurs-Energetiques-2050-principaux-resultats_0.pdf
3 écologique, A. d. (2024). Les futurs en transition. From ademe.fr: https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/

QUELLE EST LA RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS ?

Pierre Jasogne

Journaliste Alter Echos, Professeur invité à l'IHECS

Interview par
Caroline Alvarez & Jane Cortvriend

Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

Je suis journaliste depuis une dizaine d'années, d'abord dans la presse locale à Namur, puis pour le site d'investigation Apache. J'ai ensuite travaillé pour divers journaux avant de rejoindre Alter Echos, une revue axée sur les enjeux sociaux en Wallonie et à Bruxelles, offrant une perspective différente de celle des médias traditionnels ou généralistes. Elle met l'accent sur des sujets souvent négligés, tels que les politiques migratoires et la précarité. Je suis également professeur invité de presse écrite à l'IHECS.

Dans une campagne électorale, quels sont les sujets prioritaires traités par les médias, sentez-vous une évolution des thématiques ? Et quelle est la place que prend le sujet de la transition socio-écologique dans ce contexte-là ?

Selon le média et sa ligne éditoriale, l'importance des sujets varie. Pour Alter Echos, un magazine bimestriel, les thématiques traitées sont différentes de celles d'un quotidien. Dans notre dernier numéro, par exemple, nous avons abordé les conséquences des politiques néolibérales en Belgique, allant de la SNCB aux politiques d'activation des demandeurs d'emploi et à la criminalisation des militant·x·e·s syndicaux·x·ale·s. Au-delà du choix de la thématique en fonction du lectorat, j'ai l'impression que les médias semblent prioriser les questions de sécurité au niveau local et les enjeux de défense et de migration au niveau européen, plutôt que les questions socio-écologiques. Cette tendance vers la droite se reflète également dans l'opinion générale, avec une attention accrue portée aux questions de loi et d'ordre, telles que la sécurité, la défense et les questions migratoires, par rapport aux questions sociales au sens large. L'écologie reste un sujet important par sa transversalité et son lien avec d'autres enjeux. Lorsque les médias abordent la précarité énergétique ou la mobilité, par exemple, il sera nécessaire de trouver des énergies alternatives et de réduire sa consommation. Il est évident que lors des élections de 2019, il y a eu une montée assez logique d'Ecolo par les mobilisations des jeunes. Cependant, malgré l'importance croissante de ces questions, elles ne dominent pas la campagne électorale actuelle. Les syndicats, comme les partis politiques, même de droite comme le MR, verdissent leur discours et intègrent désormais ces enjeux. Néanmoins, la transition écologique est considérée comme un sujet parmi d'autres, et, qui plus est, difficilement conciliable avec les questions de pouvoir d'achat. Pour les nouveaux électeur·ice·s, l'attente sur ces questions est forte, mais le politique semble moins mobilisateur, surtout au niveau fédéral ou régional. Les mobilisations écologiques de 2019 n'ont pas nécessairement transformé la transition écologique en une réalité politique, malgré leur forte médiatisation. La perception de la transition reste mitigée, notamment dans les milieux populaires, où elle est souvent perçue comme une punition qui s'impose à elleux. Les questions d'accessibilité et d'adaptation de cette transition aux réalités économiques et sociales demeurent donc non résolues. De plus, il est faux de dire que tous les jeunes militent pour le climat car ces jeunes engagé·x·e·s proviennent généralement de milieux socio-économiques privilégiés mais aussi car une partie de la jeunesse se tourne vers l'extrême droite.

Il est donc crucial de favoriser un dialogue inclusif et de faire en sorte que la transition soit partagée par tous·x·te·s, sans créer de divisions.

Selon vous, quelle est la responsabilité des médias en général quant au fait de traiter de la question socio-écologique en priorité ? Et aussi ensuite, quelles libertés ont les journalistes de traiter cette question au sein des médias ?

En Belgique francophone, les journaux n'appartiennent pas encore à des milliardaires comme en France. Les titres cherchent à attirer les lecteur·x·ice·s par des effets de manchette, parfois provocateurs. Je pense que la télévision, de ce point de vue-là, parce qu'elle a l'image et peut jouer sur ce côté plus alarmiste. Pourtant, cela ne n'empêche pas, dans un second temps, une analyse des faits décrits. Les médias offrent différents angles de lecture, du spectaculaire à l'analytique, laissant aux lecteurs le choix de leur approche. Les médias peuvent parfois refléter une vision biaisée de la société mais ils permettent également de laisser la parole à une pluralité de voix à travers les cartes blanches et les réseaux sociaux. En fin de compte, tous les médias cherchent à stimuler le débat, par une diversité de supports (réseaux sociaux, podcasts, papier, etc.) tout en générant des revenus publicitaires. Les médias ont une responsabilité dans la mise en avant des sujets et dans l'apport de nuances, tout en favorisant le débat démocratique à l'heure des réseaux sociaux. Les citoyen·x·ne·s ont également un rôle à jouer en rappelant aux journalistes leurs responsabilités, et en s'emparant de leurs erreurs. De fait, des instances comme le conseil de déontologie peuvent intervenir en cas d'abus. Le ou la journaliste n'est pas sur un piédestal mais, comme les citoyen·x·ne·s, participe au débat. Il est essentiel pour les médias de présenter divers points de vue, mais aussi de favoriser le dialogue et le respect mutuel entre les différentes opinions. Nous, les journalistes, sommes les garant·x·e·s de cet outil démocratique que sont les médias. Il est difficile de concilier la nécessité de donner la parole à tous·x·te·s tout en évitant de devenir les porte-parole de certains groupes. Les journalistes font face au défi de s'adresser à un public diversifié tout en maintenant un niveau d'accessibilité pour cellux qui ne sont pas des spécialistes du sujet.

Comment percevez-vous les différents angles selon lesquels la transition socio-écologique est traitée par les politiques ? Est-ce que les politicien·x·ne·s lient cette transition à d'autres thématiques ?

L'intégration de l'écologie dans d'autres thématiques politiques varie selon les sujets. Je dirais que les questions liées à l'énergie, au logement et à la mobilité sont les plus impactées par les considérations socio-environnementales. Cependant, dans d'autres domaines comme l'économie et l'emploi, l'écologie a, à mon sens, moins de poids et est parfois reléguée au second plan. Par exemple, les politiques économiques et de l'emploi ne sont pas souvent alignées sur des critères écologiques, donnant, dans certains cas, lieu à un effet de « greenwashing ».

Quels arguments sont utilisés dans les médias pour convaincre les futurs électeur·x·ice·s quant au sujet de la transition socio-écologique ? Quelles questions est-ce que ça peut susciter chez vous ?

Les médias, souvent confrontés à des sujets polarisants, peuvent parfois simplifier les débats pour attirer l'attention, notamment en exagérant des positions extrêmes. On peut exemplifier cela par le cas de l'alimentation bio pour laquelle le politique ou le média va alors jouer sur la corrugation en soulignant son coût élevé. Il est donc important d'apporter de la nuance dans les débats.

Les médias privilégient souvent les angles qui touchent directement les citoyen·x·ne·s, comme les inondations, plutôt que des enjeux plus lointains. Ce discours de proximité parle aux gens. Dès lors, c'est aux médias d'aller au-delà de l'émotion, au-delà de l'événement. Cependant, nous, en tant que personne, avons également un impact au-delà du proche. J'ai l'impression que le média peut constituer ce lien entre le proche et le lointain. On peut aller au bout du monde pour raconter le réchauffement climatique. On peut aussi le raconter de chez nous, même s'il ne se voit pas toujours directement. En tant que journalistes, notre rôle est de rendre compte de ces liens qui se nourrissent réciproquement de manière accessible.

C'est à nous journalistes d'expliquer comment notre société fonctionne. C'est à nous, non pas de détricoter, mais de raconter les mailles, mais aussi les failles du système avec les outils du jeu journalistique.

JEUNESSE ET ÉLECTIONS : DES INITIATIVES PAR ET POUR LES JEUNES

Adam Assaoui

Représentant étudiant au BEA, Bureau des Etudiants Administrateurs et co-fondateur de Brol

Interview par
Pierre Schepens

Pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ?

Je m'appelle Adam Assaoui, j'ai commencé à me politiser à travers la représentation étudiante. J'ai été au BEA, où j'ai fait mes armes, et après je suis passé à la FEF. En mai dernier, on a créé Brol avec des copain·x·e·s, un média engagé par et pour les jeunes pour parler des enjeux sociaux, écologiques et politiques en vue des élections du 9 juin 2024. On s'est rendu compte qu'il n'y avait rien en Belgique francophone pour parler des élections à un public jeune alors qu'en France, par exemple, plein d'initiatives existent.

Evidemment, il y a toujours des projets lancés par des médias comme la RTBF, mais ça reste des trucs où on dit « yo les jeunes vous ne voulez pas voter un peu là ? » et que tout le monde trouve un peu ***cringe***. Il y avait aussi d'autres projets ***jeunes*** qui avaient vu le jour pour les élections de 2019 qui continuaient mais on voulait quelque chose qui aille plus en profondeur.

Avec Brol, on voulait prendre le pas de se dire que vulgariser la politique en disant « machin a fait telle réforme parce qu'iel est ministre de la Santé » c'était prendre les gens pour des idiots. Non, iel n'a pas fait telle réforme parce qu'iel est ministre de la Santé, iel l'a fait parce qu'iel est socialiste, parce qu'iel est néerlandophone, et que du coup dans son idéologie, il y a ça, mais qu'iel est en majorité, qu'iel n'a pas pu faire tout ce qu'iel voulait, etc. Au final il s'avère qu'iel est ministre de la Santé, donc c'est son nom sur la loi. Et ça, c'était vraiment l'ambition de Brol.

C'était un projet assez chouette parce qu'il a réuni des gens de plusieurs domaines aussi. Il y avait des personnes en droit, économie, des gens en communication, en éducation aux médias, dans des études plus techniques. C'était un peu la convergence des idées. C'était un très chouette projet qui, j'espère, pourra éclairer les jeunes pour les élections à venir.

Dans ce contexte d'élections à venir, est-ce que la jeunesse est suffisamment prise en compte par les politiques et les médias traditionnels selon toi ? Est-ce que c'est ça qui a aussi lancé cette idée de Brol ?

Je vais commencer par la question des médias, dans le sens où je vois qu'il y a des efforts qui sont faits. Là, par exemple, il y avait plusieurs émissions sur la RTBF où ils vont inviter des jeunes à prendre la parole ou être dans le public, en se disant qu'ils vont redonner la voix aux jeunes.

Mais je pense qu'il faut encore faire un pas en plus si on veut toucher un public en particulier. Il faut ramener les jeunes dès la construction du projet, je pense en particulier à la RTBF en tant que service public.

Ça peut être tout à fait son rôle, soit pendant la législature, soit aux prochaines élections, de se dire qu'on va faire un appel à projet sur des projets jeunes de 16 à 30 ans : « vous avez envie de parler de quels sujets, de quels manières, etc. »

On mettrait en relation des journaliste·x·s professionnel·x·le·s et des jeunes, en études de journalisme ou non, pour avoir des projets qui reflètent la jeunesse. En tout cas, on ne peut pas nier qu'il y a une volonté de le faire.

Sur la question du politique, oui et non. Je n'ai pas l'impression que les jeunes soient particulière-

ment associés aux décisions. Après, j'ai l'impression qu'on va demander aux infirmier·x·ère·s s'iels pensent être associé·x·e·s, ou aux ouvrier·x·ère·s s'iels pensent être associés, iels vont répondre la même chose.

Je pense que si je peux envoyer un message aux politiques, c'est de ne pas minimiser le rôle d'expert·x·e du vécu, c'est-à-dire qu'en tant qu'étudiant·x·e·s, on n'a pas un doctorat en pédagogie, mais c'est nous qui sommes sur les bancs des auditoires toute l'année.

Donc, on a une expérience à apporter y compris les étudiant·x·e·s qui ne vont pas forcément sur les bancs de l'auditoire toute l'année et on peut essayer de comprendre pourquoi, de voir comment on peut améliorer le système.

On l'a vu avec la lutte pour le décret paysage qui a été menée par la représentation étudiante cette année. Il y a eu une écoute vers la fin quand les étudiant·x·e·s risquaient de se retrouver non-finançables mais dans la construction de la loi au départ, il n'y a pas eu cette démarche. La ministre a rencontré la FEF parce qu'elle a une obligation légale mais c'est juste pour respecter les règles. Il n'y a pas de moment où on se met autour d'une table et on réfléchit, pour se dire « ok, c'est quoi le mieux ? » Et ça, je pense qu'en termes de gouvernance, c'est important. Et je finirai juste par dire que lorsque les politiques ont enfin écouté la jeunesse, iels se sont fait traiter d'électoralistes par tout un pan de la société, soit des professeur·x·e·s, soit des électeur·x·ice·s, soit des représentant·x·e·s politiques. Moi, j'ai un peu de mal avec le fait que, quand on écoute les parties de la population qui sont concernées, on se fasse traiter d'électoralistes qui ne font que courir après le vote des jeunes.

Et justement, par rapport à cette jeunesse, est-ce que, selon toi, elle est politisée aujourd'hui ? Par quels différents moyens concrets est-ce qu'elle peut faire entendre sa voix dans ce champ-là, politique, médiatique, citoyen ?

Je pense qu'il y a un vrai ***shift*** générationnel par rapport à la génération de nos parents ou de nos grands-parents. Pour nos grands-parents, il n'y avait qu'une seule chaîne de télé, et on écoutait ce qui était à la chaîne de télé, et puis, il y avait les corps intermédiaires, comme les syndicats, où il y avait moyen de se politiser, de discuter et surtout de faire pencher la balance.

Après, il y a eu la génération de nos parents qui ont été particulièrement déçu du monde politique. Alors ils n'y croient plus, et ils n'ont plus l'impression que les politiques servent à quoi que ce soit. Et justement, notre génération arrive avec une certaine naïveté, qui est assez rafraîchissante. On est dans une situation où on a nos convictions et on ne va pas avoir peur d'en parler.

Selon moi, il y a un constat sur notre génération, c'est qu'on est beaucoup plus mono-engagement, on s'engage pour le climat, pour les droits LGBTQIA+, pour le droit des femmes, etc. C'est un peu un regret que j'ai parce que, selon moi, notre génération ne gagnera pas des droits si elle se concentre que sur un sujet.

Il faut redonner confiance au collectif, pour se dire qu'on n'est pas 5000 sur tel sujet, 5000 sur un autre sujet mais plutôt 100.000 sur un même sujet commun avec un cahier de revendications communes. Sans ça, c'est très facile pour le politique de nous ignorer, et il faut qu'on remette du lien entre nous.

Pour toi, les moyens concrets pour faire entendre notre voix, c'est qu'il faut créer davantage de liens entre les différentes luttes pour peser davantage ?

Exactement. Et je rebondis aussi, par rapport à ça, il y a un vrai risque avec la montée de l'extrême droite. On le voit en Europe, et on va le voir en Belgique néerlandophone, peut-être même en Belgique francophone. C'est un risque pour tout le monde, pour les droits environnementaux, pour les droits sociaux, pour les droits de l'homme, pour le droit des femmes, etc. Enfin, il faut rappeler que les organisations à tendance fasciste vont essayer en premier de tuer les organisations syndicales, à savoir les organisations qui rassemblent un peu tout le monde. C'est pour ça qu'il faut protéger ce genre de milieux de discussion et d'autre part, je pense qu'il ne faut pas être naïf·x·ve. Il faut être vigilant·x·ve, et se dire « moi, en fait, mon truc, c'est le droit des sans-papiers, moi, mon truc, c'est l'environnement, etc ». En fait, on peut militer chacun de notre côté, mais une fois que l'extrême droite sera au pouvoir, on va être tous dans le même sac.

Est-ce que, justement, tu peux nous parler d'initiatives qui visent à recréer du lien entre la jeunesse et le monde politique ?

Abonnez-vous à Brol, évidemment ! Plus sérieusement, pour reparler peut-être un peu plus de Brol, l'idée, c'était justement de ne pas prendre les jeunes pour des idiots. Alors, on se pose pendant une heure avec un·x·e représentant·x·e d'un parti politique, on a une discussion et on essaye de recréer un peu un mood kot. C'est assez léger, on se tutoie mais ce sont des sujets sérieux, profonds qui nécessitent bien plus de temps que des formats TikTok de 60 secondes qui ne permettent pas de rentrer dans les détails. C'est pour ça qu'on a fait le choix de faire des formats plus longs. Et puis on a conclu, avec un grand débat, où on avait l'ensemble des partis et pendant lequel on a notamment posé des questions sur l'environnement, le droit des femmes, le droit des étudiant·x·e·s, ...

Sur d'autres initiatives, il y a par exemple pas mal de journaux qui sont gratuits pour les étudiant·x·e·s. Je pense que c'est important de commencer par quelque chose de simple et de vulgarisé, mais à un moment, il ne faut pas avoir peur de prendre un abonnement gratuit au Soir pour les étudiant·x·e·s. Ça permet de lire des articles complets et détaillées sur des questions qui vous intéressent. Dans les prochaines semaines, il va y avoir de nombreuses choses qui vont être mises en place comme des comparaisons de programmes par exemple. Aussi, il y a le bureau du plan qui vient de chiffrer les mesures des programmes. En fait, ça va dépendre d'à quel point vous voulez vous y intéresser. Il y a du contenu sur Instagram, il y a du contenu qui n'est pas sur Instagram. L'important, c'est juste de faire un choix qui est conscient.

Et aussi, si vous avez des questions, on est en période électorale et il n'y a pas un moment où c'est plus simple que ça pour parler à des politiques. Et il ne faut pas avoir peur. Je pense qu'au sujet de la division entre les politiques et les citoyen·x·ne·s, il faut qu'on fasse chacun un pas. Donc, envoyez un message à un·x·e député·x·e ou à un·x·e candidat·x·e sur Instagram. Iels vous répondront parce qu'iels sont là pour ça.

Est-ce qu'il y a d'autres ressources complémentaires que tu souhaiterais conseiller à nos lecteurs et lectrices en vue du 9 juin ?

Lisez l'arrosoir ! Sinon comme série il y a ***Borgen*** qui est un peu le ***House of Cards*** danois et c'est pratique parce que le Danemark fonctionne avec un système de coalition comme en Belgique. Comme livre je conseille l'***Homme politique moi j'en fait du compost*** de Mathilde Viot qui nous fait découvrir l'envers du décor un peu sale du Parlement français vu des yeux d'une assistante parlementaire.

FUJINON
tve
SONY

RECOMMANDATION DE RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Cet Arrosoir a survolé une série de sujets complexes. Pour les personnes qui désireraient avoir davantage d'informations sur les thèmes abordés, voici une série de ressources non-exhaustives.

Pour se tenir au courant des élections du 9 juin, quelques comptes Instagram qui vulgarisent la politique belge et qui la rendent plus claire :

- ELIO ACAR / @elioslm en collaboration avec Sciences Po ULB

- Brol – Réinventer Demain / @brol_media

- Belgica / @belgica_ig

- Lucie Morauw / @luciemorauw

Pour les questions liées à l'Union Européenne et ses politiques en matière de transition socio-écologique :

- Podcast de la Direction Générale Commerce de la Commission européenne qui cherche à communiquer les accords commerciaux de l'UE : https://policy.trade.ec.europa.eu/trade-podcast_en

- Podcast court par le service de recherche du parlement européen sur l'accord UE – Nouvelle Zélande : https://www.youtube.com/watch?v=IBzU-PrZmYPg&list=PLPPfzoqPUImUlrgj7CsP5N2x7D-Npzp7NL&index=14&pp=iAQB

- Ouvrage (en libre accès) sur la coopération transatlantique et un focus sur la coopération UE-Canada : https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/58067/Perspectives%20crois%C3%A9es%20sur%20la%20coop%C3%A9ration%20transatlantique.pdf?sequence=1&isAllowed=y

- Article académique sur le rôle de l'UE dans la négociation de l'accord de Paris : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/jcms.13365

Pour les questions d'écologie sociale :

- Le livre "Natura Urbana: Ecological Constellations in Urban Space" de Matthew Gandy

- Le livre "In catastrophic Times: Resisting the Coming Barbarism" d'Isabelle Stengers

Pour les questions de décroissance :

- Pour mieux comprendre de quoi il s'agit, le livre "the future is degrowth : a guide to a world beyond capitalism" de Matthias Schmelzer, Andrea Vetter et Aaron Vansintjan

- Pour le côté pédagogique, le livre "ralentir ou périr : l'économie de la décroissance" de Thimothé Parrique

- Le livre « sortir de la croissance : mode d'emploi » d'Eloi Laurent

- La collection « précurseur·ses de la décroissance » de chez Le Passager Clandestin pour en explorer les racines intellectuelles.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes impliquées de près ou de loin dans la réalisation de cette deuxième édition de l'Arrosoir.

Mila Katanic, Corto Spitaels, Camille Roucoux, Marco La Gioia, Lucien Veys, Caroline Alvarez, Jane Cortvriend et Pierre Schepens pour avoir pris le temps de retranscrire les interviews avec patience.

Nour Verkindere, Lucien Veys, Aymeric De Backer, Caroline Alvarez, Jane Cortvriend et Pierre Schepens pour avoir mené les interviews.

Nour Verkindere, Mila Katanic, Lucien Veys, Aymeric De Backer et Paul Servais pour leur partage de contacts, leurs conseils avisés et leur soutien tout le long de la rédaction de cette revue.

Camille Roucoux, Daphné Baralon, Lucien Veys, Louise Pestiau, Lucas Alagem, Caroline Alvarez, Jane Cortvriend et Pierre Schepens pour leur aide précieuse de formalisation des interviews.

Nous remercions tout particulièrement les artistes,

Apolline Jouve (@apollinejo) et André O'Sullivan (@osullivandre) pour leurs magnifiques illustrations qui adoucissent le flot des mots.

Elena Godefroy (@elena_gfroy) pour ses superbes photos qui ajoutent une dimension toute singulière à ce projet.

Olivier Davreux (@olisprojects) pour ses talents de graphiste et de mise en page qui ont rendu ce projet concret.

Enfin, nous remercions les différent·x·e·s intervenant·x·e·s qui nous ont accordé leur temps pour les interviews et leur plume pour la rédaction de quelques articles.

Nous sommes profondément reconnaissant·e·s pour l'investissement, l'énergie et le temps accordé par toutes les personnes ayant participé au projet. Sans elle·x·eux, ce projet n'aurait pas vu le jour. Leur travail et leur implication ont rendu la production de cet Arrosoir plus lumineux et doux. Cette création commune est désormais accessible à nos lecteur·x·ice·s que nous remercions également pour le temps précieux que vous accordez à cette revue.

Merci infiniment pour tout.

Jane Cortvriend, Caroline Alvarez &
Pierre Schepens, rédacteur·ice·s en chef·fe

L'Arrosoir #2 : Politique et transition socio-écologique, quels enjeux en année électorale ?

Éditeur·ice·s responsables : Mila Katanic et Corto Spitaels

Avec les contributions de : Caroline Close, Jonathan Piron, Marthe Nyssens, Kato Van Speybroeck, Chloé Brière, Amandine Orsini, Arnaud Gane, John Pitseys, Martin Casier, Rémy Leboutte, Jonathan de Patoul, Ismaël Nuino, Théodore Tallent, Thomas Huygens, Claire Lejeune, Jonathan Vandescotte, Tom Bauler, Julien Vastenaekels, Annelies Broekman, Sebastian Franco, Arnaud Zacharie, Hélène Debaisieux, Nadja Cornejo, Romain Gelin, Gilles Toussaint, Pierre Jassogne et Adam Assaoui.

Illustrations : © Apolline Jouve et André O'Sullivan

Photographies : © Elena Godefroy

Conception graphique : Olivier Davreux

Typographies utilisées : "Arial", "Bahnschrift", "DejaVu Sans Mono", "Impact"

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en mai 2024 à l'Université Libre de Bruxelles.

L'Arrosoir

REVUE #2 · MAI **2024**

Rédacteur·ices en chef·fe: **Caroline Alvarez, Jane Cortvriend & Pierre Schepens**
Illustrateurs·ices : **Apolline Jouve** (@apollinejo) **& André O'Sullivan** (@osullivanandre)
Photographe: **Elena Godefroy** (@elena_gfroy)
Graphiste : **Olivier Davreux** (@olisprojects)

Pour toute question ou demande :
arrosoir.sito@ulb.be

SiTo

ULB UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES